

Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2010

**T3**

POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE  
30 SEPTEMBRE 2010

# POINTS SAILLANTS FINANCIERS

Aux 30 septembre et pour les trimestres terminés à ces dates

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et données par action, non vérifiés)

	2010	2009	Variation (%)	
Perte nette	(899) \$	(138) \$	551 \$	
Bénéfice net attribuable aux titulaires de contrats avec participation	48	34	41	
<b>Perte nette imputée aux actionnaires</b>	<b>(947) \$</b>	<b>(172) \$</b>	<b>451 \$</b>	
Dividendes sur actions privilégiées	(19)	(21)	(10)	
<b>Perte nette imputable aux porteurs d'actions ordinaires</b>	<b>(966) \$</b>	<b>(193) \$</b>	<b>401 \$</b>	
<b>Primes et dépôts :</b>				
Primes et dépôts - produits de croissance ciblés				
Assurance vie et assurance maladie	2 628 \$	2 486 \$	6 \$	
Rentes et régimes de retraite	955	1 102	(13)	
Dépôts en fonds distincts	4 156	4 371	(5)	
Fonds communs de placement	2 928	2 118	38	
Comptes de placement autogérés institutionnels	350	758	(54)	
Équivalents primes pour SAS	636	635	-	
Risques cédés liés à l'assurance collective	920	909	1	
Autres fonds	112	204	(45)	
<b>Primes et dépôts - produits de croissance ciblés</b>	<b>12 685 \$</b>	<b>12 583 \$</b>	<b>1 \$</b>	
Primes et dépôts - produits dont la croissance n'est pas ciblée	2 257	3 655	(38)	
<b>Total des primes et dépôts</b>	<b>14 942 \$</b>	<b>16 238 \$</b>	<b>(8) \$</b>	
<b>Fonds gérés</b>				
Fonds général	205 241 \$	188 465 \$	9 \$	
Fonds distincts, comptes de placement autogérés institutionnels exclus	198 524	184 846	7	
Fonds communs de placement	39 246	32 310	21	
Comptes de placement autogérés institutionnels	22 890	24 004	(5)	
Autres fonds	7 978	6 952	15	
<b>Total des fonds gérés</b>	<b>473 879 \$</b>	<b>436 577 \$</b>	<b>9 \$</b>	
<b>Fonds propres</b>				
			<b>% du total</b>	<b>% du total</b>
			<b>2010</b>	<b>2009</b>
Passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres admissibles	4 028 \$	4 049 \$	13	13
Participation sans contrôle dans des filiales	283	216	1	1
Avoir				
Avoir des titulaires de contrats avec participation	139	103	-	-
Capitaux propres				
Actions privilégiées	1 422	1 419	5	5
Actions ordinaires	19 169	16 444	63	53
Surplus d'apport	202	176	1	1
Bénéfices non répartis	9 932	12 235	32	40
Cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et conversion de l'investissement net dans des établissements étrangers autonomes	(4 582)	(3 917)	(15)	(13)
<b>Total des fonds propres</b>	<b>30 593 \$</b>	<b>30 725 \$</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Principales mesures clés du rendement</b>				
Résultat de base par action ordinaire	(0,55) \$	(0,12) \$		
Résultat dilué par action ordinaire	(0,55) \$	(0,12) \$		
Rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires (annualisé) <sup>1</sup>	(15,4) %	(3,0) %		
Valeur comptable par action ordinaire	13,82 \$	15,29 \$		
Actions ordinaires en circulation (en millions)				
À la fin de la période	1 772	1 623		
Moyenne pondérée - de base	1 767	1 615		
Moyenne pondérée - diluée	1 767	1 615		

<sup>1</sup> Le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires correspond au bénéfice net attribuable (à la perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires divisé(e) par la moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie.

## MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Nos résultats financiers du troisième trimestre indiquent que Manuvie a réalisé au cours du trimestre des progrès considérables dans l'exécution de son plan d'affaires visant à se repositionner pour assurer la croissance future de son bénéfice et du rendement de ses capitaux propres.

Nous avons présenté une perte nette de 947 millions de dollars découlant en partie de plusieurs éléments notables faisant suite à notre examen annuel des méthodes et hypothèses actuarielles. Nous avons notamment dû accroître de façon importante les provisions liées aux activités de John Hancock dans le secteur de l'assurance soins de longue durée à la suite d'une étude complète des résultats techniques. De plus, en raison de la révision des perspectives concernant nos activités d'assurance aux États-Unis, nous avons constaté une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. Cette charge a eu une incidence sur notre bénéfice net, mais non sur notre capital réglementaire. À la fin du trimestre, le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (« MPRCE ») de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers s'élevait à 234 %. Il a donc augmenté de 13 points de pourcentage depuis la fin du trimestre précédent et est nettement supérieur à la cible de 150 % fixée par les organismes de réglementation. Nos fonds propres demeurent l'un des fondements de notre solidité.

Manuvie continue de s'attaquer à sa sensibilité aux taux d'intérêt et aux marchés des actions. Au cours du trimestre, nous avons réduit notre exposition aux taux d'intérêt, évaluée d'après l'incidence potentielle sur le bénéfice net attribué aux actionnaires, de 19 % par rapport à celle qui a été constatée au 30 juin 2010. Nous avons aussi porté à 54 % la proportion de la valeur des garanties des contrats de rente variable en vigueur couverte ou réassurée. Notre objectif consiste à mettre en place d'autres couvertures pour faire en sorte de couvrir, d'ici à 2012, environ 60 % de la sensibilité du bénéfice sous-jacent aux variations des marchés des actions. Nous prévoyons porter ce pourcentage à 75 % d'ici la fin de 2014. En outre, les résultats au chapitre du crédit sont demeurés satisfaisants compte tenu des conditions du marché.

Notre succès dépend essentiellement de notre capacité à assurer la croissance de notre entreprise. Notre décision de réaffecter du capital et des ressources à des produits dont nous visons l'essor a produit des résultats positifs pendant le trimestre. Manuvie a dégagé un solide bénéfice sous-jacent, son bénéfice d'exploitation rajusté se situant dans la partie supérieure de la fourchette estimative de 700 à 800 millions de dollars pour chaque trimestre de 2010, que nous avons indiquée dans notre rapport annuel 2009.

Aux États-Unis, les souscriptions continuent d'afficher un bon rythme de croissance. Dans la Division américaine, le bénéfice d'exploitation rajusté s'est amélioré de 72 % par rapport au troisième trimestre de 2009, partiellement en raison de l'importance accrue accordée aux produits à marges élevées fournis contre honoraires. Le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis a terminé le trimestre avec des fonds gérés de 181 milliards de dollars, ce qui se situe à 1 % du niveau record enregistré à la fin du troisième trimestre de 2007. Ce résultat est attribuable à la forte croissance qu'ont connue les secteurs des fonds communs et des régimes de retraite de John Hancock.

Les souscriptions de produits d'assurance à la Division Asie ont augmenté de 50 %; au Japon, elles ont même plus que doublé par rapport à l'exercice précédent. Au Canada, les fonds communs ont continué sur leur lancée avec des dépôts de 320 millions de dollars, soit presque trois fois plus qu'au troisième trimestre de 2009. Les souscriptions de la Banque Manuvie ont grimpé de 13 % sur un an, et les souscriptions d'assurance vie individuelle ont connu une hausse de 11 %.

Nous avons aussi lancé des programmes de valorisation de la marque qui nous permettent de raconter notre histoire à la population canadienne et asiatique et qui s'ajoutent à celui de John Hancock, dont le succès a été énorme.

Le conseil d'administration de Manuvie a récemment tenu une réunion en Chine et y a rencontré les partenaires de Manuvie, ce qui exprime l'importance stratégique que revêt l'Asie dans les plans futurs de la Société. Le conseil a aussi examiné l'orientation stratégique et les plans de la Société et a réitéré son appui à leur égard.

Nous tiendrons une Journée des investisseurs pour fournir des renseignements additionnels sur nos objectifs de croissance et de rentabilité. Cette activité, qui aura lieu à notre siège social de Toronto le 19 novembre, sera diffusée en direct sur le Web. Ceux qui ne pourront être présents au moment de la diffusion auront la possibilité de visionner la vidéo en différé. Vous trouverez de l'information à ce sujet à l'adresse [www.manuvie.com/presentations](http://www.manuvie.com/presentations).

Nos entreprises partout dans le monde demeurent solides et nous sommes en bonne position pour assurer notre croissance et notre rentabilité.



**Donald A. Guloien**

*Président et chef de la direction*

*Le présent message mentionne des mesures du rendement qui ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures financières non conformes aux PCGR » figurant dans le rapport de gestion ci-après.*

# POINTS SAILLANTS DES SOUSCRIPTIONS ET DE LA CROISSANCE DES ACTIVITÉS

## Division Asie

L'Asie s'étant relevée fermement de la crise économique, nous mettons en œuvre avec succès notre stratégie qui consiste à investir dans la croissance accélérée de nos activités en Asie. Nos souscriptions d'assurance ont grandement augmenté, tant pendant le trimestre que depuis le début de l'exercice et, surtout, la capacité de distribution par l'intermédiaire de notre réseau d'agences et de banques a continué de prendre de l'expansion, ce qui influe positivement sur notre réussite à long terme.

Le total des souscriptions d'assurance de la Division Asie au troisième trimestre a été de 293 millions de dollars américains, en hausse de 50 % par rapport à l'exercice précédent<sup>1</sup>, en devises constantes<sup>2</sup>. Faits saillants :

- Au Japon les souscriptions d'assurance ont encore atteint un niveau record; elles ont plus que doublé par rapport à l'exercice précédent en raison du succès confirmé d'un nouveau produit lancé à l'échelle de tous les canaux. La croissance a été stimulée de façon exceptionnelle dans le canal des banques et elle est demeurée continue dans le réseau des agents généraux principaux (« AGP »).
- Dans les autres régions d'Asie, les souscriptions ont progressé de 9 % par rapport au troisième trimestre de 2009, les souscriptions d'assurance ayant atteint des niveaux records en Indonésie, aux Philippines et à Taïwan. Les souscriptions en Indonésie ont augmenté de 23 % en raison de l'élargissement du canal de distribution par agences, les souscriptions à Taïwan ont bondi de 77 % en raison de la popularité soutenue des produits d'assurance vie entière, et les souscriptions aux Philippines ont plus que doublé par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par la solide croissance du nombre d'agents ainsi que par l'augmentation du nombre de conseillers financiers des succursales bancaires de notre coentreprise avec la ChinaBank. En raison de la perte d'une relation avec un distributeur à Singapour, les souscriptions ont chuté considérablement par rapport à l'exercice précédent, annulant en partie les hausses dans les autres pays membres de l'ANASE. À l'exclusion de Singapour, les souscriptions dans les autres régions d'Asie se sont accrues de 21 % par rapport aux résultats du troisième trimestre de l'exercice précédent.
- À Hong Kong, les souscriptions d'assurance pour le trimestre se sont améliorées de 7 % par rapport à l'exercice précédent et de 30 % depuis le début de l'exercice, compte tenu de l'élargissement du canal de distribution par agences, des activités de marketing et de la productivité accrue.

Dans la Division Asie, les souscriptions de produits de gestion de patrimoine, à l'exclusion des souscriptions de contrats de rente à capital variable, ont totalisé 632 millions de dollars américains, une hausse de 63 % par rapport à l'exercice précédent, en devises constantes. Faits saillants :

- Les souscriptions de produits de gestion de patrimoine dans les autres régions d'Asie ont bondi de 90 % par rapport à l'exercice précédent, en devises constantes. Manuvie a fait son entrée dans le secteur de la gestion d'actifs en Chine plus tôt cette année par l'intermédiaire de Manulife-TEDA (notre nouvelle coentreprise détenue à 49 %) qui a affiché des souscriptions trimestrielles de produits de gestion de patrimoine totalisant 102 millions de dollars américains. Les souscriptions à Taïwan ont progressé de 51 % par rapport à l'exercice précédent, du fait de la solide acceptation par le marché du fonds Emerging Market High Yield Bond lancé en septembre, qui a permis de mobiliser 44 millions de dollars américains pendant la période du PAPE. Dans les pays membres de l'ANASE, les souscriptions de produits de gestion de patrimoine ont connu une hausse de 28 % en regard de l'exercice précédent, sous l'effet de souscriptions considérables par le canal de bancassurance en Indonésie qui sont attribuables à l'élargissement du canal de distribution ainsi qu'aux efforts de marketing continus et des souscriptions records aux Philippines, lesquelles reflètent l'augmentation du nombre de conseillers financiers dans les succursales bancaires de notre coentreprise avec ChinaBank.
- En octobre, Gestion des placements mondiaux MFC (« Placements mondiaux MFC ») a lancé deux fonds du programme des investisseurs institutionnels nationaux admissibles (« QFII ») qui ciblent les marchés chinois des actions et des obligations, afin de respecter le quota attribué par l'Administration nationale des changes (« ANC ») chinoise. Les deux fonds ont grandement retenu l'intérêt des investisseurs.

La Division Asie a continué d'étendre sa capacité de distribution par l'intermédiaire d'agences et de banques. Faits saillants relatifs à la distribution :

- Dans le cadre de notre stratégie de croissance, il est primordial d'accroître le nombre d'agents en Asie. Au troisième trimestre, ce nombre a progressé de 20 % par rapport au 30 septembre 2009, le Vietnam, la Chine, les Philippines, l'Indonésie et la Malaisie ayant tous affiché une croissance de plus de 10 % du nombre d'agents.

<sup>1</sup> Les devises constantes sont une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures financières non conformes aux PCGR » ci-après.

<sup>2</sup> L'expression « exercice précédent » renvoie au troisième trimestre de 2009, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

- Au cours du trimestre, les souscriptions d'assurance par le canal des banques pour le trimestre ont été six fois plus élevées qu'à l'exercice précédent, les souscriptions au Japon s'étant fortement accrues parce que nous avons réussi à diversifier les souscriptions de ce canal, qui faisait souscrire presque exclusivement des rentes à capital variable et fait maintenant souscrire principalement des produits d'assurance. Les souscriptions du canal des banques représentent une tranche de plus en plus importante des souscriptions. Au troisième trimestre, ces souscriptions ont totalisé 28 % du total des souscriptions de la division, contre 15 % à l'exercice précédent.
- Manulife-Sinochem, notre coentreprise en Chine, a ouvert la succursale de Tianjin et le bureau de Linyi en juillet et possédait, au 30 septembre 2010, des permis pour exercer ses activités dans 43 villes de 11 provinces.

### Division canadienne

La Division canadienne continue de réaliser de bons progrès dans le cadre de la stratégie générale de croissance des souscriptions et de diversification de la Société. Au troisième trimestre, les souscriptions ont continuellement repris de la vigueur dans tous nos secteurs au Canada, en particulier à Fonds communs Manuvie, dont les dépôts ont presque triplé par rapport au troisième trimestre de 2009. Les ventes de la Banque Manuvie ont progressé de 13 % par rapport à l'exercice précédent et les souscriptions d'assurance du secteur de l'assurance vie individuelle ont connu une hausse de 11 %. En septembre, nous avons créé la Société de fiducie Manuvie, qui permet à nos conseillers de réaliser davantage de ventes croisées de nos solutions bancaires et produits de fiducie innovateurs auprès des clients existants et qui constitue en outre une autre avenue pour présenter à de nouveaux clients le portefeuille diversifié de produits de gestion de patrimoine de Manuvie.

Nous avons également continué à gérer activement notre exposition aux risques. Au cours du troisième trimestre, nous avons accru la couverture de notre bloc de contrats de rente à capital variable en vigueur de sorte que la valeur garantie des rentes à capital variable était couverte à hauteur de 74 % au Canada à la fin du trimestre. Par ailleurs, nous avons annoncé au début d'octobre des augmentations de prix imminentes de nos produits d'assurance vie universelle pour tenir compte des taux d'intérêt actuels.

Au Canada, les souscriptions de produits de gestion de patrimoine individuels (à l'exclusion des contrats de rente à capital variable) ont progressé de 22 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 1,7 milliard de dollars au troisième trimestre.

- Les fonds communs de placement ont poursuivi leur essor, les dépôts ayant presque triplé par rapport aux niveaux du troisième trimestre de 2009 pour atteindre 320 millions de dollars. Cette croissance est principalement attribuable aux fonds qui mettent l'accent sur le rendement et la sécurité, et que privilégient les investisseurs à l'heure actuelle. Comme prévu, les souscriptions de produits à revenu fixe ont continué d'être faibles et ont diminué de 13 % par rapport à l'exercice précédent. Ce changement dans le portefeuille de produits reflète la confiance renouvelée des consommateurs dans les marchés de placement, et découle de notre stratégie ciblée pour assurer la croissance de nos activités de fonds communs de placement.
- Au cours du trimestre, le portefeuille de produits offerts par Fonds communs Manuvie s'est élargi, grâce au lancement de six nouveaux fonds – trois fonds d'obligations, deux fonds d'actions et un fonds équilibré. Ces nouveaux fonds sont gérés par des gestionnaires de fonds chevronnés qui sont actuellement responsables d'autres fonds primés de premier ordre qu'offre Fonds communs Manuvie.
- Le volume de prêts de la Banque Manuvie s'est établi à 1,2 milliard de dollars, en hausse de 5 % en regard du deuxième trimestre et de 13 % par rapport au troisième trimestre de 2009. Cette croissance à un rythme soutenu reflète le succès de notre stratégie d'affaires intégrée, qui comprend une distribution efficace par divers conseillers, appuyée par une campagne publicitaire bien accueillie par les consommateurs. Le contexte commercial demeure difficile, en raison de la baisse des activités sur le marché de l'habitation au Canada et de la concurrence féroce qui prévaut dans le secteur des services financiers en vue d'attirer et de retenir les clients.
- La Société de fiducie Manuvie, créée par la Banque Manuvie en septembre, offrira d'abord aux Canadiens de toutes les provinces des comptes d'épargne-placement et des certificats de placement garantis, ainsi que des prêts hypothécaires à taux privilégié, par l'entremise de conseillers financiers.

Les souscriptions d'assurance individuelle de la Division canadienne ont atteint 70 millions de dollars pour le troisième trimestre, une hausse de 3 % par rapport à l'exercice précédent.

- Les souscriptions de produits à prime périodique ont progressé de 5 % par rapport à celles d'il y a un an. La vigueur continue des souscriptions de produits d'assurance permanente, y compris le retour des importants contrats de planification successorale, ont entraîné une augmentation de 11 % des souscriptions de produits d'assurance vie.
- Les souscriptions par nos partenaires d'assurance voyage ont continué de croître considérablement, de sorte que les souscriptions de produits à prime unique ont grimpé de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Les souscriptions de produits à prime unique ont bondi de 73 % par rapport au deuxième trimestre, compte tenu du caractère saisonnier normal dans le marché de l'assurance voyage, lequel est stimulé par la prochaine saison des vacances hivernales.

- Au début d'octobre, les taux d'intérêt ayant été historiquement bas, le secteur de l'assurance individuelle a annoncé des modifications à certains produits d'assurance vie universelle qui entraîneront une augmentation des taux des nouveaux contrats à compter du 4 décembre 2010. De plus, les garanties de taux minimums seront réduites à compter de mars 2011.

Les souscriptions dans le secteur des produits collectifs au Canada ont été inégales, ce qui reflète la volatilité normale dans ce marché.

- Les souscriptions d'assurance collective ont été supérieures de 18 % à celles du deuxième trimestre et d'un montant équivalent à celles d'il y a un an. Les souscriptions dans le secteur des régimes de petite taille qui comportent des marges plus élevées ont poursuivi sur la lancée amorcée au deuxième trimestre; nous nous intéressons sérieusement à la croissance de ce segment de marché.
- Les souscriptions dans le secteur Solutions Retraite collectives ont chuté au troisième trimestre. Les souscriptions du troisième trimestre de 2009 avaient été stimulées par les résultats remarquables sur le marché des rentes collectives, qui représentaient 70 % de nos souscriptions d'un exercice complet sur ce marché, ainsi que par la sortie d'un concurrent du secteur. En 2010, bien que nous ayons atteint nos objectifs en matière de part du marché des rentes collectives, l'activité à l'échelle du secteur a ralenti sous l'effet de la faiblesse des taux d'intérêt.

### Division américaine

Nous continuons de suivre la stratégie de notre Division américaine qui consiste à repositionner nos activités, en ajustant notre gamme de produits pour privilégier les produits à marges élevées et les produits et services fournis contre honoraires, et en modifiant la tarification et la conception d'autres produits pour améliorer les marges et réduire le risque, compte tenu des difficultés posées par la conjoncture économique actuelle. Le dynamisme de nos activités sous-jacentes ainsi que les modifications apportées à nos produits ont fait grimper notre bénéfice d'exploitation rajusté de 72 % par rapport au troisième trimestre de 2009. Au cours du trimestre, le total des fonds gérés du secteur de gestion de patrimoine a atteint 181 milliards de dollars américains, soit un écart de moins de 1 % par rapport à leur sommet historique de fin de trimestre. Les souscriptions du secteur Fonds communs de placement de John Hancock ont dépassé 7 milliards de dollars américains depuis le début de l'exercice, soit 55 % de plus qu'à l'exercice précédent. Dans le secteur Régimes de retraite, les souscriptions des régimes à cotisations déterminées depuis le début de l'exercice ont progressé de 24 % par rapport à l'exercice précédent, et les actifs se sont établis au niveau record de 59 milliards de dollars américains à la fin du troisième trimestre.

Au troisième trimestre de 2010, aux États-Unis, les souscriptions de produits de gestion de patrimoine, à l'exclusion des contrats de rente à capital variable et de rente différée à capital fixe à la valeur comptable, ont augmenté de 10 % par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 3,7 milliards de dollars américains.

- Les souscriptions du secteur Fonds communs de placement de John Hancock (« Fonds JH ») ont été de 2,3 milliards de dollars américains au troisième trimestre et ont totalisé 7,2 milliards de dollars américains depuis le début de l'exercice. Les Fonds JH se sont hissés au 5<sup>e</sup> rang<sup>3</sup> sur le plan des nouveaux capitaux dans le marché des produits non exclusifs depuis le début de l'exercice jusqu'au 30 août 2010, en comparaison du 26<sup>e</sup> rang pour la même période de 2009. L'augmentation de 26 % des souscriptions au troisième trimestre et de 55 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent est attribuable à la gamme largement diversifiée de fonds concurrentiels distribués auprès des particuliers, des clients institutionnels et dans le cadre des régimes à cotisations déterminées – services de placement seulement, ainsi qu'à l'amélioration de la conjoncture. Les souscriptions depuis le début de l'exercice 2010 ont dépassé celles de l'exercice 2009 au complet et les souscriptions pour la totalité de 2010 devraient atteindre un niveau record. Au 30 septembre 2010, les Fonds JH comptaient 20 fonds notés quatre ou cinq étoiles par Morningstar<sup>4</sup>. Les fonds gérés des Fonds JH ont augmenté pour s'établir à 31,6 milliards de dollars américains au 30 septembre 2010, en hausse de 23 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le secteur Régimes de retraite de John Hancock a enregistré un record au chapitre des fonds gérés, qui ont augmenté de 14 % par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 59,2 milliards de dollars américains. Ce record est attribuable à l'amélioration du rendement des marchés et à la solidité des souscriptions nettes qui ont totalisé 2,4 milliards de dollars américains pour les quatre derniers trimestres. Les souscriptions de 1,1 milliard de dollars américains au troisième trimestre ont été moins élevées qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison d'une réduction des souscriptions de nouveaux régimes, qui est une conséquence directe de la faiblesse du redressement de l'économie américaine. Les souscriptions depuis le début de l'exercice ont progressé de 24 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 3,6 milliards de dollars. Les cotisations

<sup>3</sup> Source : Strategic Insight Simfund. Les nouveaux capitaux nets sont calculés en incluant seulement les fonds à capital variable à long terme destinés aux particuliers de John Hancock, exclusion faite des fonds du marché monétaire, et ne couvre que les actions des catégories A, B et I.

<sup>4</sup> Pour chaque fonds existant depuis au moins trois ans, Morningstar calcule une note fondée sur le rendement rajusté en fonction du risque, qui tient compte des fluctuations du rendement mensuel (y compris l'incidence des frais d'entrée, des frais de sortie et des frais de rachat), souligne les baisses et récompense la constance des rendements. La première tranche de 10 % des fonds reçoit cinq étoiles, la tranche de 22,5 % suivante reçoit 4 étoiles, celle de 35 % qui suit reçoit 3 étoiles, la tranche suivante de 22,5 % reçoit 2 étoiles et les fonds se classant dans la dernière tranche de 10 % reçoivent une étoile. La note générale que Morningstar accorde à un fonds découle d'une moyenne pondérée de son rendement sur 3, 5 et 10 ans (le cas échéant) mesuré selon les critères de Morningstar. Le rendement passé ne garantit pas le rendement futur. La note générale tient compte de l'incidence des frais d'entrée, des frais de sortie et des frais de rachat, tandis que la note « frais exclus » (Load Waived) n'en tient pas compte. La note « frais exclus » (Load Waived) des actions de catégorie A est destinée uniquement aux investisseurs qui n'ont pas à payer de frais d'entrée.

périodiques du troisième trimestre ont dépassé de 3 % celles de la même période de l'exercice précédent, une tendance à la hausse qui s'est amorcée au deuxième trimestre, après plusieurs trimestres de recul attribuables au ralentissement économique.

- Les portefeuilles Lifestyle de John Hancock, soit les portefeuilles Growth, Conservative, Moderate, Balanced et Aggressive, offerts dans le cadre de notre gamme de fonds communs de placement et de nos régimes 401(k), ont continué de dégager des rendements intéressants et se classent respectivement, selon Morningstar, aux 14<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> rangs centile pour la période d'un an terminée le 30 septembre 2010<sup>5</sup>. Les fonds Lifestyle ont enregistré les plus fortes souscriptions parmi les Fonds JH, soit plus de 946 millions de dollars américains au cours des neuf premiers mois de 2010, une augmentation de 68 % par rapport à l'exercice précédent. Les portefeuilles Lifestyle et Lifecycle offerts dans le cadre des régimes 401(k) ont continué de se classer parmi les produits les plus attrayants, avec une tranche de 5,3 milliards de dollars américains des primes et dépôts, ou 59 %, pour les neuf premiers mois de 2010.
- Les souscriptions de contrats de rente à capital variable et de contrats de rente à capital fixe depuis le début de l'exercice ont totalisé respectivement 2,0 milliards de dollars américains et 1,1 milliard de dollars américains, soit une baisse respective de 55 % et 57 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par les initiatives de réduction des risques et le manque d'attrait des produits à revenu fixe dans un contexte de faibles taux d'intérêt.

Dans le secteur Assurance – États-Unis, nous repositionnons considérablement les activités et nous retirons ou éliminons les produits qui entraînent une sensibilité des résultats ou produisent de faibles rendements sur le capital investi. Par suite de ces mesures, les souscriptions d'assurance aux États-Unis ont totalisé 173 millions de dollars américains au troisième trimestre de 2010, soit 29 % de moins qu'à l'exercice précédent.

- Le secteur Assurance vie de John Hancock (« JH Vie ») a réussi à mettre en œuvre son plan de transition visant l'amélioration des marges et l'atténuation du risque de taux d'intérêt. Les souscriptions du troisième trimestre ont reculé de 39 % par rapport à 2009, en raison de l'incidence des augmentations de taux de certains produits garantis effectuées par JH Vie et du lancement de nouveaux produits d'assurance vie universelle qui comportent des caractéristiques de risque améliorées. Les souscriptions des produits d'assurance vie universelle assortis de garanties de non-déchéance ont chuté de 66 % au troisième trimestre par rapport à l'exercice précédent, tandis que les souscriptions d'autres produits d'assurance vie universelle ont progressé de 20 %. Des augmentations de taux additionnelles ont récemment été annoncées pour les produits d'assurance vie universelle assortis de garanties de non-déchéance qui seront lancés au premier trimestre de 2011. D'autres améliorations devraient également être apportées à d'autres produits au fil de la mise en œuvre du plan de transition de JH Vie.
- Les souscriptions du secteur Assurance soins de longue durée de John Hancock (« JH SLD ») se sont améliorées de 20 % au troisième trimestre par rapport à l'exercice précédent, les souscriptions de produits de détail ayant augmenté avant la prise d'effet, en juin, des augmentations de taux pour les affaires nouvelles. Par suite du parachèvement récent de l'examen de l'historique des règlements et de la faiblesse persistante des taux d'intérêt, JH SLD a temporairement interrompu les souscriptions de nouveaux régimes d'assurance SLD collective et prévoit apporter d'autres modifications aux autres produits de détail. Les souscriptions d'assurance de JH SLD devraient fléchir au quatrième trimestre de 2010. En outre, JH SLD augmentera les taux de prime sur les contrats en vigueur et collabore activement avec les organismes de réglementation pour faire approuver des augmentations moyennes de 40 % qui toucheront la majorité des contrats en vigueur.

### **Gestion des placements mondiaux MFC (« GPM MFC »)**

À la fin du troisième trimestre, les actifs gérés par GPM MFC au nom de tiers ont totalisé 121,3 milliards de dollars, soit une hausse de 4,7 milliards de dollars en regard de la fin du deuxième trimestre. Cette hausse découle des souscriptions nettes et du rendement positif des marchés, qui ont été en partie annulés par la dépréciation du dollar américain.

Au troisième trimestre, GPM MFC a été reconnue pour le rendement exceptionnel de ses placements. Au cours du trimestre, le nombre de fonds notés quatre et cinq étoiles gérés par la société a progressé, passant de 33 à 40. GPM MFC a également été reconnue par de nombreuses publications au troisième trimestre.

---

<sup>5</sup> Les rangs centiles de Morningstar sont établis en comparant les notes de risque et de rendement de tous les fonds d'une même catégorie, 1 étant la meilleure note et 100, la pire. Les rangs indiqués ci-dessus couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 30 septembre 2010 pour les portefeuilles Lifestyle de John Hancock, actions de catégorie A « frais exclus ». Le portefeuille Lifestyle Aggressive s'est classé en 543<sup>e</sup> position sur 2 035 fonds dans la catégorie des fonds à grande capitalisation à gestion mixte, le portefeuille Lifestyle Growth est arrivé en 273<sup>e</sup> position sur 2 035 fonds dans la catégorie des fonds à grande capitalisation à gestion mixte, le portefeuille Lifestyle Balanced a atteint la 282<sup>e</sup> position sur 1 147 fonds dans la catégorie des fonds modérés de répartition de l'actif, le portefeuille Lifestyle Moderate s'est classé en 159<sup>e</sup> position sur 670 fonds dans la catégorie des fonds prudents de répartition de l'actif et le portefeuille Lifestyle Conservative est arrivé en 117<sup>e</sup> position sur 670 fonds dans la catégorie des fonds prudents de répartition de l'actif.

# RAPPORT DE GESTION

## POINTS SAILLANTS FINANCIERS

(non vérifié)

	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Perte imputée aux actionnaires (en millions de \$ CA)	(947)	(2 378)	(172)
Perte imputable aux porteurs d'actions ordinaires (en millions de \$ CA)	(966)	(2 398)	(193)
Perte par action ordinaire (\$ CA)	(0,55)	(1,36)	(0,12)
Rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires <sup>1</sup> (%) (annualisé)	(15,4)	(36,4)	(3,0)
Primes et dépôts <sup>1</sup> (en millions de \$ CA)			
• Produits d'assurance dont nous projetons la croissance	4 555	4 290	4 400
• Produits de gestion de patrimoine dont nous projetons la croissance	8 130	9 313	8 183
• Produits d'assurance dont nous ne projetons pas la croissance <sup>6</sup>	930	1 024	1 090
• Activités de gestion de patrimoine dont nous ne projetons pas la croissance (rentes à capital variable et rentes différées à capital fixe à la valeur comptable)	1 327	1 647	2 565
Fonds gérés <sup>1</sup> (en milliards de dollars canadiens)	473,9	453,9	436,6
Capital <sup>1</sup> (en milliards de dollars canadiens)	30,6	32,3	30,7

<sup>(1)</sup> Cet élément n'est pas une mesure conforme aux PCGR. Pour des précisions sur notre utilisation des mesures non conformes aux PCGR, voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

La Société Financière Manuvie (« SFM ») a déclaré une perte nette imputée aux actionnaires de 947 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2010, soit une perte diluée par action de 0,55 \$. Au troisième trimestre de 2009, la SFM avait présenté une perte nette de 172 millions de dollars, ou 0,12 \$ par action.

### Troisième trimestre de 2010

La perte nette imputée aux actionnaires de 947 millions de dollars comprend les éléments notables qui suivent :

- Gains nets de 1 041 millions de dollars liés au redressement des marchés des actions et à la baisse des taux d'intérêt.
- Charges de 2 031 millions de dollars liées à des changements de base découlant de l'examen annuel de la totalité des méthodes et hypothèses actuarielles.
- Dépréciation de 1 039 millions de dollars (1 000 millions de dollars américains) de l'écart d'acquisition de nos activités d'assurance aux États-Unis, liée aux perspectives économiques et au repositionnement de nos activités.
- Autres éléments notables engendrant un gain net de 303 millions de dollars et décrits plus en détails plus loin.

Après rajustements pour tenir compte de ces éléments notables, le bénéfice d'exploitation rajusté<sup>7</sup> s'est établi à 779 millions de dollars.

### Bénéfice d'exploitation rajusté

#### **Bénéfice d'exploitation rajusté réel du troisième trimestre et rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR**

Au troisième trimestre de 2010, le bénéfice d'exploitation rajusté se chiffrait à 779 millions de dollars, conformément à notre estimation figurant dans notre rapport annuel de 2009 qui le situait dans la fourchette de 700 et 800 millions de dollars pour chacun des trimestres de 2010.

Le bénéfice d'exploitation rajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR. Étant donné que le bénéfice d'exploitation rajusté ne tient pas compte de l'incidence des conditions du marché, il n'est pas représentatif de nos résultats réels qui continuent d'être considérablement affectés par les marchés des actions volatils, les taux d'intérêt et la conjoncture économique actuelle.

<sup>6</sup> Les contrats d'assurance vie universelle assortis de garanties de non-déchéance et les contrats d'assurance vie entière sans participation garantis de JH Vie, ainsi que les produits de JH SLD.

<sup>7</sup> Le bénéfice d'exploitation rajusté n'est pas une mesure conforme aux PCGR. Voir la section « Bénéfice d'exploitation rajusté réel du troisième trimestre et rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR » ci-après.

Le tableau suivant rapproche le bénéfice d'exploitation rajusté et notre perte nette présentée au troisième trimestre :

(en millions de \$ CA)	Gain (perte)
<b>Perte nette imputée aux actionnaires</b>	<b>(947) \$</b>
<b>Éléments notables :</b>	
<b>Incidence nette du redressement des marchés des actions et de la baisse des taux d'intérêt :</b>	
• sur les activités de garantie des contrats de rente à capital variable qui ne font pas partie de notre programme de couverture <sup>1</sup>	700
• sur les placements en actions du fonds général qui soutiennent les provisions mathématiques, et sur les revenus d'honoraires <sup>1,2</sup>	128
• sur les hypothèses de réinvestissement applicables aux titres à revenu fixe utilisées pour calculer les provisions mathématiques en raison de la baisse des taux d'intérêt <sup>2</sup>	(356)
• sur les gains réalisés à la vente d'obligations classées comme disponibles à la vente <sup>3</sup>	569
<b>Incidence nette totale des marchés des actions et des taux d'intérêt</b>	<b>1 041 \$</b>
Modifications des méthodes et hypothèses actuarielles	(2 031)
Dépréciation de l'écart d'acquisition du secteur Assurance – États-Unis (1 000 \$ US)	(1 039)
Autres résultats favorables des placements <sup>2</sup>	364
Pertes sur la tranche couverte des activités de rente à capital variable	(83)
Autres pertes nettes sur le bloc de contrats de rente à capital variable couvert	(62)
Gains fiscaux à l'égard des années d'imposition fermées et gains nets sur les résultats techniques	128
Variation des taux de change <sup>4</sup>	(44)
<b>Total des éléments notables</b>	<b>(1 726) \$</b>
<b>Bénéfice d'exploitation rajusté</b>	<b>779 \$</b>

1 Le bénéfice d'exploitation rajusté exclut l'incidence, sur le bénéfice, des fluctuations des marchés des actions qui diffèrent de nos hypothèses les plus probables, soit une croissance de 7,25 % par année au Canada, de 8,0 % par année aux États-Unis, de 5,0 % par année au Japon et de 9,5 % par année à Hong Kong.

2 Comme il est mentionné dans nos conventions comptables, les provisions mathématiques correspondent à l'estimation que nous avons faite du montant qui, ajouté aux primes futures estimatives et aux revenus de placements nets, couvre les montants estimatifs futurs relatifs aux prestations, aux participations aux excédents et aux bonifications, aux impôts et taxes (autres que les impôts sur les bénéfices) et aux charges liées aux contrats en vigueur. En vertu des PCGR du Canada, le calcul des provisions mathématiques est fondé sur une projection explicite des flux de trésorerie à partir des hypothèses courantes les plus probables pour chaque composante importante des flux de trésorerie et chaque éventualité notable. Le rendement des placements est projeté à l'aide des portefeuilles de placement actuels et des stratégies prévues de réinvestissement. Chaque hypothèse est rajustée selon une marge pour écarts défavorables. En raison de cette méthode, les gains et pertes liés aux résultats techniques surviennent lorsque les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques.

3 Au cours du troisième trimestre, la Société a comptabilisé des gains de 569 millions de dollars sur la vente d'obligations classées comme disponibles à la vente, ce qui a en partie contrebalancé l'incidence des charges liés aux taux d'intérêt en 2010.

4 Le bénéfice d'exploitation rajusté ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations de change survenues depuis le 30 juin 2009, date à laquelle nous avons établi notre estimation. Depuis ce temps, le dollar canadien s'est raffermi et la valeur d'un dollar américain est passée de 1,1625 \$ CA au 30 juin 2009 à 1,0298 \$ CA au 30 septembre 2010. Le taux de change quotidien moyen s'est situé à 1,039052 \$ CA pour un dollar américain au cours du trimestre. Ce recul a entraîné une augmentation de la perte nette présentée de 44 millions de dollars pour le trimestre.

### Incidence du redressement des marchés des actions et de la baisse des taux d'intérêt

Le tableau plus haut précise dans quelle mesure le bénéfice net attribuable aux actionnaires est sensible aux fluctuations des marchés des actions et des taux d'intérêt.

Au troisième trimestre, le redressement des marchés des actions, en partie annulé par la baisse des taux d'intérêt, s'est traduit par des gains nets de 700 millions de dollars liés à l'évaluation de nos activités de garanties de contrats de rente à capital variable qui ne font pas partie de notre programme de couverture, contrebalançant ainsi certaines des pertes comptabilisées au trimestre précédent. La croissance des marchés des actions a aussi eu une incidence favorable sur les placements en actions du fonds général et sur les revenus d'honoraires.

Au cours du trimestre, la baisse des taux d'intérêt a donné lieu à une charge de 356 millions de dollars. Au cours du trimestre, les taux des obligations du gouvernement américain de 10 et de 30 ans ont reculé de respectivement 42 points de base et 20 points de base. Les obligations de sociétés américaines ont fléchi d'un montant similaire, et les taux des swaps ont diminué d'un montant légèrement supérieur. En raison des mesures prises au cours du trimestre

pour réduire de manière importante la sensibilité aux taux d'intérêt, y compris la prolongation de la durée du portefeuille d'actifs au soutien des provisions mathématiques au moyen d'activités boursières comme la vente d'obligations et l'achat d'obligations à plus long terme, de même que l'achat de swaps de taux d'intérêt différés, le montant de la charge du trimestre a été de beaucoup inférieur à celui des trimestres précédents. Bien que des activités de placement visant à accroître la durée du portefeuille aient eu lieu au cours du trimestre, nous avons évalué l'incidence des variations des taux d'intérêt et l'incidence des modifications apportées au portefeuille de placements à l'appui des provisions mathématiques (se reporter à la section « Autres résultats favorables des placements » plus loin), en supposant que ces activités ont eu lieu au début du trimestre. Dans la mesure où nous présumons que cette activité de placement a été effectuée à la fin du trimestre, notre perte imputable aux fluctuations de taux d'intérêt pendant le trimestre aurait été plus importante et aurait été de fait compensée par la hausse du revenu attribuable aux autres résultats favorables des placements.

En outre, la Société a vendu des obligations désignées comme disponibles à la vente et a réalisé des gains de 569 millions de dollars, qui ont contrebalancé en partie l'incidence des pertes découlant de la baisse des taux d'intérêt sur la composante passif.

Dans le cadre des mesures prises au troisième trimestre pour atténuer l'incidence des fluctuations de taux d'intérêt, la Société a aussi prolongé la durée des actifs du secteur Services généraux et autres. Bien que l'exposition de la Société à un recul possible des taux d'intérêt (évaluée en fonction de l'incidence sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires) ne comprenne pas l'incidence de la variation de la juste valeur sur les placements à revenu fixe classés comme disponibles à la vente, l'exposition économique (évaluée en fonction de l'incidence sur la valeur économique sur les actionnaires) comprend cette incidence. En d'autres termes, les obligations à plus long terme du secteur Services généraux et autres constitue une mesure compensatoire partielle de l'exposition économique des éléments du passif.

Pour réduire l'exposition au risque lié aux actions, la Société a aussi vendu des actions disponibles à la vente d'un montant net de 447 millions de dollars et en a affecté le produit à l'acquisition de placements à revenu fixe à long terme du secteur Services généraux et autres. Il doit être noté que les gains de 55 millions de dollars réalisés sur les titres disponibles à la vente sont inclus dans le bénéfice d'exploitation rajusté.

### **Modifications apportées aux méthodes et hypothèses actuarielles**

Au cours du troisième trimestre, la Société a parachevé son examen annuel de toutes les méthodes et hypothèses actuarielles, ce qui a entraîné une charge nette totale de 2 031 millions de dollars. Cette charge comprend :

- un montant de 755 millions de dollars liés à notre secteur de l'assurance soins de longue durée de John Hancock (« JH SLD ») pour lequel nous avons achevé l'examen de l'historique des règlements d'assurance soins de longue durée, y compris des incidences favorables estimatives des augmentations des taux en vigueur;
- une charge de 665 millions de dollars liée à l'accroissement des paramètres de volatilité des actions et aux modifications apportées aux hypothèses relatives aux rendements obligataires utilisées pour modéliser les rentes à capital variable;
- un montant de 309 millions de dollars lié aux taux de réinvestissement ultime moins élevés en raison du contexte actuel caractérisé par des taux d'intérêt peu élevés, déduction faite des changements dans la méthode de calcul de la marge de la Société.

Les résultats de l'examen annuel sont analysés plus en détails à la section « Questions et contrôles comptables – Principales conventions comptables et actuarielles – Examen des méthodes et hypothèses actuarielles » plus loin.

### **Dépréciation de l'écart d'acquisition**

Au troisième trimestre de 2010, par suite de la décision de repositionner le secteur Assurance – É.-U. et de la révision des perspectives financières pour les États-Unis, la Société a inscrit une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 039 millions de dollars (1 000 millions de dollars américains). Cette charge sans effet sur la trésorerie comptabilisée dans notre secteur Services généraux et autres n'a pas d'incidence sur le capital réglementaire puisque l'écart d'acquisition est exclu de l'établissement de notre ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (« MMPRCE »). Pour plus de détails, voir la section « Questions et contrôles comptables » plus loin.

Selon les IFRS, nous prévoyons inscrire une dépréciation de l'écart d'acquisition supplémentaire de 2,2 milliards de dollars qui sera reflétée dans les bénéfices non répartis lorsque nous commencerons à présenter notre information financière selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en 2011. Voir la section « Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière – Transition vers les Normes internationales d'information financière » ci-après pour connaître l'incidence des IFRS sur les tests de l'écart d'acquisition de 2011.

### **Autres résultats favorables des placements**

Les autres résultats favorables nets des placements sont principalement attribuables à l'incidence de la prolongation de la durée des actifs à revenu fixe à l'appui des provisions mathématiques sur les provisions mathématiques des placements à revenu fixe.

Le portefeuille de titres à revenu fixe de la Société a continué de faire très bonne figure malgré la conjoncture générale. Les dépréciations du crédit, d'un montant net de 17 millions de dollars, et les charges liées à des déclassements de créances de 9 millions de dollars ont été moins élevées que les pertes sur créances prises en compte dans l'évaluation des provisions mathématiques.

En outre, les portefeuilles immobiliers, de terrains forestiers exploitables et de terres agricoles ont aussi affiché des résultats favorables pour le trimestre, qui ont été contrebalancés par les résultats plus faibles des titres pétroliers et gaziers.

#### **Pertes sur la tranche couverte des activités de rente à capital variable**

Comme il est mentionné à la section « Programmes de couverture des marchés financiers » de notre rapport annuel de 2009, le gain enregistré (la perte subie) sur les instruments de couverture n'annulera pas entièrement les pertes (gains) résultant des provisions pour garanties couvertes dans un trimestre donné, pour un certain nombre de raisons. Au troisième trimestre, la perte de 83 millions de dollars découle essentiellement de la sensibilité aux taux d'intérêt non couverte et de l'incidence de la volatilité accrue.

#### **Autres pertes nettes sur le bloc de contrats de rente à capital variable couvert**

Nos programmes de couverture des marchés financiers sont conçus pour couvrir la sensibilité économique à la juste valeur de marché des « meilleures estimations » de flux de trésorerie. La sensibilité de la provision pour écarts défavorables n'est pas couverte, ni la sensibilité à tout changement des meilleures estimations de flux de trésorerie dont le programme de couverture ne tient pas compte en temps réel. Au troisième trimestre de 2010, l'absence de couverture de ces montants s'est traduite par une perte de 62 millions de dollars.

#### **Gains fiscaux à l'égard des années d'imposition fermées et gains nets sur les résultats techniques**

Des gains de 101 millions de dollars ont été comptabilisés au troisième trimestre à l'égard du règlement de questions fiscales de l'exercice antérieur. Les résultats techniques se sont traduits par un gain de 27 millions de dollars pour le trimestre, la plupart des activités d'assurance affichant des résultats techniques favorables.

#### **Troisième trimestre de 2009**

La perte nette imputée aux actionnaires s'était établie à 172 millions de dollars au troisième trimestre de 2009. La perte avait découlé de charges de 1 222 millions de dollars liées à la baisse des taux d'intérêt et de 783 millions de dollars en raison de l'examen des méthodes et hypothèses actuarielles, en partie contrebalancées par des gains de 1 265 millions de dollars relatifs au raffermissement des marchés des actions. Le bénéfice d'exploitation rajusté du troisième trimestre de 2009 s'était fixé à 736 millions de dollars.

#### **Résultat par action et rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires<sup>8</sup>**

La perte par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2010 a été de 0,55 \$ par rapport à une perte par action de 0,12 \$ pour le troisième trimestre de 2009. Le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires s'est élevé à (15,4) % pour le troisième trimestre de 2010 (contre (3,0) % pour le troisième trimestre de 2009).

#### **Primes et dépôts<sup>9</sup>**

Les résultats à l'égard de nos primes et dépôts sont conformes à notre stratégie qui consiste à accélérer la croissance des produits qui dégagent un rendement sur le capital investi favorable et réduisent les risques, tout en réduisant ou éliminant les produits entraînant une sensibilité des résultats ou produisant de faibles rendements sur le capital investi dans le contexte actuel. Pour évaluer nos progrès, nous présentons séparément les primes et dépôts pour les gammes de produits dont nous projetons la croissance de ceux dont nous ne projetons pas la croissance.

- Le total des primes et dépôts de la Société pour les produits d'assurance dont nous projetons la croissance a progressé de 5 %, en devises constantes, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 4,6 milliards de dollars au troisième trimestre de 2010. Les primes et dépôts comprennent les primes et dépôts reçus au titre des affaires nouvelles<sup>10</sup> et les primes et dépôts périodiques au titre des affaires en vigueur croissantes.
- Le total des primes et dépôts de la Société pour les gammes de produits d'assurance dont nous ne projetons pas la croissance a été de 0,9 milliard de dollars, une baisse de 10 % par rapport à l'exercice précédent, en devises constantes, attribuable au recul des souscriptions.
- Les primes et dépôts de la Société au titre des produits de gestion de patrimoine dont nous projetons la croissance ont totalisé 8,1 milliards de dollars pour le troisième trimestre de 2010, représentant une hausse de 4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, exprimée en devises constantes. La croissance des ventes de

<sup>8</sup> Le rendement des capitaux propres n'est pas une mesure conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR ».

<sup>9</sup> Les primes et dépôts ne sont pas une mesure conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

<sup>10</sup> Les souscriptions ne sont pas une mesure conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

fonds communs de placement a été annulée par le fléchissement des ventes de produits à revenu fixe aux États-Unis et au Canada, ainsi que par la baisse des souscriptions dans le secteur Solutions Retraite collectives.

- Le total des primes et dépôts de la Société pour la gamme de produits de gestion de patrimoine dont nous ne projetons pas la croissance (rentes à capital variable et rentes différées à capital fixe à la valeur comptable) s'est établi à 1,3 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2010, soit 47 % de moins qu'à l'exercice précédent, en devises constantes.

### Fonds gérés<sup>11</sup>

Le total des fonds gérés s'est établi à 473,9 milliards de dollars au 30 septembre 2010, soit une progression de 37,3 milliards de dollars par rapport au 30 septembre 2009. Cette progression de 37,3 milliards de dollars en glissement annuel tient à ce qui suit : des flux de trésorerie nets positifs provenant des titulaires de contrat de 14 milliards de dollars, un rendement des placements de 39 milliards de dollars, un montant de 1,8 milliard de dollars, ou 49 %, d'actifs gérés de ABN AMRO TEDA Fund Management Co. Ltd. («Manulife TEDA»), et des émissions de billets de premier rang et à moyen terme de 2 milliards de dollars et d'actions ordinaires de 2,5 milliards de dollars. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par un montant de 12 milliards de dollars au titre du raffermissement du dollar canadien, des charges, commissions et impôts de 6 milliards de dollars et un remboursement de 1 milliard de dollars sur la facilité de crédit.

### Fonds propres<sup>12</sup>

Le total des fonds propres s'est élevé à 30,6 milliards de dollars au 30 septembre 2010, soit 0,1 milliard de dollars de moins que les 30,7 milliards de dollars constatés au 30 septembre 2009. Les fonds propres ont augmenté par suite de l'émission d'actions ordinaires d'un montant de 2,5 milliards de dollars et des gains latents nets sur les actifs disponibles à la vente de 0,1 milliard de dollars. Ces hausses ont été neutralisées par le raffermissement du dollar canadien, soit une incidence négative de 0,7 milliard de dollars, 1,3 milliard de dollars de pertes nettes et le versement en espèces de 0,7 milliard de dollars de dividendes aux actionnaires.

Le ratio des fonds propres réglementaires consolidés de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (« Manufacturers »), soit le MMRPCE, s'est établi à 234 % au 30 septembre 2010, ou une augmentation de 13 points par rapport à 221 % au 30 juin 2010. Cette hausse découle essentiellement de l'émission de titres de créance de 2 milliards de dollars au troisième trimestre par MFC et de l'attribution du produit de l'émission à Manufacturers, ainsi que des gains de placement considérables et du bénéfice sous-jacent solide qui ont été plus que neutralisés par le renforcement des provisions mathématiques.

### Notes de crédit

Les agences de notation ont attribué aux sociétés d'assurance en exploitation de la Financière Manuvie de bonnes notes de crédit en raison de leur solidité financière et de leur capacité de règlement. Le maintien de notes élevées à l'égard de titres de créance et des actions privilégiées émises par MFC et ses filiales nous permet d'avoir accès aux marchés financiers à des prix concurrentiels. Si ces notes de crédit devaient reculer de manière importante, le coût des capitaux pourrait subir une hausse et notre accès au financement et à des capitaux par l'intermédiaire des marchés financiers pourrait être restreint.

La Financière Manuvie, comme bon nombre de ses concurrents, a subi récemment un déclassement de ses notes en raison des bouleversements économiques mondiaux. Au cours du troisième trimestre de 2010, Standard and Poor's (« S&P ») a abaissé les notes relatives à la solidité financière de nos sociétés d'assurance en exploitation de AA+ à AA, et a maintenu une perspective négative, Moody's a placé la note de Aa3 de notre société d'assurance en exploitation sous examen, Fitch a abaissé la note de notre société d'assurance en exploitation de AA à AA- et a modifié la perspective de négative à stable, et A.M. Best a placé la note A+ accordée à notre solidité financière et la note de crédit d'émetteur de aa sous examen. DBRS a confirmé la note de notre capacité de règlement de IC-1 avec une perspective stable, et a rabaisé les notes des actions privilégiées à dividendes non cumulatifs et des billets à moyen terme de la SFM d'un degré à respectivement Pfd-2 (élevé) et A (élevé), avec une tendance stable.

Après la fin du troisième trimestre de 2010, Fitch et DBRS ont confirmé leurs notes, S&P a placé les notes de solidité financière AA de nos filiales d'assurance en exploitation sous surveillance du crédit, avec implications négatives, et Moody's a abaissé les notes de solidité financière de nos filiales d'assurance en exploitation, les faisant passer de Aa3 à A1 avec perspectives stables. La surveillance du crédit de S&P et l'examen de A.M. Best pourraient n'entraîner aucun changement des notes ou une baisse des notes de solidité financière des filiales d'assurance en exploitation de la Société ou des notes de crédit attribuées à la SFM et à ses filiales.

Le tableau qui suit présente un sommaire des notations de la solidité financière et de la capacité de règlement de Manufacturers et de certaines de ses filiales au 10 novembre 2010.

<sup>11</sup> Les fonds gérés ne sont pas une mesure conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

<sup>12</sup> Le capital n'est pas une mesure conforme aux PCGR. Voir la section « Performance et mesures financières non conformes aux PCGR » ci-après.

Notes liées à la solidité financière et à la capacité de règlement

	<b>S&amp;P</b>	<b>Moody's</b>	<b>DBRS</b>	<b>Fitch</b>	<b>A.M. Best</b>
La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	AA	A1	IC-1	AA-	A+
John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.)	AA	A1	Non notée	AA-	A+
Manulife (International) Limited	AA	Non notée	Non notée	Non notée	Non notée
Manulife Life Insurance Company (Japan)	AA	Non notée	Non notée	Non notée	Non notée

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR DIVISION

### Assurance – É.-U.

<i>Dollars canadiens</i>	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	206	(720)	(601)
Primes et dépôts (en millions)	1 809	1 774	2 020
Fonds gérés (en milliards)	77,3	75,3	66,3
<i>Dollars américains</i>			
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	199	(701)	(547)
Primes et dépôts (en millions)	1 741	1 727	1 838
Fonds gérés (en milliards)	75,1	71,0	61,8

L'Assurance – É.-U. a présenté un bénéfice net attribué aux actionnaires de 199 millions de dollars américains au troisième trimestre de 2010, comparativement à une perte nette de 547 millions de dollars américains au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du troisième trimestre de 2010 comprennent des gains nets liés aux résultats techniques de 41 millions de dollars américains (pertes de 557 millions de dollars américains en 2009) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques. Compte non tenu de ces éléments, le bénéfice net attribué aux actionnaires a augmenté de 148 millions de dollars américains, surtout en raison de la réduction du poids des affaires nouvelles, de résultats techniques favorables du secteur Assurance vie de John Hancock et de l'amélioration des résultats techniques de JH SLD par suite de la mise à jour suivant l'examen annuel des hypothèses relatives aux provisions mathématiques dans le cadre d'un examen exhaustif de l'historique des règlements d'assurance soins de longue durée. La perte nette imputée aux actionnaires depuis le début de l'exercice a été de 376 millions de dollars américains contre une perte nette de 1 162 millions de dollars américains pour les trois premiers trimestres de 2009.

Les primes et les dépôts pour le troisième trimestre ont atteint 1,7 milliard de dollars américains, une diminution de 0,1 milliard de dollars ou 5 % par rapport au troisième trimestre de 2009, résultant surtout du recul des souscriptions d'assurance vie universelle, en partie contrebalancé par des dépôts plus élevés du régime d'assurance soins de longue durée fédéral, lorsque, à la fin de 2009, John Hancock est devenu le seul assureur.

Au 30 septembre 2010, les fonds gérés étaient de 75 milliards de dollars américains, en hausse de 21 % par rapport au 30 septembre 2009, en raison de la croissance des activités depuis les 12 derniers mois, de l'augmentation de la valeur de marché des fonds gérés et du dépôt reçu au quatrième trimestre de 2009 lié au régime d'assurance soins de longue durée fédéral.

### Gestion de patrimoine É.-U.

<i>Dollars canadiens</i>	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	340	(504)	593
Primes et dépôts (en millions)	6 455	6 857	7 169
Fonds gérés (en milliards)	186,4	178,2	176,5
<i>Dollars américains</i>			
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	328	(490)	541
Primes et dépôts (en millions)	6 210	6 674	6 531
Fonds gérés (en milliards)	181,0	168,0	164,6

La Gestion de patrimoine - É.-U. a présenté un bénéfice net attribué aux actionnaires de 328 millions de dollars américains au troisième trimestre de 2010, comparativement à un bénéfice net de 541 millions de dollars américains au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du troisième trimestre de 2010 comprennent des gains nets liés aux résultats techniques de 171 millions de dollars américains (393 millions de dollars américains en 2009) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir nos meilleures estimations des provisions mathématiques. Déduction faite de ces éléments, le bénéfice net attribué aux actionnaires a augmenté de 9 millions de dollars américains. La hausse des honoraires dans le secteur de la gestion de patrimoine de John Hancock (le secteur Régimes de retraite et le secteur Fonds communs de placement de John Hancock) découlant de l'accroissement de la moyenne des actifs gérés a été en partie contrebalancée par les coûts associés à la couverture de la valeur garantie des contrats de rente à capital variable en vigueur additionnelle au cours des douze derniers mois. Le bénéfice net

attribué aux actionnaires depuis le début de l'exercice a été de 174 millions de dollars américains contre un bénéfice net de 1 365 millions de dollars américains pour les trois premiers trimestres de 2009.

Pour le troisième trimestre, les primes et dépôts, compte non tenu des rentes à capital variable et des contrats de rente différée à capital fixe à la valeur comptable, ont été de 5,6 milliards de dollars américains, en hausse de 8 % par rapport à 5,1 milliards de dollars américains pour le troisième trimestre de 2009, découlant de ventes plus importantes dans le secteur de la gestion de patrimoine de John Hancock. Les primes des rentes différées à capital fixe à la valeur comptable ont reculé de 0,6 milliard de dollars américains en raison de l'interruption des nouvelles souscriptions. Les primes et dépôts des rentes à capital variable se sont établis à 0,6 milliard de dollars américains, en baisse de 0,2 milliard de dollars américains par rapport au troisième trimestre de 2009 en raison de mesures continues de gestion du risque.

Au 30 septembre 2010, les fonds gérés s'élevaient à 181 milliards de dollars américains, en hausse de 10 % par rapport au 30 septembre 2009. Cette augmentation a été stimulée à la fois par le rendement des placements et les flux de trésorerie nets liés aux titulaires de contrats au cours des 12 derniers mois.

## Division canadienne

<i>Dollars canadiens</i>	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	358	(344)	113
Primes et dépôts (en millions)	3 812	3 991	4 075
Fonds gérés (en milliards)	109,2	104,1	101,1

La Division canadienne a présenté un bénéfice net attribué aux actionnaires de 358 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2010, en hausse de 245 millions de dollars par rapport aux 113 millions de dollars présentés à l'exercice précédent. Le bénéfice net du troisième trimestre de 2010 comprend des gains nets liés aux résultats techniques de 100 millions de dollars (pertes de 203 millions de dollars en 2009) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir les meilleures estimations des provisions mathématiques.

Déduction faite de ces éléments, le bénéfice net attribué aux actionnaires a reculé de 58 millions de dollars. La forte croissance des souscriptions d'assurance individuelle et de fonds communs de placement, conjuguée à une baisse des souscriptions des rentes à capital variable et à une diminution des taux du marché ont entraîné un poids accru sur les affaires nouvelles, d'où une réduction du bénéfice du trimestre. L'incidence positive de la croissance des niveaux d'actifs dans le secteur de la gestion de patrimoine et à la Banque Manuvie a été contrebalancée par les coûts liés à la couverture des garanties des rentes à capital variable et les statistiques sur la déchéance moins favorables qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net attribué aux actionnaires a été de 315 millions de dollars contre 361 millions de dollars pour la période correspondante de 2009.

Compte non tenu des rentes à capital variable, les primes et dépôts pour le trimestre se sont élevés à 3,3 milliards de dollars, ce qui est conforme au troisième trimestre de 2009. Les dépôts en fonds communs de placement destinés aux particuliers ont presque triplé par rapport aux niveaux du troisième trimestre de 2009, les consommateurs continuant de privilégier les fonds offrant rendement et sécurité. La croissance des fonds communs de placement a été contrebalancée par une baisse des souscriptions de produits de gestion de patrimoine à taux fixe par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En 2009, les souscriptions des régimes de retraite collectifs avaient été stimulées par les souscriptions solides sur le marché des rentes collectives par rapport à la période de 2010 au cours de laquelle les activités de ce secteur ont ralenti en raison de la baisse des taux d'intérêt et de la sortie d'un concurrent du marché canadien. Les dépôts liés aux produits de rente à capital variable se sont établis à 0,5 milliard de dollars pour le trimestre, contre 0,8 milliard de dollars à la même période de 2009.

Au 30 septembre 2010, les fonds gérés s'élevaient à 109,2 milliards de dollars, soit en hausse de 8 % par rapport au 30 septembre 2009. L'augmentation reflète l'incidence du raffermissement des marchés des actions et du recul des taux d'intérêt sur les valeurs des actifs présentées, de même que la croissance dans l'ensemble de la division entraînée par des souscriptions nettes positives des produits de gestion de patrimoine au cours des douze derniers mois.

## Division Asie

<i>Dollars canadiens</i>	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	567	(710)	417
Primes et dépôts (en milliards)	2 265	2 351	1 949
Fonds gérés (en milliards)	67,0	61,8	58,4

  

<i>Dollars américains</i>	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires (en millions)	546	(693)	380
Primes et dépôts (en millions)	2 184	2 285	1 775
Fonds gérés (en milliards)	65,0	58,2	54,5

La Division Asie a présenté un bénéfice net attribué aux actionnaires de 546 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2010, en hausse de 166 millions de dollars américains par rapport aux 380 millions de dollars américains présentés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net du troisième trimestre de 2010 comprend des gains nets liés aux résultats techniques de 327 millions de dollars américains (166 millions de dollars américains en 2009) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir les meilleures estimations des provisions mathématiques. Compte non tenu de ces éléments, le bénéfice net attribué aux actionnaires a progressé de 5 millions de dollars américains, surtout en raison des nouvelles affaires et de la croissance des affaires en vigueur au Japon et en Indonésie. Le bénéfice net attribué aux actionnaires depuis le début de l'exercice a été de 265 millions de dollars américains contre un bénéfice net de 1 256 millions de dollars américains pour les trois premiers trimestres de 2009.

Les primes et dépôts du troisième trimestre de 2010, exclusion faite de ceux se rapportant aux rentes à capital variable, se sont établis à 2,0 milliards de dollars, en hausse de 33 % par rapport aux 1,5 milliard de dollars constatés au troisième trimestre de 2009. La hausse des primes et dépôts a été propulsée par la croissance solide des primes d'assurance au sein de tous les territoires en raison de l'expansion continue du canal de distribution et du lancement réussi de nouveaux produits. La croissance des souscriptions de fonds communs de placement a découlé de la coentreprise chinoise de gestion de l'actif récemment acquise, Manulife TEDA, et de la hausse des souscriptions de fonds communs de placement à Taïwan et à Hong Kong. Les primes et dépôts liés aux produits de rente à capital variable du troisième trimestre ont atteint 156 millions de dollars américains, en baisse par rapport aux 247 millions de dollars américains enregistrés au trimestre correspondant de 2009.

Au 30 septembre 2010, les fonds gérés s'élevaient à 65,0 milliards de dollars américains, soit en hausse de 19 % par rapport au 30 septembre 2009. Leur croissance a été stimulée par les flux de trésorerie nets de 3,4 milliards de dollars américains liés aux titulaires de contrats dans tous les territoires au cours des 12 derniers mois, par la hausse du rendement des placements, surtout en raison du redressement des marchés, et par l'apport d'un actif géré de 1,8 milliard de dollars américains lié à l'acquisition d'une participation de 49 % dans Manulife TEDA.

## Division de réassurance

<i>Dollars canadiens</i>	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Bénéfice net attribué aux actionnaires (en millions)	36	4	65
Primes et dépôts (en millions)	251	241	267

  

<i>Dollars américains</i>	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Bénéfice net attribué aux actionnaires (en millions)	35	4	59
Primes et dépôts (en millions)	241	234	243

Le bénéfice net attribué aux actionnaires de la Division de réassurance au troisième trimestre de 2010 s'est établi à 35 millions de dollars américains, contre 59 millions de dollars américains au même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net du troisième trimestre de 2010 comprend des gains nets liés aux résultats techniques de 8 millions de dollars américains (pertes de 16 millions de dollars américains en 2009) parce que les rendements liés aux actions, aux taux d'intérêt, au crédit et aux autres titres à rendement variable diffèrent de ceux qui ont été pris en compte dans les hypothèses servant à établir les meilleures estimations des provisions mathématiques. Déduction faite de ces éléments, le bénéfice net attribué aux actionnaires a reculé de 48 millions de dollars américains, surtout en raison de résultats techniques défavorables entraînés par une augmentation marquée du nombre et du montant des importants règlements de réassurance vie et des gains moins élevés affichés par les garanties des fonds distincts par suite du raffermissement du marché des actions américain au troisième trimestre de 2009. Le bénéfice net attribué aux actionnaires depuis le début de l'exercice a été de 90 millions de dollars américains contre un bénéfice net de 145 millions de dollars américains pour les trois premiers trimestres de 2009.

Les primes du troisième trimestre ont atteint 241 millions de dollars américains, en baisse de 1 % par rapport aux 243 millions de dollars américains du troisième trimestre de 2009. La baisse découle principalement des primes de réassurance vie moins élevées par suite de la variation du nombre de clients, en partie contrebalancées par la hausse des primes de l'International Group Program, où l'incidence positive de l'augmentation des volumes a été en grande partie atténuée par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar américain.

## Services généraux et autres

<i>Dollars canadiens</i>	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Perte nette imputée aux actionnaires (en millions)	(2 454)	(104)	(759)
Fonds gérés (en milliards)	31,3	32,0	31,5

Les résultats des Services généraux et autres comprennent le bénéfice sur les actifs auxquels sont adossés les fonds propres, déduction faite des sommes affectées aux divisions d'exploitation, les modifications des hypothèses actuarielles et les améliorations apportées aux modèles, les services externes de gestion de placements de la Division des placements et les activités d'assurance accident et maladie de John Hancock et d'autres éléments hors exploitation.

Les Services généraux et autres ont inscrit une perte nette imputée aux actionnaires de 2 454 millions de dollars au troisième trimestre de 2010, comparativement à une perte nette de 759 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent.

La perte nette du trimestre considéré comprend un certain nombre d'éléments notables :

- Changements des méthodes et hypothèses actuarielles de 2 031 millions de dollars;
- Charges liées à la dépréciation de l'écart d'acquisition lié à la division Assurance – É.-U. de 1 039 millions de dollars; et
- Gains de 569 millions de dollars à la vente d'obligations.

Compte non tenu de ces éléments, le bénéfice du secteur Services généraux et autres du troisième trimestre s'est établi à 47 millions de dollars.

La perte de 759 millions de dollars du troisième trimestre de 2009 comprenait des charges liées à des modifications de méthodes et hypothèses actuarielles de 783 millions de dollars. Compte non tenu de ces éléments, le bénéfice du secteur Services généraux et autres s'était établi à 24 millions de dollars à l'exercice précédent. La perte nette imputée aux actionnaires depuis le début de l'exercice a été de 2 681 millions de dollars contre une perte nette de 1 635 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 2009.

Les fonds gérés de 31,3 milliards de dollars au 30 septembre 2010 comprennent les actifs gérés par Gestion des placements mondiaux MFC (« GPM MFC ») au nom de clients institutionnels de 22,9 milliards de dollars, contre 24 milliards de dollars au 30 septembre 2009. GPM MFC gère aussi 98,2 milliards de dollars d'actifs inclus dans les fonds distincts, les fonds communs de placement et d'autres fonds gérés des divisions d'exploitation, en hausse de 16,4 milliards de dollars par rapport aux 81,8 milliards de dollars à la même période de l'exercice précédent. Les 31,3 milliards de dollars en fonds gérés comprennent 8,6 milliards de dollars de propres fonds de la Société comparativement à 7,7 milliards de dollars au 30 septembre 2009. L'augmentation de 900 millions de dollars a trait aux émissions d'actions et de titres d'emprunt au cours des 12 derniers mois, en partie contrebalancées par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

## GESTION DU RISQUE

### Aperçu

La Financière Manuvie est une institution financière qui offre des produits et services en matière d'assurance, de gestion de patrimoine et de gestion d'actifs, ce qui expose la Société à une vaste gamme de risques. Nous gérons ces risques en fonction d'un cadre de gestion du risque utilisé à l'échelle de la Société.

Des renseignements supplémentaires à l'égard de nos pratiques de gestion du risque et des facteurs de risque susceptibles d'avoir une incidence sur la Société sont présentés dans la section « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, dans les sections « Gestion des risques » et « Principales conventions comptables et actuarielles » du rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2009 et dans la note afférente aux états financiers consolidés intitulée « Gestion des risques » de nos plus récents états financiers consolidés annuel et intermédiaire.

### Stratégies de gestion du risque lié aux marchés financiers

L'objectif de la Société est d'accroître ses couvertures de sorte qu'environ 60 % de la sensibilité du bénéfice sous-jacent aux fluctuations du marché des actions soit couverte d'ici la fin de 2012 (par rapport à environ 25 % au 30 septembre 2010) et qu'environ 75 % de la sensibilité du bénéfice sous-jacent aux fluctuations du marché des

actions soit couverte d'ici la fin de 2014 au moyen d'une combinaison de mesures qui s'appliqueront à des dates et à des conditions de marché précises.

La Société prévoit agir pour réduire de nouveau d'environ un quart d'ici la fin de 2012 et d'environ la moitié d'ici la fin de 2014 l'exposition au risque de taux d'intérêt mesurée d'après l'incidence sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires, et d'environ un tiers d'ici la fin de 2012 et d'environ deux tiers d'ici la fin de 2014 l'exposition au risque de taux d'intérêt évaluée d'après l'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires, au moyen d'une combinaison de mesures qui s'appliqueront à des dates et à des conditions de marché précises.

### **Mise en garde relative à l'exposition au risque**

Les mesures d'exposition au risque présentées plus loin comprennent principalement la sensibilité de la valeur économique pour les actionnaires et du bénéfice net attribué aux actionnaires. Ces expositions au risque comprennent la sensibilité aux variations particulières des prix et des taux d'intérêt prévus à l'aide de modèles internes à une date en particulier, et sont évaluées en fonction d'un niveau de départ reflétant nos actifs et nos passifs à cette date et les facteurs actuariels, le rendement sur les placements et les activités de placement que nous entreprendrons à l'avenir. Les expositions au risque mesurent l'incidence de la variation d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. Pour ces raisons, ces sensibilités ne devraient être considérées que comme des estimations de la direction sur les sensibilités sous-jacentes pour les facteurs respectifs fondés sur les hypothèses décrites ci-dessous. Les résultats réels peuvent différer de manière importante de ces estimations, et ce, pour plusieurs raisons, y compris l'interaction entre ces facteurs lorsque plus d'un facteur varie, des variations des rendements actuariels et des placements et des hypothèses à l'égard des activités de placement futures, des écarts entre les faits réels et les hypothèses, des changements dans la combinaison des produits, les taux d'imposition effectifs et d'autres facteurs de marché, ainsi que les limites générales de nos modèles internes. Étant donné la nature de ces calculs, nous ne pouvons garantir que leur incidence réelle sur la valeur économique pour les actionnaires ou sur le bénéfice net qui leur est attribué sera telle que nous l'avons indiquée.

### **Fonds général – Mesures d'exposition au risque**

#### **i) Incidence des fluctuations de taux d'intérêt sur la valeur économique pour les actionnaires<sup>13</sup>**

L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires des variations des taux d'intérêt des actifs et des passifs du fonds général correspond à la variation de la valeur nette actualisée des flux de trésorerie futurs après impôts liés aux actifs, notamment aux titres à revenu fixe désignés comme disponibles à la vente, aux instruments dérivés, aux primes, aux prestations et aux charges, ces actifs étant actualisés selon les rendements du marché pour les obligations affichant une notation de qualité en particulier et rajustés aux fins des impôts.

Le tableau ci-après illustre l'incidence potentielle sur la valeur économique pour les actionnaires d'une variation immédiate à la hausse ou à la baisse de 1 % des taux des obligations d'État et de sociétés et des taux des swaps, pour toutes les échéances et sur tous les marchés, sans variation des écarts de taux des obligations d'État et de sociétés et des taux de swaps, compte tenu d'un taux d'intérêt plancher de zéro.

#### **Variation de 1 % des taux d'intérêt<sup>1</sup>**

Aux en millions de dollars canadiens)	30 septembre 2010		30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Baisse	Hausse	Baisse	Hausse	Baisse	Hausse
Assurance	(1 960) \$	1 140 \$	(2 400) \$	1 550 \$	(2 070) \$	1 300 \$
Gestion de patrimoine à l'exclusion des rentes à capital variable	(200) \$	80 \$	(200) \$	120 \$	(210) \$	110 \$
Activités de garanties de rentes à capital variable <sup>2</sup>	(620) \$	240 \$	(580) \$	280 \$	(130) \$	90 \$
Compte de capitaux propres	1 060 \$	(820) \$	730 \$	(580) \$	540 \$	(400) \$
<b>Total</b>	<b>(1 720) \$</b>	<b>640 \$</b>	<b>(2 450) \$</b>	<b>1 370 \$</b>	<b>(1 870) \$</b>	<b>1 100 \$</b>

<sup>1</sup>) Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

<sup>2</sup>) Entre le 31 décembre 2009 et le 30 septembre 2010, les augmentations de la sensibilité ont en partie découlé de la hausse des provisions mathématiques des garanties de contrats de rente à capital variable. En outre, les sensibilités au 30 septembre 2010 et au 30 juin 2010 comprennent également des contrats de rente à capital variable couverts, qui n'étaient pas inclus dans les sensibilités du 31 décembre 2009. Les sensibilités du 30 septembre 2010 comprennent des montants de (440) millions de dollars et de 100 millions de dollars liés au bloc couvert, respectivement pour la diminution et l'augmentation de 1 % des taux.

#### **ii) Incidence des fluctuations de taux d'intérêt sur le bénéfice net attribué aux actionnaires**

L'incidence potentielle sur le bénéfice net annuel attribué aux actionnaires découlant de la variation des provisions mathématiques du fonds général en raison d'une augmentation de 1 % des taux des obligations d'État et de sociétés, et des taux des swaps, pour toutes les échéances et sur tous les marchés, sans variation des écarts des taux des obligations d'État et de sociétés et des taux des swaps, est un gain estimatif d'environ 1 800 millions de dollars au 30 septembre 2010 (environ 1 600 millions de dollars au 31 décembre 2009). Dans le cas d'une diminution de 1 % des

<sup>13</sup> La valeur économique pour les actionnaires n'est pas une mesure conforme aux PCGR. Voir la section « Rendement et mesures non conformes aux PCGR » ci-après.

taux des obligations d'État et de sociétés et des taux des swaps, pour toutes les échéances, sans variation des écarts des taux des obligations d'État et de sociétés et des taux des swaps, et en supposant un taux d'intérêt plancher de zéro, dans tous les marchés, cette incidence correspondrait à une diminution d'environ 2 200 millions de dollars au 30 septembre 2010 (environ 2 200 millions de dollars au 31 décembre 2009). Cette sensibilité à une diminution de 1 % des taux d'intérêt inclut un montant d'environ 400 millions de dollars liés au bloc couvert des contrats de rente à capital variable (environ 100 millions de dollars au 31 décembre 2009).

L'incidence potentielle estimative sur le bénéfice net attribué aux actionnaires par suite d'une modification apportée aux provisions mathématiques du fonds général en raison d'une diminution de 50 points de base des écarts de taux des obligations de sociétés pour l'ensemble des échéances et à l'échelle de tous les marchés serait d'environ 600 millions de dollars au 30 septembre 2010 (environ 1 000 millions de dollars au 31 décembre 2009). Lorsque nous évaluons la sensibilité du bénéfice aux fluctuations des écarts de taux des obligations de sociétés, nous présumons une baisse immédiate des écarts de taux, suivie d'un retour sur cinq ans aux niveaux moyens prévus des obligations à long terme.

L'incidence potentielle estimative sur le bénéfice net attribué aux actionnaires par suite d'une modification apportée aux provisions mathématiques du fonds général en raison d'une augmentation de 20 points de base des écarts de taux des swaps pour l'ensemble des échéances et à l'échelle de tous les marchés serait d'environ 200 millions de dollars au 30 septembre 2010 (environ 100 millions de dollars au 31 décembre 2009).

La sensibilité du bénéfice net évalue l'incidence d'une variation des taux d'intérêt en vigueur mais, conformément à la méthode d'établissement des provisions mathématiques, ne tient pas compte d'une variation des taux d'intérêt présumés pour les nouveaux placements effectués et les actifs cédés dans 20 ans ou plus. Le calcul des provisions mathématiques à l'égard des nouveaux placements ou actifs vendus au cours des 20 premières années suppose que les taux d'intérêt futurs seront d'abord inférieurs de 10 % aux taux d'intérêt actuels et augmenteront graduellement par la suite pour atteindre les taux supposés après 20 ans, aussi appelés taux ultimes de réinvestissement. Les bons du Trésor actuels sont moins élevés que les taux ultimes de réinvestissement utilisés dans le cadre de l'évaluation. La sensibilité du bénéfice net suppose aussi qu'il n'y aura aucun gain ni perte réalisé sur nos placements à revenu fixe désignés comme disponibles à la vente.

### iii) Incidence des fluctuations de taux d'intérêt sur le ratio du MPRCE

Les fluctuations de taux d'intérêt se répercutent également sur les composantes disponibles et requises dans le calcul du MPRCE. Le tableau qui suit présente l'incidence potentielle sur le ratio du MPRCE d'une variation de 1 % des taux des obligations gouvernementales et de sociétés et des taux de swaps, pour l'ensemble des échéances et à l'échelle de tous les marchés, sans variation des écarts de taux des obligations gouvernementales et de sociétés et des taux de swaps, compte tenu d'un taux d'intérêt plancher de zéro.

Aux	30 septembre 2010	30 juin 2010	31 décembre 2009
Variations des taux d'intérêt <sup>1</sup>	(points de pourcentage)	(points de pourcentage)	(points de pourcentage)
Baisse de 1 %	(26)	(30)	(24)
Hausse de 1 %	21	24	20

<sup>1)</sup> Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

### iv) Incidence des variations des valeurs du marché sur le bénéfice net attribué aux actionnaires découlant des placements du fonds général

L'incidence possible sur le bénéfice net attribué aux actionnaires du risque découlant des actions négociées sur le marché et d'autres actifs productifs de revenu variable servant de soutien aux provisions mathématiques du fonds général d'une variation immédiate de 10 % de la valeur de marché des actions négociées sur le marché et des autres actifs productifs de revenu variable est présentée dans le tableau qui suit. Cette incidence est de nature ponctuelle et ne comprend pas les éléments suivants : a) toute incidence possible sur la pondération des actifs productifs de revenu variable; b) toute perte sur placements à revenu variable détenus dans le secteur Services généraux et autres; et c) toute perte sur placements à revenu variable détenus par la Banque Manuvie. Comme il est mentionné plus haut, si la pondération des actifs productifs de revenu variable à l'égard des actifs servant de soutien aux provisions mathématiques diminue, nous pourrions être tenus d'augmenter nos provisions mathématiques, entraînant une réduction du bénéfice net.

## Fluctuations des valeurs de marché<sup>1</sup>

Aux	30 septembre 2010		30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Actions négociées en Bourse	Autres actifs productifs de revenu variable <sup>2</sup>	Actions négociées en Bourse	Autres actifs productifs de revenu variable <sup>2</sup>	Actions négociées en Bourse	Autres actifs productifs de revenu variable <sup>2</sup>
(en millions de dollars canadiens)						
Diminution de 10 % de la valeur de marché	(117) \$	(855) \$	(110) \$	(763) \$	(84) \$	(647) \$
Augmentation de 10 % de la valeur de marché	118 \$	969 \$	105 \$	798 \$	81 \$	639 \$

<sup>1</sup>) Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

<sup>2</sup>) Les autres actifs à rendement variable comprennent les immeubles, les terrains forestiers exploitables, les terres agricoles, les exploitations gazières et pétrolières et les placements privés.

## Produits hors bilan et mesures d'exposition au risque de marché des actions du fonds général

### i) Garanties au titre des rentes à capital variable liées aux placements

En ce qui a trait aux garanties au titre des rentes à capital variable liées aux placements, une tranche de 54 % de la valeur des garanties était soit couverte, soit réassurée au 30 septembre 2010, contre 35 % au 31 décembre 2009.

Le tableau suivant présente des données sur les garanties au titre des rentes à capital variable liées aux placements offertes par la Société :

Aux	30 septembre 2010			31 décembre 2009		
	Valeur de la garantie	Valeur du fonds	Montant à risque <sup>3</sup>	Valeur de la garantie	Valeur du fonds	Montant à risque <sup>3</sup>
(en millions de dollars canadiens)						
Prestations du vivant brutes <sup>1</sup>	95 597 \$	87 111 \$	12 311 \$	92 183 \$	83 693 \$	12 710 \$
Prestations de décès brutes <sup>2</sup>	17 240 \$	12 807 \$	3 705 \$	18 455 \$	13 282 \$	4 414 \$
Total des prestations brutes	112 837 \$	99 918 \$	16 016 \$	110 638 \$	96 975 \$	17 124 \$
Prestations du vivant réassurées	7 501 \$	5 507 \$	2 000 \$	8 012 \$	5 818 \$	2 200 \$
Prestations de décès réassurées	5 283 \$	4 149 \$	1 342 \$	5 985 \$	4 639 \$	1 577 \$
Total des réassurances	12 784 \$	9 656 \$	3 342 \$	13 997 \$	10 457 \$	3 777 \$
Total, déduction faite des réassurances	100 053 \$	90 262 \$	12 674 \$	96 641 \$	86 518 \$	13 347 \$
Prestations du vivant couvertes	43 373 \$	42 504 \$	3 264 \$	24 399 \$	24 137 \$	1 782 \$
Prestations de décès couvertes	4 865 \$	2 971 \$	712 \$	481 \$	317 \$	10 \$
Total des prestations couvertes	48 238 \$	45 475 \$	3 976 \$	24 880 \$	24 454 \$	1 792 \$
Prestations du vivant conservées	44 723 \$	39 100 \$	7 047 \$	59 772 \$	53 738 \$	8 728 \$
Prestations de décès conservées	7 092 \$	5 687 \$	1 651 \$	11 989 \$	8 326 \$	2 827 \$
<b>Total des prestations conservées</b>	<b>51 815 \$</b>	<b>44 787 \$</b>	<b>8 698 \$</b>	<b>71 761 \$</b>	<b>62 064 \$</b>	<b>11 555 \$</b>

<sup>(1)</sup> Les prestations du vivant comprennent les garanties à l'échéance, de revenu, de retrait et de soins de longue durée. Lorsqu'un contrat comprend aussi des prestations de décès, la garantie en excédent des prestations du vivant est incluse dans la catégorie des prestations de décès comme il est mentionné dans la note 2).

<sup>(2)</sup> Les prestations de décès englobent les garanties uniques et les garanties en sus des garanties de prestations du vivant lorsque le contrat offre à la fois des prestations du vivant et des prestations de décès.

<sup>(3)</sup> Le montant à risque (les garanties dans le cours) représente l'excédent de la valeur des garanties sur les valeurs des fonds pour tous les contrats dont la valeur des garanties est supérieure à la valeur des fonds. Ce montant n'est pas exigible à court terme.

Les garanties au titre des rentes à capital variable sont conditionnelles et exigibles uniquement au décès du titulaire de contrat, à l'échéance, au retrait ou à la conversion en rente, si les valeurs des fonds demeurent inférieures aux valeurs garanties. Si les marchés ne se redressent pas, les passifs liés aux contrats en vigueur seraient exigibles principalement pendant la période de 2015 à 2038. La provision mathématique établie à cet égard s'élevait à 5 392 millions de dollars au 30 septembre 2010 (1 671 millions de dollars au 31 décembre 2009). Les provisions mathématiques comprennent les activités couvertes et non couvertes. En ce qui a trait aux activités non couvertes, les provisions mathématiques étaient de 2 787 millions de dollars au 30 septembre 2010 (1 738 millions de dollars au 31 décembre 2009). Les provisions mathématiques du bloc couvert se sont établies à 2 605 millions de dollars ((67) millions de dollars au 31 décembre 2009). L'augmentation des provisions mathématiques du bloc couvert était principalement attribuable aux variations de la valeur du portefeuille de couvertures spécialisées et à l'incidence négative des changements de base.

**ii) Incidence sur la valeur économique pour les actionnaires des variations des valeurs de marché des actions cotées provenant des produits à capital variable et des autres actifs gérés**

L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires de la variation de la valeur de marché des titres des fonds distincts de produits à capital variable, des fonds communs de placement ainsi que des activités de gestion d'actifs institutionnels correspond à la variation de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus après impôts liés à la gestion de ces actifs ou aux garanties fournies, y compris les revenus d'honoraires, les charges et les prestations, actualisés aux taux du marché. La valeur actualisée des flux de trésorerie futurs après impôts prévus relatifs aux garanties liées aux produits à capital variable correspond à la moyenne, dans tous les cas de rendement des placements, de la valeur actualisée nette des prestations garanties futures projetées, des règlements au titre de la réassurance et des honoraires affectés au soutien des garanties, de même que du portefeuille d'actifs, y compris les dérivés, affectés à la couverture des garanties.

Le portefeuille d'actifs destiné à couvrir les garanties est composé de trésorerie et d'instruments dérivés. Nous vendons à découvert des contrats à terme normalisés sur indice boursier et sur obligations d'État négociés en Bourse et prolongeons des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir la sensibilité économique de nos flux de trésorerie calculés d'après notre meilleure estimation contre le risque de fluctuations du rendement des fonds et des taux d'intérêt. La sensibilité de la provision pour écarts défavorables n'est pas couverte, ni la sensibilité à toute variation des flux de trésorerie calculés d'après notre meilleure estimation dont le programme de couverture ne tient pas compte en temps réel. Nous effectuons le rééquilibrage dynamique de ces instruments de couverture en fonction de l'évolution des conditions des marchés afin que la position couverte demeure conforme aux paramètres établis à l'interne. Le profit réalisé (la perte subie) sur les instruments de couverture pourrait ne pas annuler entièrement les gains ou les pertes résultant des provisions pour garanties couvertes, car :

- le rendement des fonds sous-jacents couverts peut différer du rendement des instruments de couverture correspondants;
- le rendement d'une petite partie des fonds sous-jacents ne faisait l'objet d'aucune couverture vu l'absence d'instruments de couverture négociés en Bourse efficaces;
- une tranche du risque de taux d'intérêt n'est pas couverte;
- les provisions mathématiques comprennent des provisions pour écarts défavorables qui ne sont pas couvertes;
- les variations des flux de trésorerie selon la meilleure estimation peuvent ne pas être prises en compte dans le programme de couverture en temps réel;
- la totalité des autres risques n'est pas couverte (voir le Rapport de gestion du rapport annuel de 2009).

Pour établir les mesures d'exposition au risque liées à une variation de la valeur de marché de fonds d'actions, nous avons appliqué les hypothèses qui suivent relatives à l'efficacité de la tranche soumise au programme de couverture. Dans le cas d'un recul de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur de marché des titres détenus dans les fonds distincts de rentes à capital variable, il est supposé que le bénéfice tiré du portefeuille de couverture contrebalancera respectivement 80 %, 75 % et 70 % de la perte découlant de la variation de la tranche correspondant à la meilleure estimation des provisions mathématiques des garanties couvertes. Dans le cas d'une hausse de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur du marché des titres détenus dans les fonds distincts des rentes à capital variable, il est supposé que la perte subie par le portefeuille de couverture sera plus élevée de respectivement 20 %, 25 % et 30 % que le gain découlant de la variation de la tranche correspondant à la meilleure estimation des provisions mathématiques des garanties couvertes. Ces hypothèses sont incluses dans le tableau qui suit et les tableaux figurant aux sections iii), iv) et v) plus loin. Les résultats réels pourraient différer de ces hypothèses.

Le tableau qui suit présente l'incidence possible, sur la valeur économique pour les actionnaires, d'une variation immédiate de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur de marché des titres des produits à capital variable et des autres actifs gérés.

(en millions de dollars canadiens)	30 septembre 2010			30 juin 2010			31 décembre 2009		
<b>Baisse de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup></b>	<b>10 %</b>	<b>20 %</b>	<b>30 %</b>	<b>10 %</b>	<b>20 %</b>	<b>30 %</b>	<b>10 %</b>	<b>20 %</b>	<b>30 %</b>
Honoraires liés au marché	(500) \$	(1 010) \$	(1 550) \$	(490) \$	(1 010) \$	(1 570) \$	(470) \$	(960) \$	(1 480) \$
Garanties au titre des produits à capital variable	(490)	(1 210)	(2 170)	(530)	(1 290)	(2 270)	(450)	(1 080)	(1 930)
<b>Total</b>	<b>(990) \$</b>	<b>(2 220) \$</b>	<b>(3 720) \$</b>	<b>(1 020) \$</b>	<b>(2 300) \$</b>	<b>(3 840) \$</b>	<b>(920) \$</b>	<b>(2 040) \$</b>	<b>(3 410) \$</b>
<b>Augmentation de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup></b>	<b>10 %</b>	<b>20 %</b>	<b>30 %</b>	<b>10 %</b>	<b>20 %</b>	<b>30 %</b>	<b>10 %</b>	<b>20 %</b>	<b>30 %</b>
Honoraires liés au marché	520 \$	1 060 \$	1 620 \$	470 \$	950 \$	1 440 \$	490 \$	1 000 \$	1 520 \$
Garanties au titre des produits à capital variable	270	440	560	260	430	520	290	490	600
<b>Total</b>	<b>790 \$</b>	<b>1 500 \$</b>	<b>2 180 \$</b>	<b>730 \$</b>	<b>1 380 \$</b>	<b>1 960 \$</b>	<b>780 \$</b>	<b>1 490 \$</b>	<b>2 120 \$</b>

<sup>1)</sup> Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

### iii) Incidence des variations des valeurs de marché sur la valeur économique pour les actionnaires provenant des produits de rente à capital variable et des placements du fonds général

Le tableau qui suit présente la sensibilité des produits à capital fixe à une variation de la valeur de marché des actions cotées sur les provisions mathématiques et sur le compte de capitaux propres, autre que la sensibilité présentée au tableau ii) ci-dessus (« Incidence sur la valeur économique pour les actionnaires des variations des valeurs de marché des actions cotées liées aux produits à capital variable et aux autres actifs gérés »).

#### Variation de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

Aux (en millions de dollars canadiens)	30 septembre 2010	30 juin 2010	31 décembre 2009
Baisse de 10 %	(1 200) \$	(1 300) \$	(1 200) \$
Baisse de 20 %	(2 700)	(2 800)	(2 600)
Baisse de 30 %	(4 400)	(4 600)	(4 200)
Hausse de 10 %	1 000	1 000	1 000

<sup>1)</sup> Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

### iv) Incidence des variations des valeurs de marché des actions cotées sur le bénéfice net attribué aux actionnaires provenant des produits à capital variable

Le tableau qui suit présente l'incidence possible, sur le bénéfice net annuel attribué aux actionnaires, des produits à capital variable, y compris l'incidence, sur les revenus d'honoraires des fonds distincts, d'une baisse immédiate de 10 %, de 20 % et de 30 % et d'une hausse de 10 % de la valeur de marché des titres des fonds distincts, suivie d'un retour aux hypothèses en matière de croissance normale du marché. Les hypothèses relatives au rendement du programme de couverture des rentes à capital variable sont les mêmes que celles qui apparaissent à la section ii) ci-dessus (« Incidence des variations des valeurs de marché des actions cotées sur la valeur économique pour les actionnaires »).

#### Variation de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

Aux (en millions de dollars canadiens)	30 septembre 2010	30 juin 2010	31 décembre 2009
Baisse de 10 %	(1 200) \$	(1 200) \$	(1 100) \$
Baisse de 20 %	(2 600)	(2 700)	(2 600)
Baisse de 30 %	(4 300)	(4 400)	(4 400)
Hausse de 10 %	900	900	900

<sup>1)</sup> Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

### v) Incidence des variations des valeurs de marché des actions cotées sur le bénéfice net attribué aux actionnaires provenant des produits à capital variable et des placements du fonds général

Le tableau qui suit ajoute l'élément de sensibilité à une variation de la valeur de marché d'actions cotées sur les provisions mathématiques des produits autres qu'à capital variable, aux éléments de sensibilité du tableau iii) plus haut (« Incidence des variations des valeurs du marché des actions cotées sur le bénéfice net attribué aux actionnaires provenant des produits à capital variable »).

#### Variation de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

Aux (en millions de dollars canadiens)	30 septembre 2010	30 juin 2010	31 décembre 2009
Baisse de 10 %	(1 300) \$	(1 300) \$	(1 200) \$
Baisse de 20 %	(2 800)	(2 900)	(2 800)
Baisse de 30 %	(4 600)	(4 700)	(4 600)
Hausse de 10 %	1 000	1 000	1 000

<sup>1)</sup> Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

## vi) Incidence des variations des valeurs de marché des actions cotées découlant des produits à capital variable et des placements du fonds général

Les fluctuations des marchés des actions ont également une incidence sur les composantes disponibles et requises entrant dans le calcul du MMRPE. Le tableau qui suit présente l'incidence possible sur le ratio du MMRPE de Manufacturers d'une baisse immédiate de 10 %, de 20 % et de 30 % et d'une hausse de 10 % des cours des actions.

Aux Variation de la valeur de marché des fonds d'actions <sup>1</sup>	30 septembre 2010 (points de pourcentage)	30 juin 2010 (points de pourcentage)	31 décembre 2009 (points de pourcentage)
Baisse de 10 %	(12)	(13)	(11)
Baisse de 20 %	(25)	(27)	(25)
Baisse de 30 %	(42)	(44)	(42)
Hausse de 10 %	7	8	13

<sup>1</sup>) Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition aux risques » plus haut.

### Risque d'assurance

En date du 29 juin 2010, la Société a fait passer ses pleins de conservation mondiaux pour l'assurance vie individuelle de 20 millions de dollars américains à 30 millions de dollars américains et, de 25 millions de dollars américains à 35 millions de dollars américains pour l'assurance vie sur deux têtes.

## FAITS NOUVEAUX EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

### Réglementation en matière de fonds propres relativement aux fonds distincts

Le Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF ») a mené un examen des exigences en matière de fonds propres pour les placements dans des fonds distincts et les rentes à capital variable. Le 29 octobre 2010, le BSIF a publié la version provisoire d'un préavis qui contient les nouvelles normes minimales de calibrage permettant d'établir les exigences en matière de fonds propres pour les contrats de fonds distincts conclus après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les nouvelles normes de calibrage devraient accroître les exigences en matière de fonds propres pour ces produits, et les produits que nous offrirons en 2011 seront conçus et leurs prix seront fixés en tenant compte de ces nouvelles règles. Les nouvelles exigences en matière de fonds propres qui ont été esquissées s'appliqueront également aux dépôts ultérieurs au titre des contrats existants et des contrats assortis de la caractéristique de réinitialisation des garanties après le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Le BSIF devrait également poursuivre l'examen consultatif de ses règles relatives aux fonds propres en vue d'une application plus générale, probablement en 2013. Le BSIF fait remarquer qu'il est prématuré de tirer des conclusions quant à l'incidence cumulative de ce processus, mais la tendance générale pointe vers une augmentation des exigences en matière de fonds propres. Il a indiqué que les augmentations des fonds propres pourraient être neutralisées par d'autres changements, comme la comptabilisation des couvertures. La Société continuera de surveiller les faits nouveaux en la matière. Toutefois, à l'heure actuelle, il semble plus probable qu'improbable que les exigences en matière de fonds propres augmenteront à l'égard des contrats en vigueur, et cette augmentation pourrait être importante.

### Loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (« loi Dodd-Frank »)

La loi Dodd-Frank établit un nouveau cadre de réglementation des dérivés hors cote qui pourrait se répercuter sur les secteurs de la Société qui utilisent des dérivés à diverses fins, y compris la couverture de l'exposition au risque lié au marché des actions, au risque de taux d'intérêt et au risque de change. En vertu de la loi Dodd-Frank, certains types d'opérations sur dérivés qui sont actuellement négociés hors cote devront être exécutées par l'intermédiaire d'une Bourse centralisée ou d'un organisme réglementé et être compensées par une chambre de compensation réglementée. La loi pourrait éventuellement imposer à la Société des coûts additionnels, y compris de nouvelles exigences en matière de fonds propres et en matière de dépôt de garantie, ainsi que des règles supplémentaires. (En revanche, les exigences accrues en matière de fonds propres ou de dépôt de garantie imposées à nos contreparties à des dérivés hors cote pourraient réduire notre exposition au risque de défaillance de ces contreparties.) Il est impossible de prédire l'incidence que la loi aura sur nos dépenses de couverture, notre stratégie de couverture ou sa mise en œuvre, ou si la loi Dodd-Frank accroîtra ou réduira les risques que nous couvrons, ou en modifiera la composition.

### Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le 30 juillet 2010, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié son exposé-sondage portant sur les contrats d'assurance (phase II) qui propose une norme unique en matière d'évaluation des contrats d'assurance applicable dans tous les territoires adoptant les IFRS publiées par l'IASB<sup>14</sup>. Les propositions de conventions

<sup>14</sup> La norme actuelle IFRS 4, « Contrats d'assurance », permet à chaque territoire d'établir ses propres pratiques en matière d'évaluation des passifs.

comptables qui sont envisagées par l'IASB pour la comptabilisation des contrats d'assurance ne sont pas conformes à notre modèle d'affaires car elles séparent l'évaluation des passifs d'assurance des actifs qui soutiennent le paiement de ces obligations. Par conséquent, ces propositions pourraient occasionner une forte augmentation initiale des passifs d'assurance présentés et possiblement de nos fonds propres requis par suite de leur adoption, ainsi qu'une grande volatilité continue à l'égard de nos résultats et possiblement de nos fonds propres réglementaires présentés, surtout pour les produits garantis à long terme. Ces manques d'appariement entre les questions économiques qui sous-tendent nos activités et les résultats présentés et peut-être même nos exigences en matière de fonds propres pourraient avoir de graves conséquences non voulues sur notre modèle d'affaires et peut-être même une incidence sur nos clients, nos actionnaires et les marchés financiers. Nous croyons que les conventions comptables actuellement à l'étude pourraient défavoriser considérablement les assureurs canadiens par rapport à leurs concurrents américains et mondiaux et au secteur bancaire au Canada. Nous étudions actuellement les propositions figurant dans l'exposé-sondage et, de concert avec d'autres sociétés du secteur de l'assurance canadien, nous prévoyons fournir nos commentaires et notre avis à l'IASB. De plus, le secteur de l'assurance canadien, de concert avec le BSIF et le gouvernement fédéral, se penche actuellement sur l'incidence possible de ces propositions sur les sociétés d'assurance canadiennes, et le secteur presse les décideurs politiques de faire en sorte que toute proposition future en matière de comptabilité et de fonds propres tienne compte de façon appropriée du modèle d'affaires sous-jacent des sociétés d'assurance vie et, surtout, des conséquences sur les produits garantis à long terme qui sont surtout offerts en Amérique du Nord. Pour une analyse détaillée des IFRS, voir la section « Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière – Transition vers les Normes internationales d'une formation financière (« IFRS ») ».

## **ÉVENTUALITÉ FISCALE**

La Société investit dans des baux adossés et a constitué des provisions pour parer à l'éventuel rejet du traitement fiscal et pour régler les intérêts exigibles sur les impôts en souffrance. Nous croyons toujours que les déductions dont nous nous sommes prévalus à l'égard de ces contrats étaient justifiées. Bien que cette éventualité soit peu probable, si tous les avantages fiscaux liés à nos contrats de baux adossés sont annulés, la somme maximale à payer, intérêts compris, correspondrait à un supplément de 213 millions de dollars américains après impôts au 30 septembre 2010, selon nos estimations.

## **QUESTIONS ET CONTRÔLES COMPTABLES**

### **Principales conventions comptables et actuarielles**

Les principales conventions comptables de la Société sont résumées aux pages 89 à 93 du rapport annuel de 2009, à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels. Les principaux procédés d'estimation portent sur l'établissement des provisions mathématiques, l'évaluation de la perte de valeur des placements, l'évaluation des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »), le calcul des obligations et des charges au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, les impôts sur les bénéfices et l'évaluation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, comme ils sont décrits aux pages 62 à 69 de notre rapport annuel de 2009. De plus, la direction pose un jugement au moment du choix des modèles d'évaluation en vue de déterminer la juste valeur des instruments financiers lorsque des données du marché observables ne sont pas disponibles.

### **Examen des méthodes et hypothèses actuarielles**

#### ***Incidence des modifications apportées aux hypothèses et méthodes au troisième trimestre de 2010 (par catégorie)***

La révision complète des méthodes et hypothèses d'évaluation de 2010 a été terminée au troisième trimestre de 2010. La mise en œuvre de pratiques de gestion prudentes des risques liés aux produits et aux actifs, de concert avec la sélection et le suivi des hypothèses d'évaluation appropriées, vise à réduire notre exposition à l'incertitude relative à la mesure qui est rattachée aux provisions mathématiques. Bien que les hypothèses choisies représentent les meilleures estimations et l'évaluation des risques actuelles de la Société, la surveillance continue des résultats techniques et de la conjoncture économique est susceptible d'entraîner des modifications futures possiblement importantes aux hypothèses d'évaluations.

La révision des méthodes et hypothèses actuarielles sous-jacentes aux provisions mathématiques en 2010 a entraîné une augmentation nette des provisions mathématiques de 2 832 millions de dollars au troisième trimestre. Déduction faite de l'incidence sur le surplus des contrats avec participation et les participations minoritaires, l'examen s'est traduit par une diminution du bénéfice attribuable aux actionnaires après impôts de 2 031 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, l'augmentation nette des provisions mathématiques découlant de la révision des méthodes et hypothèses d'évaluation s'est élevée à 2 816 millions de dollars, et son incidence après impôts sur le bénéfice attribué aux actionnaires a été de (2 018) millions de dollars.

Le tableau ci-après présente l'incidence sur les provisions mathématiques avant impôts des changements de base par catégorie clé pour le troisième trimestre, ainsi que l'incidence correspondante sur le bénéfice net attribué aux actionnaires (après impôts).

(en millions de \$ CA) <b>Hypothèse</b>	<b>Sur les provisions mathématiques</b>	<b>Sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>
Mortalité et morbidité		
Soins de longue durée	1 161 \$	(755) \$
Autres	(258)	182
Déchéances / comportement des titulaires de contrats	648	(485)
Charges	(116)	104
Rendement des placements		
Mise à jour des paramètres pour les rentes à capital variable	872	(665)
Taux de réinvestissement ultimes / variations des écarts des obligations de sociétés	441	(309)
Autres	94	(175)
Autres améliorations du modèle et de la méthode d'évaluation	(10)	72
<b>Incidence nette</b>	<b>2 832 \$</b>	<b>(2 031) \$</b>

#### **Modifications relatives à la mortalité et à la morbidité dans le cas de soins de longue durée**

Le secteur JH SLD a achevé l'examen de l'historique des règlements d'assurance soins de longue durée, y compris des incidences favorables estimatives des augmentations des taux en vigueur. Ainsi :

- Les coûts des règlements prévus augmentent principalement en raison de l'incidence ultime accrue dans les cas d'âge révolu plus élevé, de l'antisélection dans les cas d'âge à la souscription plus élevé et de l'amélioration des taux de mortalité, en partie compensée par de meilleurs résultats des contrats souscrits au cours des sept dernières années grâce à l'évolution des outils de sélection des risques. Ces éléments ont collectivement entraîné une augmentation de 3,2 milliards de dollars des provisions pour vie active.
- Les provisions pour invalidité permanente ont également augmenté de 0,3 milliard de dollars pour refléter l'historique de la durée des invalidités et de la valeur de sauvetage des blocs commerce de détail et Fortis.
- Les marges des règlements ont été harmonisées en tenant compte des taux avant et après la stabilisation. La réduction des marges a entraîné une reprise de provision de 0,2 milliard de dollars.
- Les hausses des primes futures prévues ont permis de réduire les provisions de 2,2 milliards de dollars, une hausse présumée des primes futures totale de 3,0 milliards étant prise en compte dans les provisions. Une hausse des primes d'environ 40 % sera visée pour 80 % des affaires en vigueur. Pour établir nos hypothèses, nous avons tenu compte de notre meilleure estimation du calendrier et du montant des hausses de primes approuvées par l'État. Nos résultats réels en matière de hausse des taux pourraient différer considérablement de nos hypothèses, ce qui entraînerait d'autres augmentations ou une reprise des provisions mathématiques, lesquelles pourraient se révéler importantes.

#### **Autres modifications relatives à la mortalité et à la morbidité**

Les provisions mathématiques ont été réduites principalement en raison de l'amélioration du taux de mortalité pour l'assurance individuelle au Canada.

#### **Hypothèses relatives à la déchéance et au comportement des titulaires de contrats**

Les provisions mathématiques ont augmenté de :

- 338 millions de dollars afin de tenir compte de la récente diminution des déchéances des contrats de rente variable dans le cours aux États-Unis et au Canada.
- 265 millions de dollars pour tenir compte des résultats techniques des renouvellements d'assurance individuelle temporaire au Canada;
- 45 millions de dollars sont attribuables aux résultats techniques récents concernant les résiliations de contrats d'assurance en Asie.

#### **Charges**

Les provisions mathématiques ont diminué de 228 millions de dollars afin de refléter la baisse des frais liés aux placements dans la plupart des unités administratives. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par une augmentation nette des frais de gestion prévus au sein de plusieurs secteurs d'activité américains.

### **Mise à jour des paramètres pour les rentes à capital variable**

La mise à jour annuelle des paramètres stochastiques utilisés pour calculer les provisions mathématiques pour les rentes à capital variable a entraîné une augmentation de la provision de 461 millions de dollars aux États-Unis, de 247 millions de dollars au Japon et de 164 millions de dollars au Canada. Une tranche de 416 millions de dollars de cette augmentation a trait aux mises à jour des paramètres de volatilité des marchés des actions, et une tranche de 456 millions de dollars, aux mises à jour des rendements attendus des obligations.

Les paramètres stochastiques sont revus chaque année dans le cadre de l'examen de nos méthodes et de nos hypothèses. Les paramètres de volatilité ont été mis à jour pour tenir compte des résultats techniques de 2009. Ces paramètres sont donc passés de 15,55 % à 16,55 % aux États-Unis, et de 16,55 % à 18,05 % au Canada.

Le rendement moyen des obligations a également été ajusté pour tenir compte des rendements récents du marché. Il a diminué de 50 points de base aux États-Unis et de 80 points de base au Canada, alors qu'au Japon, il a augmenté de 25 points de base.

### **Rendement des autres placements**

La variation des taux de réinvestissement ultimes et des hypothèses relatifs aux écarts futurs prévus sur les titres à revenu fixe a contribué à l'augmentation des provisions mathématiques de 441 millions de dollars. Ces provisions ont augmenté de 94 millions de dollars en raison des améliorations apportées à la modélisation de l'actif au sein de plusieurs unités administratives.

### **Autres améliorations des modèles et des méthodes d'évaluation**

Des améliorations ont été apportées aux modèles de certains secteurs afin de mieux prévoir les flux de trésorerie futurs liés aux contrats en vigueur, ce qui a entraîné une décharge de provision d'environ 10 millions de dollars. Les deux principaux éléments étaient composés du modèle des flux de trésorerie découlant des impôts, qui a entraîné une décharge de provision d'environ 195 millions de dollars, compensée par plusieurs améliorations des modèles de flux de trésorerie du passif.

### ***Incidence des modifications apportées aux hypothèses et méthodes au premier et au deuxième trimestres de 2010***

La mise à jour des hypothèses au premier et au deuxième trimestres a libéré des provisions de 16 millions de dollars, entraînant une incidence sur les bénéfices de 13 millions de dollars après impôts. Ces modifications consistaient principalement en des améliorations des modèles d'évaluation.

### **Sensibilité des provisions mathématiques aux modifications des hypothèses**

Lorsque les hypothèses qui sous-tendent l'établissement des provisions mathématiques sont mises à jour pour refléter les nouveaux résultats techniques ou un changement de perspective, la valeur de la provision mathématique est modifiée, ce qui influe par le fait même sur les résultats. La sensibilité du bénéfice après impôts aux modifications des hypothèses sous-jacentes aux provisions mathématiques est illustrée ci-après, en supposant que la modification des hypothèses est la même dans toutes les unités administratives.

Pour les modifications des hypothèses concernant les actifs, la sensibilité est présentée après l'incidence correspondante sur les résultats de la variation de la valeur des actifs soutenant les provisions mathématiques. Dans les faits, les résultats selon chaque hypothèse varient souvent par marché géographique et par activité, et les mises à jour des hypothèses s'effectuent par activité et par région données. Les résultats réels peuvent différer de manière importante de ces estimations, et ce, pour plusieurs raisons, y compris l'interaction entre ces facteurs lorsque plus d'un facteur varie, des variations des rendements actuariels et des placements et des hypothèses à l'égard des activités de placement futures, des écarts entre les faits réels et les hypothèses, des changements dans la combinaison des produits, les taux d'imposition effectifs et d'autres facteurs de marché, ainsi que les limites générales de nos modèles internes.

## Sensibilité des provisions mathématiques aux modifications des hypothèses liées aux actifs

(en millions de dollars canadiens)	Augmentation (diminution) du bénéfice après impôts			
Aux	30 septembre 2010		31 décembre 2009	
Hypothèses relatives aux actifs mises à jour périodiquement en fonction des modifications apportées aux bases d'évaluation	Augmen-tation	Diminu-tion	Augmen-tation	Dimi-nution
Variation de 100 points de base des taux de réinvestissement ultimes applicables aux titres à revenu fixe <sup>1</sup>	1 500 \$	(1 900) \$	1 200 \$	(1 700) \$
Variation de 100 points de base des rendements annuels futurs des actions cotées en Bourse <sup>2</sup>	900	(1 000)	1 000	(1 000)
Variation de 100 points de base des rendements annuels futurs des autres actifs qui ne sont pas des titres à revenu fixe <sup>3</sup>	3 100	(3 000)	2 200	(2 300)
Variation de 100 points de base de la volatilité présumée dans la modélisation stochastique des fonds distincts <sup>4</sup>	(300)	300	(300)	400

<sup>1)</sup> Il est présumé que les taux de réinvestissement ultimes à long terme varient, lorsque les taux d'intérêt de départ fluctuent de 100 points de base. Les taux de réinvestissement ultimes pour les obligations sans risque sont de 1,9 % par année à court terme et de 3,8 % par année à long terme au Canada, et de 1,6 % par année à court terme et de 4,0 % par année à long terme aux États-Unis. Étant donné que les taux de réinvestissement ultimes reposent sur des moyennes mobiles sur cinq et dix ans des taux des obligations d'État et qu'à l'heure actuelle les hypothèses d'évaluation concernant les taux de réinvestissement ultimes sont plus élevés que les taux des obligations d'État au 30 septembre 2010, l'incidence d'une variation des taux de réinvestissement ultimes sur le résultat net pourrait être importante.

<sup>2)</sup> Les hypothèses de croissance annuelle prévue à long terme des actions cotées en Bourse, avant dividendes, sont déterminées d'après des observations historiques à long terme dans les principaux marchés. Cette croissance prévue est de 7,25 % par année au Canada, de 8,0 % par année aux États-Unis, de 5,0 % par année au Japon et de 9,5 % par année à Hong Kong. Ces rendements sont par la suite réduits des provisions pour écarts défavorables afin de déterminer les rendements nets utilisés dans l'évaluation. Ce montant comprend l'incidence sur les provisions constituées relativement aux garanties des fonds distincts et sur d'autres provisions mathématiques. L'incidence d'une augmentation de 100 points de base du taux de croissance prévu des provisions constituées relativement aux garanties des fonds distincts s'établit à 800 millions de dollars (800 millions de dollars au 31 décembre 2009). L'incidence d'une diminution de 100 points de base du taux de croissance prévu des provisions constituées relativement aux garanties des fonds distincts s'établit à (800) millions de dollars ((900) millions de dollars au 31 décembre 2009).

<sup>3)</sup> Les autres actifs qui ne sont pas des titres à revenu fixe comprennent les immeubles commerciaux, les terrains forestiers exploitables, les terres agricoles, les exploitations pétrolières et gazières et les placements privés. Le rendement présumé des autres actifs à rendement variable, déduction faite des provisions pour écarts défavorables et compte tenu de l'incidence des impôts préférentiels, a eu une incidence similaire sur les obligations liées aux titulaires de contrats que les hypothèses des actions cotées en Bourse. La sensibilité accrue pendant la période comprise entre le 31 décembre 2009 et le 30 septembre 2010 s'explique principalement par l'incidence secondaire de la chute des taux d'intérêt, de même que la hausse de la demande future prévue dans le secteur de l'assurance soins de longue durée.

<sup>4)</sup> Les hypothèses de volatilité des actions cotées en Bourse sont déterminées d'après des observations historiques à long terme et s'établissent à 18,05 % par année au Canada et à 16,55 % par année aux États-Unis relativement aux actions de sociétés à grande capitalisation, à 18,35 % par année au Japon et à 34,1 % par année à Hong Kong.

### Tests de l'écart d'acquisition

Comme présenté dans notre rapport annuel de 2009, les résultats des tests de dépréciation de la fin de l'exercice 2009 des secteurs de l'Assurance – É.-U. et de la Gestion de patrimoine – É.-U. ont révélé un excédent moins important de la juste valeur sur la valeur comptable qu'aux exercices précédents, en raison de l'incidence de la conjoncture économique et des changements dans le portefeuille de produits. Compte tenu de l'incidence soutenue de la détérioration de la conjoncture économique générale des États-Unis, y compris la persistance des taux d'intérêt peu élevés, et des décisions prises par la direction au troisième trimestre visant le repositionnement de nos activités américaines et la réduction ou l'élimination connexe de produits entraînant une sensibilité considérable des résultats ou produisant de faibles rendements sur le capital investi, la Société a mis à jour le test de l'écart d'acquisition avant l'examen annuel qui a généralement lieu au quatrième trimestre. Le test mis en œuvre au cours du trimestre indique une dépréciation de l'écart d'acquisition du secteur de l'Assurance – É.-U. de 1 000 millions de dollars américains par rapport à l'écart d'acquisition total de 2 318 millions de dollars pour ce secteur d'exploitation. La dépréciation, comptabilisée dans le secteur Services généraux et autres, représente un élément sans effet sur la trésorerie et n'influe pas sur nos activités en cours ou sur nos ratios du capital réglementaires. Pour en savoir davantage, se reporter à la note 3 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. Se reporter également à la section « Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière – Transition vers les Normes internationales d'information financière » ci-après pour connaître l'incidence des IFRS sur les tests de l'écart d'acquisition.

### Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Comité de vérification

Tout comme aux trimestres antérieurs, le comité de vérification de la SFM a examiné le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, et le conseil d'administration de la SFM a approuvé le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés avant leur publication.

## Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière

### Transition vers les Normes internationales d'information financière

Les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes au Canada devront adopter les IFRS pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Nous adopterons les IFRS en remplacement des PCGR du Canada actuels pour les exercices ouverts à compter du premier trimestre de 2011 et fournirons l'information financière comparative correspondante pour 2010.

Selon notre analyse actuelle des différences relevées entre les exigences comptables canadiennes et celles des IFRS actuelles, à l'exception de la dépréciation prévue de l'écart d'acquisition, abordée plus loin, nous ne prévoyons pas que ces différences comptables auront une incidence importante sur les états financiers à la date de l'adoption des IFRS. En outre, nous ne prévoyons pas que l'adoption initiale des IFRS aura une incidence importante sur nos contrôles et procédures en matière de communication de l'information, nos systèmes de technologie de l'information ou nos activités.

Tout écart entre la valeur comptable des actifs, des passifs et des fonds propres établi selon les PCGR du Canada et les IFRS, au 1<sup>er</sup> janvier 2010, sera reflété dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. À l'heure actuelle, nous quantifions ces ajustements et ne pouvons pas évaluer leur incidence.

En règle générale, une entité est tenue d'appliquer les principes en vertu des IFRS de façon rétrospective, toutefois, certaines exceptions facultatives existent à l'égard de l'application rétrospective dans les cas où elle s'avérerait impraticable d'un point de vue opérationnel. Un sommaire de nos choix importants préliminaires à l'adoption initiale selon l'IFRS 1, «Première application des normes d'information financière internationales» est présenté ci-après :

Objet	Incidence prévue sur les états financiers consolidés
<i>Regroupements d'entreprises</i>	Nous ne prévoyons pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs en raison des difficultés dans l'obtention des évaluations historiques, et comptons plutôt appliquer les IFRS prospectivement aux acquisitions conclues après le 1 <sup>er</sup> janvier 2010.
<i>Change</i>	Nous prévoyons choisir l'option non récurrente pour rétablir l'écart de conversion cumulé à zéro au moment de l'adoption des IFRS afin de faciliter la conversion prospective des comptes des établissements étrangers autonomes. Le solde de l'écart de conversion cumulé au 31 décembre 2009 avant l'adoption des IFRS était de (5 148) millions de dollars.
<i>Avantages sociaux</i>	Nous ne prévoyons pas constater dans les bénéfices non répartis les gains et les pertes actuariels non amortis liés à nos régimes de retraite à prestations déterminées au moment de la transition aux IFRS et prévoyons plutôt appliquer les exigences des IFRS aux avantages sociaux rétrospectivement puisque les données sont suffisantes pour effectuer ce calcul et cela ne s'avère pas impraticable d'un point de vue opérationnel.

Les autres choix à l'égard de l'adoption initiale de l'IFRS 1 sont soit inapplicables ou il n'est pas prévu qu'ils aient une incidence significative sur nos états financiers.

Les principales différences recensées au chapitre de l'évaluation entre les PCGR du Canada et les IFRS sont présentées ci-dessous. Comme, il est mentionné ci-dessus, selon notre analyse actuelle des différences relevées entre les exigences comptables canadiennes et celles des IFRS actuelles, à l'exception de la dépréciation prévue de l'écart d'acquisition, nous ne prévoyons pas que ces différences comptables auront une incidence importante sur les états financiers en 2011.

Objet	Incidence prévue sur les états financiers consolidés
<i>Écart d'acquisition</i>	Le test de dépréciation de l'écart d'acquisition à l'échelle des unités génératrices de trésorerie selon les IFRS, effectué à un niveau plus détaillé que selon les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis, pourrait donner lieu prospectivement à des charges pour perte de valeur plus fréquentes. En raison du niveau plus détaillé du test selon les IFRS, et compte tenu de la détérioration soutenue de la conjoncture économique générale aux États-Unis, y compris la persistance des taux d'intérêt peu élevés, et des décisions récentes prises au troisième trimestre de 2010 concernant les perspectives financières révisées pour le secteur de l'assurance aux États-Unis par suite du repositionnement de ce secteur, nous prévoyons comptabiliser une charge pour perte de valeur possible d'environ 2,2 milliards de dollars en sus de la charge de dépréciation comptabilisée selon les CGR du Canada, attribuable aux secteurs de l'Assurance vie – É.-U. et de la Gestion de patrimoine – É.-U. Cette charge sera répartie entre notre bilan d'ouverture en IFRS (dans les bénéfices non répartis) au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 et les résultats comparatifs en IFRS du troisième trimestre de 2010 reposant sur les faits et circonstances qui existaient respectivement au moment du bilan d'ouverture en IFRS et au troisième trimestre de 2010. Nous prévoyons terminer notre analyse de la dépréciation prévue selon les IFRS et de la répartition appropriée au cours du quatrième trimestre de 2010. Toute charge de dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée selon les IFRS n'aura aucune incidence sur le capital réglementaire, étant donné que l'écart d'acquisition est exclu du calcul du MPRCE.
<i>Contrats de placement</i>	La définition des contrats d'assurance diffère selon les deux bases comptables. Les produits qui ne respectent pas la définition de l'assurance sont classés comme contrats de placement selon les IFRS et représentent moins de 3 % du total des obligations liées aux titulaires de contrats. Ces produits seront évalués à titre de passif financier au coût après amortissement ou à la juste valeur, si cette dernière option est choisie. Pour l'évaluation de ces contrats, nous avons choisi des conventions comptables visant à assurer une évaluation uniforme des actifs et des passifs. Lorsque de tels passifs financiers sont évalués au coût après amortissement, toute obligation d'État soutenant ces produits sera classée comme disponible à la vente selon les IFRS afin de limiter toute inadéquation des résultats avec l'évaluation du passif. Actuellement, ces obligations sont évaluées à la juste valeur en vertu de l'option de la juste valeur selon les PCGR du Canada.
<i>Dérivés incorporés</i>	Les dérivés incorporés additionnels compris dans les contrats d'assurance seront présentés séparément dans les autres actifs ou les autres passifs et seront évalués à la juste valeur selon les IFRS, et les variations de la juste valeur seront portées en résultat.
<i>Placements dans des actifs immobiliers et des actifs liés à l'agriculture, et placements privés</i>	Les placements dans des actifs immobiliers seront évalués à la juste valeur à l'exception des immeubles occupés par leur propriétaire qui seront évalués au coût historique moins les dépréciations cumulées. Les placements dans des actifs liés à l'agriculture, comme les terrains forestiers, seront évalués à la juste valeur et les variations seront portées en résultat. Les placements privés sont actuellement détenus au coût selon les PCGR du Canada, mais seront évalués à la juste valeur selon les IFRS. Comme il est mentionné ci-haut, toute variation de la valeur comptable des placements servant de soutien aux passifs d'assurance sera contrebalancée par une variation correspondante des provisions mathématiques.
<i>Placements dans des baux adossés</i>	Aucune ligne directrice n'est fournie dans les IFRS pour l'évaluation des placements dans des baux adossés. Ces placements seront évalués comme un contrat de location-acquisition, le bénéfice étant comptabilisé selon un taux de rendement constant en vertu des IFRS.
<i>Placements dans des actifs pétroliers et gaziers</i>	Nous prévoyons évaluer les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations rattachées aux placements dans des actifs pétroliers et gaziers au moyen d'un taux d'actualisation sans risque selon les IFRS plutôt que selon un rendement rajusté en fonction du risque de crédit selon les PCGR du Canada. Cette différence a aussi une incidence sur la dotation à la provision pour épuisement cumulative constatée à l'égard de ces actifs à ce jour.
<i>Dépréciation des actions disponibles à la vente (DV)</i>	Selon les IFRS, des charges de dépréciation sont comptabilisées pour les actions DV si les diminutions de leur valeur comptable sont importantes ou prolongées, sans égard aux prévisions futures de recouvrement. En vertu des PCGR du Canada, aucune charge de dépréciation n'est comptabilisée lorsque de telles diminutions de la valeur sont considérées comme temporaires, si bien qu'éventuellement, la comptabilisation de charges de dépréciation sera plus fréquente selon les IFRS.

Objet	Incidence prévue sur les états financiers consolidés
<i>Comptabilité de couverture</i>	Certaines relations de couverture selon les PCGR du Canada peuvent ne pas être admissibles à la comptabilité de couverture selon les IFRS, ou nécessiteront une modification de l'évaluation de l'efficacité ou de la valeur, ce qui pourrait donner lieu à une volatilité additionnelle des résultats.
<i>Consolidation</i>	Des actifs et passifs additionnels découlant d'entités hors bilan, y compris certains placements privés et véhicules de financement pourraient devoir être consolidés selon les IFRS au titre de la participation minoritaire dans les fonds propres. Le bénéfice net selon les IFRS reflétera la totalité des résultats des filiales consolidées aux termes des IFRS, ce qui est considéré comme plus conforme à la majorité des normes mondiales. La différence a également une incidence sur la dotation à la provision pour épuisement comptabilisée au titre de ces actifs à ce jour.
<i>Avantages sociaux</i>	Il existe des différences dans le calcul de la charge au titre des régimes de retraite, y compris les hypothèses relatives au rendement des actifs du régime et au traitement des règlements et des compressions de régime et les coûts des services passés selon les IFRS. Selon les IFRS, la charge estimative au titre des régimes de retraite en 2010 devrait être supérieure à la charge selon les PCGR du Canada, surtout du fait de l'amortissement des pertes actuarielles nettes non comptabilisées de 2008.
<i>Commissions de montage de prêts</i>	Certains coûts internes ne sont pas considérés comme des coûts supplémentaires directement attribuables au montage de prêts et de créances hypothécaires émis par la Banque Manuvie et sont exclus du calcul des intérêts effectifs et sont passés en charge dans les résultats selon les IFRS. Selon les PCGR du Canada, ces coûts sont présentés comme un rajustement de la valeur comptable du prêt et sont amortis sur la durée de vie réelle du prêt ou de la créance hypothécaire.
<i>Rémunération à base d'actions</i>	Les IFRS exigent l'utilisation de la méthode d'acquisition graduelle des droits pour les attributions dont les droits sont acquis par versements tout au long de la période d'acquisition des droits, par opposition à la comptabilisation linéaire actuellement appliquée selon les PCGR du Canada qui donne lieu à une charge de rémunération accélérée à l'égard de ces attributions en vertu des IFRS.
<i>Titrisations</i>	En 2008, la Société a vendu et transféré certains actifs hypothécaires au Programme des obligations hypothécaires du Canada. Selon les exigences actuelles des IFRS, ces créances hypothécaires seraient inscrites au bilan et traitées à titre d'« emprunts garantis ». En août 2010, l'IASB a publié un exposé-sondage visant la modification de la date de prise d'effet des exigences à l'égard de la titrisation et d'opérations semblables afin qu'elle s'applique de façon prospective à partir de la date de l'adoption des IFRS. Nous prévoyons appliquer cette modification proposée de façon à ce que les titrisations conclues par la Société avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2010 restent hors bilan selon les IFRS.
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	L'incidence fiscale des différences recensées ci-dessus, de même que les différences dans le calcul de certaines provisions pour charges fiscales incertaines, les passifs d'impôts futurs possibles découlant de certaines opérations entre apparentés impliquant le transfert d'actions, et la détermination du taux d'imposition effectif utilisé pour calculer le passif d'impôts futurs associé aux immeubles occupés par leur propriétaire, pourraient éventuellement donner lieu à une diminution des fonds propres à la transition et à une volatilité additionnelle des résultats.

La Norme internationale d'information financière qui traite de l'évaluation des contrats d'assurance est en cours d'élaboration et devrait entrer en vigueur au plus tôt en 2013. Voir la section « Modifications futures des IFRS ultérieures à la première adoption en 2011 (en vigueur à compter de 2013) ». Jusqu'à ce que cette norme soit finalisée et entre en vigueur, les exigences actuelles des PCGR du Canada à l'égard de l'évaluation des passifs d'assurance (méthode canadienne axée sur le bilan (« MCAB »)) seront maintenues. Selon la MCAB, l'évaluation des passifs d'assurance est fondée sur les flux de trésorerie tirés du passif projeté de même que sur les primes futures estimatives et le revenu de placement net tiré des actifs détenus pour soutenir ces passifs. Conformément à l'adoption des dispositions du chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, lorsque les IFRS seront initialement mises en application, toute variation de la valeur comptable des placements servant de soutien aux passifs d'assurance sera contrepassée par une variation correspondante des provisions et n'aura donc pas d'incidence importante sur le bénéfice net.

Les principales différences de présentation de l'information qui ont été recensées pour les états financiers selon les IFRS ou les PCGR du Canada sont les suivantes :

Objet	Incidence prévue sur les états financiers consolidés
<i>Bénéfice net</i>	Selon les IFRS, le bénéfice net comprend le bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Le total du bénéfice net à l'état des résultats est alors attribué aux participations donnant le contrôle (les actionnaires et les produits donnant droit à la participation) et les participations ne donnant pas le contrôle. Comme mentionné précédemment au point « Consolidation », le bénéfice par action continuera d'exclure le bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.
<i>Soldes de réassurance</i>	Les soldes de cession de réassurance, actuellement inclus dans les provisions mathématiques selon les PCGR du Canada et présentés à la note 7 a) de nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, seront présentés comme soldes bruts au bilan et à l'état des résultats selon les IFRS.
<i>Fonds distincts</i>	Selon les PCGR du Canada, les actifs et les passifs des fonds distincts sont présentés dans le corps même du bilan, mais ne sont pas compris dans le total de l'actif et du passif. Selon les IFRS, ces soldes seront compris dans le total de l'actif et du passif dans le bilan.

Dans le cadre du processus de transition vers les IFRS, nous évaluons leur incidence sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires. À l'étape actuelle, l'incidence de l'adoption initiale des IFRS en 2011 sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires ne devrait pas être importante.

#### **Mise à jour sur la progression de la transition aux IFRS**

Notre transition aux IFRS comprend l'apprentissage, l'examen, l'approbation et la mise en œuvre des modifications comptables recensées ci-dessus. En outre, le plan de transition comprend le maintien de ressources appropriées affectées à ce projet, les modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière à la lumière des principaux changements recensés ci-dessus, de fréquentes communications avec nos vérificateurs externes de même qu'avec le comité de vérification du conseil d'administration, ce qui comprend un examen des progrès de la transition, une analyse de la transition éventuelle et des modifications continues apportées à la présentation de l'information, et un aperçu du développement des consignes comptables et réglementaires liées aux IFRS.

Alors que nous nous préparons à la transition, nous continuons de surveiller les changements continus apportés aux IFRS et d'ajuster nos plans de transition et de mise en œuvre en conséquence.

Comme il est mentionné ci-haut, nous avons effectué nos choix préliminaires à l'égard de l'adoption initiale des IFRS et avons recensé les principales différences de conventions comptables applicables. Les étapes les plus importantes de notre plan qu'il nous reste à franchir sont la mise au point du bilan d'ouverture selon les IFRS, la quantification des résultats trimestriels correspondants et la présentation des notes selon les IFRS. L'état du projet est examiné mensuellement par le comité de surveillance. La réalisation de la transition se déroule selon notre plan de transition général en vertu duquel ces étapes seront terminées d'ici la fin de l'exercice.

#### **Modifications futures des IFRS ultérieures à la première adoption en 2011 (en vigueur à compter de 2013)**

Comme il est indiqué ci-dessus, la norme IFRS qui traite des contrats d'assurance est en cours d'élaboration et devrait entrer en vigueur au plus tôt en 2013. Les propositions de conventions comptables qui sont envisagées par l'IASB pour la comptabilisation des contrats d'assurance séparent l'évaluation des passifs d'assurance des actifs qui soutiennent le paiement de ces obligations et, par conséquent, ces propositions pourraient occasionner une forte augmentation initiale des passifs d'assurance et des fonds propres requis par suite de leur adoption, de même qu'une grande volatilité continue à l'égard de nos résultats et de nos fonds propres réglementaires présentés, surtout pour les produits garantis à long terme. Cela pourrait avoir de graves conséquences pour nos clients, nos actionnaires et les marchés financiers. Le 30 juillet 2010, l'IASB a publié un exposé sondage sur ses propositions à l'égard des contrats d'assurance et prévoit une période de consultation de quatre mois. Nous étudions actuellement ces propositions et, de concert avec le secteur de l'assurance canadien, nous prévoyons fournir nos commentaires et notre avis à l'IASB.

#### **OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

À titre d'investisseur et de gestionnaire de placements, la Société entretient des relations avec divers types d'entités, certaines étant des EDDV. La note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels figurant aux pages 138 à 141 du rapport annuel de 2009, décrit les entités avec lesquelles la Société entretient des relations importantes.

## INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

Le tableau suivant présente un sommaire de l'information financière relative à nos huit derniers trimestres :

### Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008
<b>Produits</b>								
Primes								
Assurance vie et maladie <sup>1</sup>	3 558 \$	3 356 \$	3 215 \$	3 575 \$	3 576 \$	3 573 \$	4 275 \$	4 460 \$
Rentes et régimes de retraite	1 091	1 114	1 180	1 156	1 947	2 147	2 697	2 562
Total des primes	4 649 \$	4 470 \$	4 395 \$	4 731 \$	5 523 \$	5 720 \$	6 972 \$	7 022 \$
Revenus de placements	3 081	2 094	2 042	2 061	2 082	2 061	1 837	1 786
Gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s sur les actifs servant de soutien les provisions mathématiques et les billets de consommation <sup>2</sup>	3 869 \$	3 817 \$	1 149 \$	(1 441) \$	4 661 \$	2 145 \$	(2 103) \$	1 519 \$
Autres produits	1 539	1 529	1 579	1 620	1 486	1 459	1 293	1 323
<b>Total des produits</b>	<b>13 138 \$</b>	<b>11 910 \$</b>	<b>9 165 \$</b>	<b>6 971 \$</b>	<b>13 752 \$</b>	<b>11 385 \$</b>	<b>7 999 \$</b>	<b>11 650 \$</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(1 336) \$	(3 346) \$	1 355 \$	981 \$	(701) \$	1 695 \$	(2 127) \$	(2 596) \$
(Charge) recouvrement d'impôts	437	971	(207) \$	(136)	563	89	1 056	727
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(899) \$</b>	<b>(2 375) \$</b>	<b>1 148 \$</b>	<b>845 \$</b>	<b>(138) \$</b>	<b>1 784 \$</b>	<b>(1 071) \$</b>	<b>(1 869) \$</b>
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>(947) \$</b>	<b>(2 378) \$</b>	<b>1 140 \$</b>	<b>868 \$</b>	<b>(172) \$</b>	<b>1 774 \$</b>	<b>(1 068) \$</b>	<b>(1 870) \$</b>
<b>Résultat de base par action ordinaire</b>	<b>(0,55) \$</b>	<b>(1,36) \$</b>	<b>0,64 \$</b>	<b>0,51 \$</b>	<b>(0,12) \$</b>	<b>1,09 \$</b>	<b>(0,67) \$</b>	<b>(1,24) \$</b>
<b>Résultat dilué par action ordinaire</b>	<b>(0,55) \$</b>	<b>(1,36) \$</b>	<b>0,64 \$</b>	<b>0,51 \$</b>	<b>(0,12) \$</b>	<b>1,09 \$</b>	<b>(0,67) \$</b>	<b>(1,24) \$</b>
<b>Dépôts dans les fonds distincts</b>	<b>5 347 \$</b>	<b>5 968 \$</b>	<b>7 204 \$</b>	<b>7 343 \$</b>	<b>6 091 \$</b>	<b>7 391 \$</b>	<b>8 259 \$</b>	<b>8 847 \$</b>
<b>Total de l'actif – fonds général</b>	<b>228 130 \$</b>	<b>220 219 \$</b>	<b>206 521 \$</b>	<b>205 845 \$</b>	<b>208 650 \$</b>	<b>208 238 \$</b>	<b>214 227 \$</b>	<b>211 135 \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>201 752 \$</b>	<b>190 243 \$</b>	<b>194 149 \$</b>	<b>191 741 \$</b>	<b>188 148 \$</b>	<b>178 161 \$</b>	<b>164 464 \$</b>	<b>165 380 \$</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en millions)</b>	<b>1 767</b>	<b>1 762</b>	<b>1 758</b>	<b>1 669</b>	<b>1 615</b>	<b>1 611</b>	<b>1 610</b>	<b>1 519</b>
<b>Nombre moyen dilué pondéré d'actions ordinaires (en millions)</b>	<b>1 767</b>	<b>1 762</b>	<b>1 763</b>	<b>1 673</b>	<b>1 615</b>	<b>1 616</b>	<b>1 610</b>	<b>1 519</b>
<b>Dividendes par action ordinaire</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,26 \$</b>	<b>0,26 \$</b>	<b>0,26 \$</b>
<b>Valeur en dollars canadiens d'un dollar américain - Bilan</b>	<b>1,0298</b>	<b>1,0606</b>	<b>1,0156</b>	<b>1,0466</b>	<b>1,0722</b>	<b>1,1625</b>	<b>1,2602</b>	<b>1,2246</b>
<b>Valeur en dollars canadiens d'un dollar américain – État des résultats</b>	<b>1,0391</b>	<b>1,0276</b>	<b>1,0401</b>	<b>1,0562</b>	<b>1,0979</b>	<b>1,1668</b>	<b>1,2456</b>	<b>1,2118</b>

<sup>1</sup> À la fin du premier trimestre de 2009, l'unité Assurance collective de la Division canadienne a conclu une entente de réassurance avec une partie externe qui a entraîné une réduction substantielle des primes nettes inscrites à l'état des résultats.

<sup>2</sup> En ce qui a trait aux actifs à revenu fixe servant de soutien aux provisions mathématiques et aux actions servant de soutien aux produits dont le rendement des placements échoit aux titulaires de contrats, l'incidence des (pertes) gains réalisés et latents a été amplement neutralisée par la variation des provisions techniques.

## DIVIDENDE TRIMESTRIEL

Le 4 novembre 2010, notre conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,13 \$ par action ordinaire de la SFM, payable au plus tôt le 20 décembre 2010 aux actionnaires inscrits le 16 novembre 2010 à la clôture des marchés.

Le conseil d'administration a également déclaré des dividendes sur les actions privilégiées à dividende non cumulatif suivantes. Ces dividendes seront versés au plus tôt le 19 décembre 2010 aux actionnaires inscrits le 16 novembre 2010 à la clôture des marchés.

- Actions de catégorie A, série 1 – 0,25625 \$ par action
- Actions de catégorie A, série 2 – 0,29063 \$ par action
- Actions de catégorie A, série 3 – 0,28125 \$ par action
- Actions de catégorie A, série 4 – 0,4125 \$ par action
- Actions de catégorie 1, série 1 – 0,35 \$ par action

## **ACTIONS EN CIRCULATION – PRINCIPALES INFORMATIONS**

### **Actions de catégorie A, série 1**

En date du 8 novembre 2010, 14 millions d'actions de catégorie A, série 1 (les « actions privilégiées de série 1 ») de la SFM étaient en circulation, au prix de 25,00 \$ l'action, pour un total de 350 millions de dollars. Les actions privilégiées de série 1 ne confèrent aucun droit de vote et donnent droit à des dividendes en espèces privilégiés non cumulatifs trimestriels, si le conseil d'administration de la SFM en déclare, au taux annuel de 4,10 %. Moyennant l'approbation des organismes de réglementation, la SFM pourra racheter une partie ou la totalité des actions privilégiées de série 1, selon un barème de primes décroissantes allant de 1,25 \$ par action privilégiée de série 1 à néant, au comptant ou contre l'émission d'actions ordinaires de la SFM. À compter du 19 décembre 2015, les actions privilégiées de série 1 pourront être converties au gré du porteur en actions ordinaires de la SFM, le nombre étant déterminé par une formule prescrite, et la SFM pourra, avant la date de conversion, racheter les actions privilégiées au comptant ou trouver d'autres acheteurs pour ces actions. La formule prescrite correspond à la valeur nominale des actions privilégiées de série 1 divisée par 2,00 \$ ou 95 % du cours moyen des actions ordinaires de la SFM pour la période de 20 jours se terminant 4 jours avant la date d'échange, selon le plus élevé de ces deux montants.

### **Actions ordinaires**

Au 4 novembre 2010, la SFM avait 1 772 millions d'actions ordinaires en circulation.

## **RENDEMENT ET MESURES NON CONFORMES AUX PCGR**

Nous utilisons diverses mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de la Société dans son ensemble et pour évaluer chacune de ses exploitations. Ces mesures incluent le bénéfice d'exploitation rajusté, le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires, les devises constantes, les primes et dépôts, les primes et équivalents primes, les fonds gérés, le capital, les souscriptions, la valeur intrinsèque des nouvelles affaires et la valeur économique pour les actionnaires. Les mesures financières non conformes aux PCGR ne sont pas définies dans les PCGR; on ne peut donc pas les comparer aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être utilisées seules ou en remplacement d'autres données financières préparées selon les PCGR.

Le **rendement des capitaux propres** est une mesure de la rentabilité qui présente le bénéfice net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires exprimé en pourcentage du capital déployé pour gagner le bénéfice. La Société calcule le rendement des capitaux propres à l'aide de la moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie.

## **Rendement des capitaux propres**

(en millions de dollars canadiens)

	<b>Résultats trimestriels</b>		
	<b>T3 2010</b>	<b>T2 2010</b>	<b>T3 2009</b>
Bénéfice net attribuable (perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires	<b>(966) \$</b>	<b>(2 398) \$</b>	<b>(193) \$</b>
Solde d'ouverture du total de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires	<b>26 290 \$</b>	<b>27 816 \$</b>	<b>26 173 \$</b>
Solde de fermeture du total de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires	<b>24 501</b>	<b>26 290</b>	<b>24 812</b>
<b>Total moyen pondéré de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires</b>	<b>25 395 \$</b>	<b>27 053 \$</b>	<b>25 493 \$</b>
Solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie	<b>630 \$</b>	<b>633 \$</b>	<b>111 \$</b>
Solde de clôture du cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie	<b>404</b>	<b>630</b>	<b>442</b>
<b>Rajustement au titre de la moyenne du cumul des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>(517) \$</b>	<b>(631) \$</b>	<b>(277) \$</b>
<b>Total moyen pondéré de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires, déduction faite du rajustement de la moyenne du cumul des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>24 878 \$</b>	<b>26 422 \$</b>	<b>25 216 \$</b>
<b>Rendement des capitaux propres fondé sur le total moyen pondéré de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires (annualisé)</b>	<b>(15,1) %</b>	<b>(35,5) %</b>	<b>(3,0) %</b>
<b>Rendement des capitaux propres fondé sur le total moyen pondéré de l'avoir disponible pour les porteurs d'actions ordinaires, déduction faite du rajustement de la moyenne du cumul des autres éléments du résultat étendu (annualisé)</b>	<b>(15,4) %</b>	<b>(36,4) %</b>	<b>(3,0) %</b>

La Société se sert également de mesures du rendement financier préparées **en devises constantes**, qui excluent l'incidence de la variation des taux de change et qui constituent des mesures non conformes aux PCGR. Les montants présentés pour le trimestre en devises constantes sont calculés, le cas échéant, en fonction des taux de change en vigueur à la date de l'état des résultats et du bilan pour le troisième trimestre de 2009.

**Les primes et dépôts** servent à mesurer la croissance du chiffre d'affaires. La Société calcule les primes et dépôts en additionnant les éléments suivants : i) primes et équivalents primes (voir ci-dessous), ii) dépôts dans les fonds distincts, à l'exclusion des capitaux de lancement, iii) dépôts dans les fonds communs de placement, iv) dépôts dans les comptes de placement autogérés institutionnels et v) autres dépôts dans d'autres fonds gérés.

**Les primes et équivalents primes** sont inclus dans les primes et dépôts. La Société calcule les primes et équivalents primes en additionnant les éléments suivants : i) primes du fonds général déduction faite des cessions en réassurance, présentées au poste « Primes et dépôts » de l'état des résultats consolidé, ii) équivalents primes pour les contrats d'assurance collective de type « services administratifs seulement » et iii) primes de l'entente de cession en réassurance de risques liés à l'assurance collective au Canada.

## **Primes et dépôts**

(en millions de dollars canadiens)

	<b>Résultats trimestriels</b>		
	<b>T3 2010</b>	<b>T2 2010</b>	<b>T3 2009</b>
Primes	<b>4 649 \$</b>	<b>4 470 \$</b>	<b>5 523 \$</b>
Dépôts des titulaires de contrats	<b>5 347</b>	<b>5 968</b>	<b>6 091</b>
<b>Primes et dépôts selon les états financiers</b>	<b>9 996 \$</b>	<b>10 438 \$</b>	<b>11 614 \$</b>
Dépôts dans les fonds communs de placement	<b>2 928</b>	<b>3 056</b>	<b>2 118</b>
Dépôts dans les comptes de placement autogérés institutionnels	<b>350</b>	<b>1 060</b>	<b>758</b>
Équivalents primes pour SAS	<b>636</b>	<b>673</b>	<b>635</b>
Primes cédées sur assurances collectives	<b>920</b>	<b>916</b>	<b>909</b>
Autres fonds	<b>112</b>	<b>131</b>	<b>204</b>
<b>Total des primes et dépôts</b>	<b>14 942 \$</b>	<b>16 274 \$</b>	<b>16 238 \$</b>
Incidence des taux de change	<b>524</b>	<b>779</b>	<b>-</b>
<b>Primes et dépôts en devises constantes</b>	<b>15 466 \$</b>	<b>17 053 \$</b>	<b>16 238 \$</b>

Les **fonds gérés** constituent un élément de mesure de l'envergure de la Société. Ils correspondent à l'ensemble des placements effectués par la Société et ses clients.

## Fonds gérés

(en millions de dollars canadiens)

	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
Total des placements	205 241 \$	199 272 \$	188 465 \$
Total de l'actif net des fonds distinct détenus par la Société	200 669	189 163	187 615
<b>Fonds gérés selon les états financiers</b>	<b>405 910 \$</b>	<b>388 435 \$</b>	<b>376 080 \$</b>
Fonds communs de placement	39 246	36 342	32 310
Comptes de placement autogérés institutionnels (fonds distincts exclus)	20 745	21 705	21 235
Autres fonds	7 978	7 446	6 952
<b>Total des fonds gérés</b>	<b>473 879 \$</b>	<b>453 928 \$</b>	<b>436 577 \$</b>
Incidence des taux de change	11 978	3 289	–
<b>Fonds gérés en devises constantes</b>	<b>485 857 \$</b>	<b>457 217 \$</b>	<b>436 577 \$</b>

Notre définition de **capital** sert de base à toutes nos activités de gestion du capital au niveau de la SFM. Aux fins de l'information réglementaire à produire, les chiffres sont rajustés pour tenir compte des ajouts et déductions requis dans les lignes directrices du BSIF. Le capital est la somme de ce qui suit : i) total de l'avoir à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat étendu sur les couvertures de flux de trésorerie; ii) les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales et les passifs au titre des actions privilégiées et instruments de capitaux admissibles.

## Capital

(en millions de dollars canadiens)

	Résultats trimestriels		
	T3 2010	T2 2010	T3 2009
<b>Total de l'avoir</b>	<b>26 062 \$</b>	<b>27 804 \$</b>	<b>26 334 \$</b>
Réintégrer : cumul des autres éléments du résultat étendu sur les couvertures des flux de trésorerie	220	172	126
Ajouter : passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres admissibles	4 028	4 043	4 049
Ajouter : participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	283	259	216
<b>Total du capital</b>	<b>30 593 \$</b>	<b>32 278 \$</b>	<b>30 725 \$</b>

Les **souscriptions** sont calculées selon le type de produit.

- i) Les souscriptions totales de l'Assurance individuelle tiennent compte de la totalité des nouvelles primes annualisées, de 10 % des primes excédentaires et de 10 % des primes uniques. Les nouvelles primes annualisées de l'Assurance individuelle représentent les primes annualisées prévues la première année des contrats dont les primes sont exigibles pendant plus d'un an. Les souscriptions sont présentées selon leur montant brut et ne tiennent pas compte de l'incidence de la réassurance. La prime unique est la prime forfaitaire découlant de la souscription d'un produit à prime unique, par exemple, une assurance voyage.
- ii) Les souscriptions de l'Assurance collective comprennent les nouvelles primes annualisées et les équivalents primes des nouveaux contrats de type services administratifs seulement, ainsi que les nouvelles couvertures et les modifications apportées aux contrats, compte non tenu des augmentations de taux.
- iii) Les nouveaux dépôts de la Gestion de patrimoine, Individuelle, sont présentés comme des souscriptions. Ces montants comprennent les rentes individuelles, aussi bien à capital fixe qu'à capital variable, les produits de rentes à capital variable, les fonds communs de placement, les régimes d'épargne-études 529, ainsi que les prêts bancaires autorisés et les prêts hypothécaires.
- iv) Les souscriptions sous forme de nouvelles primes et de nouveaux dépôts périodiques des régimes de retraite et d'épargne collectifs représentent une estimation des dépôts prévus au cours de la première année de cotisation auprès de la Société. Les souscriptions de produits à prime unique tiennent compte de l'actif transféré du fournisseur du régime précédent. Les souscriptions comprennent l'incidence de l'ajout d'une nouvelle division ou d'un nouveau produit sur un client existant. Les souscriptions totales comprennent les nouvelles primes et les nouveaux dépôts périodiques et uniques.

La **valeur intrinsèque des affaires nouvelles** correspond à la variation de la valeur économique pour les actionnaires découlant des souscriptions au cours de la période. Le calcul de la valeur intrinsèque des affaires nouvelles comprend la valeur actualisée du bénéfice futur prévu tiré des affaires nouvelles en fonction des hypothèses à l'égard de la mortalité, de la morbidité et des actions futures des titulaires de contrats, ainsi qu'à l'égard des charges et des placements utilisés pour fixer les prix des produits souscrits. Les hypothèses à l'égard des placements pour les produits à long terme sont fondées sur les hypothèses à l'égard des placements à long terme habituellement établies au cours du cycle de planification annuelle. Pour les produits de rente à capital variable, les taux d'intérêt utilisés dans le calcul de la valeur intrinsèque des affaires nouvelles sont fondés sur les taux d'intérêt en vigueur au moment où le contrat est émis. Les principales hypothèses économiques utilisées pour calculer la valeur intrinsèque des affaires nouvelles pour 2010 sont fondées sur les marchés au 1<sup>er</sup> janvier 2010, comme suit :

	Canada	États-Unis	Hong Kong	Japon
Ratio du MPRCE	150 %	150 %	150 %	150 %
Taux d'actualisation	7,75 %	8,00 %	8,50 %	6,50 %
Taux d'inflation	2,0 %	2,0 %	2,0 %	0,0 %
Taux d'imposition	26 %	35 %	16,5 %	36 %
Taux de change	s.o.	1,0466	0,1350	0,0112

**L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires** constitue une des mesures que nous utilisons pour décrire l'incidence possible des fluctuations des marchés des actions et des taux d'intérêt. Notre méthode de calcul de l'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires est présentée dans les sections pertinentes figurant plus haut lorsque l'incidence est présentée.

#### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

Le présent document contient des déclarations prospectives au sens des règles d'exonération des lois provinciales canadiennes sur les valeurs mobilières et de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Les déclarations prospectives du présent document portent aussi notamment sur nos objectifs, nos buts, nos stratégies, nos intentions, nos projets, nos convictions, nos attentes et nos estimations. Elles se caractérisent habituellement par l'emploi de termes tels « pouvoir », « devoir », « probable », « soupçonner », « perspectives », « s'attendre à », « entendre », « estimer », « prévoir », « croire », « projeter », « objectif », « chercher à », « viser », « continuer » ou « s'efforcer » (ou de leur forme négative) et par l'emploi du conditionnel, ainsi que de mots et expressions semblables, et elles peuvent inclure des énoncés relatifs aux résultats futurs possibles ou présumés de la Société. Bien que, selon nous, les prévisions ainsi exprimées soient raisonnables, le lecteur ne devrait pas s'appuyer indûment sur les déclarations prospectives en raison des incertitudes et des risques inhérents qu'elles supposent, ni les interpréter comme une quelconque confirmation des attentes des marchés ou des analystes. Les déclarations prospectives étant fondées sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent être très différents des résultats qu'elles expriment explicitement ou implicitement. Parmi les facteurs importants susceptibles d'entraîner un écart notable entre les résultats réels et les attentes exprimées, notons entre autres la conjoncture commerciale et économique (notamment le rendement des marchés des actions; les fluctuations des taux d'intérêt et la variation des écarts de taux, les taux de change; les pertes sur placements et les défaillances; la liquidité du marché et la solvabilité des cautions, des réassureurs et des contreparties); les changements apportés aux lois et à la réglementation; les changements de normes comptables; la capacité à mettre en œuvre et à modifier des plans stratégiques; l'affaiblissement de notre solidité financière ou la baisse de nos notes de crédit; la capacité de la Société à préserver sa réputation; la dépréciation de l'écart d'acquisition ou d'actifs incorporels ou la constitution de provisions pour moins-values à l'égard d'actifs d'impôts futurs; l'exactitude des estimations relatives à la morbidité à long terme; l'exactitude des estimations servant à appliquer les conventions comptables et les méthodes actuarielles utilisées par la Société; la concurrence et les regroupements de sociétés; la capacité de mettre en marché et de distribuer des produits par l'intermédiaire de réseaux de distribution existants et futurs; les passifs imprévus ou les dépréciations d'actifs découlant d'acquisitions et de cessions d'activités; la capacité à mettre à exécution des stratégies de couverture efficaces et de faire face aux conséquences imprévues découlant de ces stratégies; la capacité d'obtenir des placements à revenu variable au soutien du passif à long terme de la Société; la réalisation de pertes découlant de la vente de placements classés comme disponibles à la vente; les liquidités de la Société, y compris la disponibilité du financement nécessaire pour satisfaire aux obligations financières existantes à la date prévue de leur échéance; les obligations de nantissement de garanties additionnelles; la disponibilité de lettres de crédit au soutien de la flexibilité dans la gestion du capital; l'exactitude de l'information reçue de contreparties et la capacité des contreparties à respecter leurs engagements; la disponibilité, la capacité financière ou le caractère approprié de la réassurance; les litiges, y compris les vérifications fiscales, les litiges fiscaux ou d'autres litiges semblables; la capacité à adapter les produits et services pour suivre l'évolution du marché; la capacité à attirer et à conserver les principaux cadres supérieurs, employés et agents; l'utilisation et l'interprétation appropriées de modèles complexes ou les défaillances des modèles utilisés; les risques politiques, juridiques, d'exploitation et autres liés aux activités de la Société à l'extérieur de l'Amérique du Nord; les acquisitions et la capacité à effectuer des acquisitions, y compris à obtenir le financement par emprunt ou par actions nécessaire à cette fin; les perturbations et les changements touchant des éléments essentiels des systèmes de la Société ou les infrastructures publiques; les préoccupations environnementales; ainsi que la capacité de la Société

de protéger sa propriété intellectuelle et l'exposition aux invocations de violation. Des renseignements supplémentaires à l'égard des facteurs importants susceptibles d'entraîner un écart notable entre les résultats réels et les attentes exprimées ainsi qu'à l'égard des facteurs et hypothèses importants sur lesquels sont fondées les déclarations prospectives sont présentés dans le présent document et dans la section intitulée « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, dans les sections intitulées « Gestion du risque » et « Principales conventions comptables et actuarielles » du rapport de gestion figurant dans nos plus récents rapports annuel et intermédiaire, dans la note afférente aux états financiers consolidés intitulée « Gestion des risques » de nos plus récents rapports annuel et intermédiaire et dans d'autres documents que nous avons émis et déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. Nous ne nous engageons pas à réviser nos déclarations prospectives, sauf si la loi l'exige.

*Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société aux 30 septembre 2010 et 2009 et pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées à ces dates, et avec le rapport de gestion et les états financiers consolidés vérifiés figurant dans notre rapport annuel de 2009. Le présent rapport de gestion est daté du 10 novembre 2010.*

## Bilans consolidés

Aux (en millions de dollars canadiens, non vérifié)	30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2009
<b>Actif</b>			
<b>Placements (note 4)</b>			
Encaisse et titres à court terme	14 887 \$	18 780 \$	19 462 \$
Titres			
Obligations	104 180	85 107	84 053
Actions	10 396	9 688	10 437
Prêts			
Créances hypothécaires	31 858	30 699	30 718
Placements privés	22 702	22 912	23 149
Avances sur contrats	6 648	6 609	6 666
Prêts bancaires	2 402	2 457	2 470
Immeubles	6 253	5 897	5 989
Autres placements	5 915	5 321	5 521
<b>Total des placements</b>	<b>205 241 \$</b>	<b>187 470 \$</b>	<b>188 465 \$</b>
<b>Autres actifs</b>			
Revenus de placements à recevoir	1 780 \$	1 540 \$	1 628 \$
Primes arriérées	678	812	753
Écart d'acquisition et actifs incorporels	8 021	9 127	9 288
Instruments dérivés (note 5)	6 817	2 680	4 388
Divers	5 593	4 216	4 128
<b>Total des autres actifs</b>	<b>22 889 \$</b>	<b>18 375 \$</b>	<b>20 185 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>228 130 \$</b>	<b>205 845 \$</b>	<b>208 650 \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>201 752 \$</b>	<b>191 741 \$</b>	<b>188 148 \$</b>
<b>Passif et avoir</b>			
Provisions mathématiques (note 6)	160 240 \$	141 687 \$	144 292 \$
Gains nets réalisés différés	127	108	108
Dépôts bancaires	15 724	14 735	15 295
Billets de consommation	1 127	1 291	1 345
Dette à long terme	5 329	3 308	4 303
Passif d'impôts futurs	900	1 883	1 370
Instruments dérivés (note 5)	4 292	2 656	3 274
Autres passifs	9 465	6 487	7 520
	<b>197 204 \$</b>	<b>172 155 \$</b>	<b>177 507 \$</b>
<b>Passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres</b>			
<b>Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>	<b>283</b>	<b>202</b>	<b>216</b>
<b>Avoir</b>			
Avoir des titulaires de contrats avec participation	139	80	103
Capitaux propres			
Actions privilégiées	1 422	1 422	1 419
Actions ordinaires	19 169	18 937	16 444
Surplus d'apport	202	182	176
Bénéfices non répartis	9 932	12 870	12 235
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Titres disponibles à la vente	624	612	568
Couvertures de flux de trésorerie	(220)	(48)	(126)
Conversion de l'investissement net dans des établissements étrangers autonomes	(5 206)	(5 148)	(4 485)
<b>Total de l'avoir</b>	<b>26 062 \$</b>	<b>28 907 \$</b>	<b>26 334 \$</b>
<b>Total du passif et de l'avoir</b>	<b>228 130 \$</b>	<b>205 845 \$</b>	<b>208 650 \$</b>
<b>Passif net des fonds distincts</b>	<b>201 752 \$</b>	<b>191 741 \$</b>	<b>188 148 \$</b>

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.



**Donald A. Guloien**  
Président et chef de la direction



**Gail Cook-Bennett**  
Président du conseil d'administration

## États des résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf données par action, non vérifié)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Produits</b>				
Primes (note 13)	4 649 \$	5 523 \$	13 514 \$	18 215 \$
Revenus de placements				
Revenus de placements	3 081	2 082	7 217	5 980
Gains réalisés et latents sur les actifs qui servent de soutien aux provisions mathématiques et aux billets de consommation	3 869	4 661	8 835	4 703
Autres produits	1 539	1 486	4 647	4 238
<b>Total des produits</b>	<b>13 138 \$</b>	<b>13 752 \$</b>	<b>34 213 \$</b>	<b>33 136 \$</b>
<b>Prestations et charges</b>				
Aux titulaires de contrats et bénéficiaires				
Sinistres survenus	1 049 \$	1 026 \$	3 239 \$	4 000 \$
Rachats et capitaux échus	1 837	1 339	4 213	5 851
Arrérages échus	759	749	2 227	2 429
Participations aux excédents et bonifications	266	344	841	1 094
Transferts nets (des) aux fonds distincts	(58)	449	49	1 790
Variation des provisions techniques	7 224	8 094	18 784	11 439
Frais généraux	908	883	2 689	2 728
Frais de gestion des placements	237	236	708	705
Commissions	901	999	2 722	2 993
Intérêts débiteurs	242	279	801	1 040
Taxes sur primes	44	71	192	206
Dépréciation de l'écart d'acquisition	1 039	-	1 039	-
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	26	(16)	36	(6)
<b>Total des prestations et charges</b>	<b>14 474 \$</b>	<b>14 453 \$</b>	<b>37 540 \$</b>	<b>34 269 \$</b>
<b>Perte avant impôts sur les bénéficiaires</b>	<b>(1 336) \$</b>	<b>(701) \$</b>	<b>(3 327) \$</b>	<b>(1 133) \$</b>
Recouvrement d'impôts	437	563	1 201	1 708
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(899) \$</b>	<b>(138) \$</b>	<b>(2 126) \$</b>	<b>575 \$</b>
<b>Bénéfice net attribué aux titulaires de contrats avec participation</b>	<b>48 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>59 \$</b>	<b>41 \$</b>
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>(947) \$</b>	<b>(172) \$</b>	<b>(2 185) \$</b>	<b>534 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées	(19)	(21)	(59)	(44)
<b>Bénéfice net attribuable (perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires</b>	<b>(966) \$</b>	<b>(193) \$</b>	<b>(2 244) \$</b>	<b>490 \$</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b> (en millions)	<b>1 767</b>	<b>1 615</b>	<b>1 762</b>	<b>1 612</b>
<b>Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation</b> (en millions) (note 10)	<b>1 767</b>	<b>1 615</b>	<b>1 762</b>	<b>1 617</b>
<b>Résultat de base par action ordinaire</b>	<b>(0,55) \$</b>	<b>(0,12) \$</b>	<b>(1,27) \$</b>	<b>0,30 \$</b>
<b>Résultat dilué par action ordinaire</b>	<b>(0,55) \$</b>	<b>(0,12) \$</b>	<b>(1,27) \$</b>	<b>0,30 \$</b>
<b>Dividende par action ordinaire</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,13 \$</b>	<b>0,39 \$</b>	<b>0,65 \$</b>

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

## États de l'avoir consolidés

### Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre

(en millions de dollars canadiens, non vérifié)

	2010	2009
<b>Avoir des titulaires de contrats avec participation</b>		
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	80 \$	62 \$
Bénéfice de la période	59	41
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>139 \$</b>	<b>103 \$</b>
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	1 422 \$	638 \$
Émises	-	800
Frais d'émission, déduction faite des impôts	-	(19)
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>1 422 \$</b>	<b>1 419 \$</b>
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	18 937 \$	16 157 \$
Émises à l'exercice d'options sur actions et d'unités d'actions différées	3	166
Émises au titre des régimes de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions	229	121
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>19 169 \$</b>	<b>16 444 \$</b>
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	182 \$	160 \$
Exercice d'options sur actions	-	(1)
Charge au titre des options sur actions	20	19
Économie (charge) d'impôts découlant des options sur actions exercées	-	(2)
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>202 \$</b>	<b>176 \$</b>
<b>Bénéfices non répartis des actionnaires</b>		
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	12 870 \$	12 796 \$
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires	(2 185)	534
Dividendes sur actions privilégiées	(59)	(44)
Dividendes sur actions ordinaires	(694)	(1 051)
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>9 932 \$</b>	<b>12 235 \$</b>
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>		
<b>Titres disponibles à la vente</b>		
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	612 \$	(521) \$
Variation des gains et pertes latent(e)s, déduction faite des impôts	12	1 089
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>624 \$</b>	<b>568 \$</b>
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>		
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	(48) \$	(325) \$
Variation des gains et pertes latent(e)s, déduction faite des impôts	(172)	199
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>(220) \$</b>	<b>(126) \$</b>
<b>Conversion de l'investissement dans des établissements étrangers autonomes</b>		
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	(5 148) \$	(1 770) \$
Variation des gains et pertes de change latent(e)s, déduction faite des impôts	(58)	(2 715)
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>(5 206) \$</b>	<b>(4 485) \$</b>
<b>Total des bénéfices non répartis et des autres éléments du résultat étendu aux 30 septembre</b>	<b>5 130 \$</b>	<b>8 192 \$</b>
<b>Total de l'avoir aux 30 septembre</b>	<b>26 062 \$</b>	<b>26 334 \$</b>

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

## États du résultat étendu consolidés

(en millions de dollars canadiens, non vérifié)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>(947) \$</b>	<b>(172) \$</b>	<b>(2 185) \$</b>	<b>534 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts</b>				
Variation des gains (pertes) latent(e)s sur les titres financiers disponibles à la vente				
Gains latents de la période	433 \$	423 \$	646 \$	917 \$
Reclassement des gains (pertes) réalisé(e)s et des dépréciations en résultat net	(611)	(64)	(634)	172
	<b>(178) \$</b>	<b>359 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>1 089 \$</b>
Variation des gains (pertes) latent(e)s sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
(Pertes) gains latent(e)s de la période	(50) \$	(26) \$	(179) \$	205 \$
Reclassement des (gains) pertes réalisé(e)s en résultat net	2	(2)	7	(6)
	<b>(48) \$</b>	<b>(28) \$</b>	<b>(172) \$</b>	<b>199 \$</b>
Variation des gains (pertes) de change latent(e)s des établissements étrangers autonomes				
Conversion des états financiers	(511) \$	(1 807) \$	(96) \$	(3 232) \$
Couvertures	58	318	38	517
	<b>(453) \$</b>	<b>(1 489) \$</b>	<b>(58) \$</b>	<b>(2 715) \$</b>
<b>Total des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>(679) \$</b>	<b>(1 158) \$</b>	<b>(218) \$</b>	<b>(1 427) \$</b>
<b>Résultat étendu imputé aux actionnaires</b>	<b>(1 626) \$</b>	<b>(1 330) \$</b>	<b>(2 403) \$</b>	<b>(893) \$</b>

## Impôts sur les bénéfices inclus dans les autres éléments du résultat étendu

(en millions de dollars canadiens, non vérifié)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices</b>				
Variation des gains (pertes) latent(e)s sur les titres financiers disponibles à la vente				
Charge d'impôts sur les bénéfices découlant de gains/pertes latent(e)s survenus au cours de la période	130 \$	152 \$	206 \$	398 \$
Charge d'impôts sur les bénéfices découlant du reclassement des gains/pertes réalisé(e)s et des dépréciations/recouvrements en résultat net	(260)	24	(256)	111
	<b>(130) \$</b>	<b>176 \$</b>	<b>(50) \$</b>	<b>509 \$</b>
Variation des gains (pertes) latent(e)s sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices découlant de gains/pertes latent(e)s survenus au cours de la période	(24) \$	(13) \$	(93) \$	108 \$
Recouvrement (charge) d'impôts sur les bénéfices découlant du reclassement de gains/pertes réalisés en résultat net	1	(1)	3	-
	<b>(23) \$</b>	<b>(14) \$</b>	<b>(90) \$</b>	<b>108 \$</b>
Variation des gains (pertes) de change latent(e)s des établissements étrangers autonomes				
(Recouvrement) d'impôts sur les bénéfices lié à la conversion des états financiers	(2) \$	- \$	(7) \$	- \$
Charge d'impôts sur les bénéfices liée aux couvertures	42	143	44	226
	<b>40 \$</b>	<b>143 \$</b>	<b>37 \$</b>	<b>226 \$</b>
<b>Total de la charge (du recouvrement) d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>(113) \$</b>	<b>305 \$</b>	<b>(103) \$</b>	<b>843 \$</b>

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

## États des flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars canadiens, non vérifié)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net (perte nette)	(899) \$	(138) \$	(2 126) \$	575 \$
Rajustements en fonction des éléments du bénéfice net sans effet sur la trésorerie				
Augmentation des provisions techniques, contrats de rente à revenu fixe destinés aux clients institutionnels de John Hancock exclus	7 833	8 335	19 667	13 575
Amortissement des gains nets réalisés différés et des rajustements des placements immobiliers évalués à la valeur de marché	(14)	(24)	(38)	(95)
Désactualisation des escomptes sur les placements	(74)	(89)	(261)	(269)
Autres amortissements	72	78	204	227
(Gains) pertes net(te)s réalisé(e)s et latent(e)s, y compris les dépréciations	(4 718)	(4 539)	(9 574)	(3 734)
Variation de la juste valeur des billets de consommation	(18)	34	(5)	102
Recouvrements d'impôts futurs	(417)	(462)	(1 192)	(1 564)
Charge au titre des options sur actions	7	7	20	19
Dépréciation de l'écart d'acquisition	1 039	-	1 039	-
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	26	(16)	31	(6)
Bénéfice net rajusté en fonction des éléments sans effet sur la trésorerie	2 837 \$	3 186 \$	7 765 \$	8 830 \$
Fluctuation des débiteurs et des créditeurs liés aux contrats et à l'exploitation	731	411	1 447	391
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>3 568 \$</b>	<b>3 597 \$</b>	<b>9 212 \$</b>	<b>9 221 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Achats et avances hypothécaires	(29 548) \$	(11 137) \$	(54 128) \$	(33 315) \$
Cessions et remboursements	21 292	9 355	37 974	26 356
Amortissement des primes sur les placements	111	117	362	390
Fluctuation des débiteurs et des créditeurs nets du courtier en placements	968	18	1 341	271
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(7 177) \$</b>	<b>(1 647) \$</b>	<b>(14 451) \$</b>	<b>(6 298) \$</b>
<b>Activités de financement</b>				
Augmentation (diminution) des pensions sur titres et des titres vendus mais non encore achetés	(47) \$	46 \$	(65) \$	(1 067) \$
Émission de titres de créance à long terme, montant net	2 024	-	2 024	1 592
Remboursement de titres de créance à long terme	-	-	(1)	(1 000)
Rachats nets de contrats de rente à revenu fixe destinés aux clients institutionnels de John Hancock	(609)	(241)	(883)	(2 136)
Billets de consommation échus	(42)	(72)	(177)	(490)
Variation des dépôts bancaires, montant net	56	826	958	3 104
Dividendes versés au comptant aux actionnaires	(171)	(182)	(524)	(974)
Emprunts (remboursements) de fonds, montant net	(7)	12	2	(20)
Émission de débentures	-	1 000	-	1 000
Capitaux reçus d'un partenaire en coentreprise	-	35	40	35
Actions privilégiées émises, montant net	-	-	-	781
Actions ordinaires émises, montant net	1	1	3	20
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>1 205 \$</b>	<b>1 425 \$</b>	<b>1 377 \$</b>	<b>845 \$</b>
<b>Encaisse et titres à court terme</b>				
(Diminution) augmentation de la période	(2 404) \$	3 375 \$	(3 862) \$	3 768 \$
Incidence des variations du taux de change sur l'encaisse et les titres à court terme	(280)	(832)	(79)	(1 600)
Solde au début de la période	16 998	16 415	18 255	16 790
<b>Solde aux 30 septembre</b>	<b>14 314 \$</b>	<b>18 958 \$</b>	<b>14 314 \$</b>	<b>18 958 \$</b>
<b>Encaisse et titres à court terme</b>				
<b>Au début de la période</b>				
Encaisse et titres à court terme, montant brut	17 508 \$	17 110 \$	18 780 \$	17 269 \$
Paiements en cours de compensation inscrits dans les autres passifs, montant net	(510)	(695)	(525)	(479)
<b>Encaisse et titres à court terme au début de la période, montant net</b>	<b>16 998 \$</b>	<b>16 415 \$</b>	<b>18 255 \$</b>	<b>16 790 \$</b>
<b>À la fin de la période</b>				
Encaisse et titres à court terme, montant brut	14 887 \$	19 462 \$	14 887 \$	19 462 \$
Paiements en cours de compensation inscrits dans les autres passifs, montant net	(573)	(504)	(573)	(504)
<b>Encaisse et titres à court terme aux 30 septembre, montant net</b>	<b>14 314 \$</b>	<b>18 958 \$</b>	<b>14 314 \$</b>	<b>18 958 \$</b>

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

## Fonds distincts États de l'actif net consolidés

Aux (en millions de dollars canadiens, non vérifié)	30 septembre 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2009
<b>Placements, à la valeur de marché</b>			
Encaisse et titres à court terme	2 742 \$	3 447 \$	3 306 \$
Obligations	7 901	7 340	7 353
Actions et fonds communs de placement	187 974	177 504	174 325
Autres placements	5 194	5 267	4 179
Revenus de placements à recevoir	66	76	66
Autres passifs, montant net	(2 125)	(1 893)	(1 081)
<b>Total de l'actif net des fonds distincts</b>	<b>201 752 \$</b>	<b>191 741 \$</b>	<b>188 148 \$</b>
<b>Composition de l'actif net des fonds distincts :</b>			
Part des titulaires de contrats	200 669 \$	190 665 \$	187 615 \$
Part de la Société	154	118	193
Part des autres titulaires de contrats	929	958	340
<b>Total de l'actif net des fonds distincts</b>	<b>201 752 \$</b>	<b>191 741 \$</b>	<b>188 148 \$</b>

## Fonds distincts États de l'évolution de l'actif net consolidés

(en millions de dollars canadiens, non vérifié)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Flux de trésorerie nets des titulaires de contrats</b>				
Dépôts des titulaires de contrats	5 347 \$	6 091 \$	18 519 \$	21 741 \$
Transferts au (provenant du) fonds général, montant net	(58)	449	49	1 790
Paiements aux titulaires de contrats	(4 909)	(4 098)	(15 330)	(12 741)
	<b>380 \$</b>	<b>2 442 \$</b>	<b>3 238 \$</b>	<b>10 790 \$</b>
<b>Montants liés aux placements</b>				
Intérêts et dividendes	807 \$	911 \$	2 337 \$	2 708 \$
Gains nets réalisés et latents sur placements	14 667	17 982	7 831	29 724
	<b>15 474 \$</b>	<b>18 893 \$</b>	<b>10 168 \$</b>	<b>32 432 \$</b>
<b>Divers</b>				
Honoraires de gestion et d'administration	(846) \$	(776) \$	(2 541) \$	(2 308) \$
Incidence des variations du taux de change	(3 499)	(10 572)	(854)	(18 146)
	<b>(4 345) \$</b>	<b>(11 348) \$</b>	<b>(3 395) \$</b>	<b>(20 454) \$</b>
Ajouts, montant net	11 509 \$	9 987 \$	10 011 \$	22 768 \$
Actif net des fonds distincts au début de la période	190 243	178 161	191 741	165 380
<b>Actif net des fonds distincts aux 30 septembre</b>	<b>201 752 \$</b>	<b>188 148 \$</b>	<b>201 752 \$</b>	<b>188 148 \$</b>

Les notes afférentes aux présents états financiers consolidés en font partie intégrante.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire, non vérifié)

## Note 1 Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés de la Société Financière Manuvie (« SFM ») et ses filiales (collectivement appelées, avec la SFM, « la Société ») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada) (« BSIF »). Ils reprennent les mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux PCGR du Canada. Les présents états financiers consolidés doivent être lus avec les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 et les notes y afférentes figurant aux pages 82 à 169 du rapport annuel 2009 de la Société.

## Note 2 Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière

### Transition vers les Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Toutes les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes au Canada devront adopter les IFRS pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société adoptera les IFRS pour ses rapports trimestriels et annuels à compter du premier trimestre de 2011, et fournira des informations financières comparatives correspondantes pour 2010. Le rapport de gestion pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 contient un aperçu des incidences prévues de l'adoption des IFRS.

## Note 3 Dépréciation de l'écart d'acquisition

Compte tenu de l'incidence soutenue de la détérioration de la conjoncture économique générale des États-Unis, y compris la persistance des taux d'intérêt peu élevés, et des décisions prises par la Société au cours du troisième trimestre de 2010 en vue de poursuivre le repositionnement de ses activités américaines, qui se traduit par une réduction ou une élimination des produits entraînant une importante sensibilité du bénéfice ou dégageant un faible rendement du capital utilisé, la Société a effectué des tests de dépréciation en avance des tests annuels habituellement effectués au quatrième trimestre. Le test se divise en deux étapes qui visent à déterminer si la valeur comptable de l'écart d'acquisition s'est dépréciée. Le résultat de la première étape, qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition, a indiqué que la juste valeur du secteur Assurance – É.-U. était inférieure à sa valeur comptable, ce qui signifie que l'écart d'acquisition de 2,3 milliards de dollars américains affecté à cette unité pourrait être déprécié. La juste valeur a été déterminée principalement au moyen d'une approche axée sur le bénéfice, qui incorpore la valeur intrinsèque des affaires en vigueur et des affaires nouvelles de l'unité d'exploitation d'après des prévisions internes des produits et des charges. Au cours de la deuxième étape du test, la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition est déterminée par l'évaluation des actifs et passifs corporels et incorporels de l'unité d'exploitation visée, de façon semblable à la méthode employée dans le cas de la répartition du prix d'achat lors d'un regroupement d'entreprises. Si la valeur comptable d'une unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur implicite, l'écart d'acquisition est considéré comme déprécié et sa valeur est réduite de la différence obtenue. La Société a effectué cette étape du test et estime qu'une tranche de 1 000 \$ américains attribuable à son secteur Assurance – É.U. était dépréciée. La charge de 1 000 \$ américains au titre de l'écart d'acquisition a été comptabilisée dans le secteur Services généraux et autres (voir la note 13).

## Note 4 Placements

### a) Valeur comptable et juste valeur des placements

<b>Au 30 septembre 2010</b>	Option de la juste valeur	Disponibles à la vente	Autres	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
Encaisse et titres à court terme <sup>1</sup>	539 \$	10 963 \$	3 385 \$	14 887 \$	14 887 \$
Obligations <sup>2</sup>					
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	10 006	5 793	-	15 799	15 799
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains <sup>3</sup>	12 005	5 267	-	17 272	17 272
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	7 199	1 341	-	8 540	8 540
Sociétés	50 727	4 731	-	55 458	55 458
Titres adossés à des créances et à des créances hypothécaires	6 531	580	-	7 111	7 111
Actions <sup>4</sup>	8 284	2 112	-	10 396	10 396
Prêts					
Créances hypothécaires <sup>5</sup>	-	-	31 858	31 858	33 971
Placements privés <sup>6</sup>	-	-	22 702	22 702	24 460
Avances sur contrats <sup>7</sup>	-	-	6 648	6 648	6 648
Prêts bancaires <sup>5</sup>	-	-	2 402	2 402	2 412
Immeubles <sup>8</sup>	-	-	6 253	6 253	6 580
Autres placements <sup>9</sup>	-	-	5 915	5 915	6 650
<b>Total des placements</b>	<b>95 291 \$</b>	<b>30 787 \$</b>	<b>79 163 \$</b>	<b>205 241 \$</b>	<b>210 184 \$</b>

<b>Au 31 décembre 2009</b>	Option de la juste valeur	Disponibles à la vente	Autres	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
Encaisse et titres à court terme <sup>1</sup>	651 \$	16 118 \$	2 011 \$	18 780 \$	18 780 \$
Obligations <sup>2</sup>					
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	8 143	4 325	-	12 468	12 468
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains <sup>3</sup>	5 395	2 200	-	7 595	7 595
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	5 105	1 022	-	6 127	6 127
Sociétés	46 163	5 307	-	51 470	51 470
Titres adossés à des créances et à des créances hypothécaires	6 738	709	-	7 447	7 447
Actions <sup>4</sup>	7 276	2 412	-	9 688	9 688
Prêts					
Créances hypothécaires <sup>5</sup>	-	-	30 699	30 699	31 646
Placements privés <sup>6</sup>	-	-	22 912	22 912	23 544
Avances sur contrats <sup>7</sup>	-	-	6 609	6 609	6 609
Prêts bancaires <sup>5</sup>	-	-	2 457	2 457	2 468
Immeubles <sup>8</sup>	-	-	5 897	5 897	6 343
Autres placements <sup>9</sup>	-	-	5 321	5 321	5 853
<b>Total des placements</b>	<b>79 471 \$</b>	<b>32 093 \$</b>	<b>75 906 \$</b>	<b>187 470 \$</b>	<b>190 038 \$</b>

1) La juste valeur des titres à court terme est établie selon les taux d'intérêt pertinents et les différentiels de taux courants.

2) La juste valeur des obligations, y compris les titres de sociétés, les bons du Trésor américain et les titres municipaux, est établie à l'aide des cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles. Lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles, la juste valeur est habituellement estimée à l'aide d'analyses des flux de trésorerie actualisés en tenant compte des données actuelles du marché pour des instruments financiers semblables comportant des modalités et une qualité du crédit comparables (évaluation matricielle). Les données importantes utilisées pour ces modèles comprennent, sans s'y limiter, les courbes de taux, les risques de crédit et les différentiels, l'évaluation de la volatilité et les taux de remboursement anticipé.

3) Les obligations de gouvernement et d'organismes gouvernementaux américains comprennent des titres d'État de 4 107 \$ (2 141 \$ au 31 décembre 2009).

4) La juste valeur des actions est déterminée d'après les cours du marché.

5) Pour les créances hypothécaires et les prêts bancaires à taux fixe, la juste valeur est déterminée au moyen de l'actualisation des flux de trésorerie futurs aux taux d'intérêt du marché pour des créances hypothécaires dont le risque et la durée jusqu'à l'échéance sont similaires. Pour établir la juste valeur de la majorité des créances hypothécaires et des prêts bancaires à taux variable, il est supposé que la juste valeur correspond à la valeur comptable, puisqu'il n'y a pas de différentiels fixes. Lorsqu'une créance hypothécaire à taux variable est assortie d'un écart fixe

supérieur au taux de référence, elle est évaluée selon les écarts courants du marché pour les emprunteurs affichant une cote de solvabilité semblable.

- 6) La juste valeur des placements privés est fondée sur des techniques d'évaluation et des hypothèses reflétant les variations de taux d'intérêt ainsi que l'évolution de la solvabilité des emprunteurs depuis le placement initial. Les hypothèses sont principalement fondées sur des données observables du marché. La juste valeur reflète également toute provision liée à des pertes sur créances. Les baux adossés sont comptabilisés à des valeurs tenant compte de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs découlant du placement net.
- 7) Les avances sur contrats sont comptabilisées au coût après amortissement. Étant donné que les avances sur contrats sont complètement garanties par les valeurs de rachat et peuvent être remboursées à tout moment, leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.
- 8) Pour les immeubles, la juste valeur est déterminée par une évaluation externe reposant sur un éventail de techniques comprenant l'actualisation des flux de trésorerie, les méthodes de capitalisation du revenu et l'analyse comparative des prix de vente. Les immeubles saisis, s'élevant à 4 \$ (4 \$ au 31 décembre 2009) sont compris dans le poste « Immeubles ».
- 9) Les autres placements comprennent les placements privés en actions et les placements à revenu fixe détenus principalement dans les secteurs de l'électricité et de l'infrastructure, du pétrole et du gaz, des terrains forestiers exploitables et des terres agricoles. Les justes valeurs de ces placements sont évaluées d'après les meilleures informations obtenues, qui ne sont généralement pas des données observables sur le marché. Ces informations peuvent comprendre des évaluations externes et diverses techniques d'évaluation utilisées par les gestionnaires externes.

## b) Obligations et actions classées selon l'option de la juste valeur

L'option de la juste valeur a été choisie pour les titres auxquels sont adossés des provisions mathématiques et des billets de consommation afin de réduire considérablement toute incohérence comptable découlant de variations de la valeur de ces actifs et de variations de la valeur comptabilisée pour les provisions mathématiques et billets de consommation liés à ces titres. Si le classement comme disponible à la vente avait été choisi, il y aurait incohérence puisque les autres éléments du résultat étendu ne comprennent pas une composante de variation des provisions techniques.

### Gains sur les obligations et actions classées selon l'option de la juste valeur

	Trimestres terminés		Périodes de neuf mois	
	les 30 septembre		terminées les	
	2010	2009	2010	2009
Obligations	2 477 \$	3 519 \$	5 654 \$	5 173 \$
Actions	689	743	380	1 426

## c) Obligations et actions classées comme disponibles à la vente

Les tableaux qui suivent présentent les placements de la Société dans des obligations et des actions classées comme disponibles à la vente :

	Coût/ Coût après amortissement	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<b>Au 30 septembre 2010</b>				
Obligations				
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	5 481 \$	342 \$	(30) \$	5 793 \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	5 104	166	(3)	5 267
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	1 287	55	(1)	1 341
Sociétés	4 392	406	(67)	4 731
Titres adossés à des créances et à des créances hypothécaires	628	29	(77)	580
Total des obligations	16 892 \$	998 \$	(178) \$	17 712 \$
Actions <sup>1</sup>	2 090	156	(134)	2 112
<b>Total des obligations et des actions</b>	<b>18 982 \$</b>	<b>1 154 \$</b>	<b>(312) \$</b>	<b>19 824 \$</b>

	Coût/ Coût après amortissement	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<b>Au 31 décembre 2009</b>				
Obligations				
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	3 840 \$	549 \$	(64) \$	4 325 \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	2 150	71	(21)	2 200
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	980	48	(6)	1 022
Sociétés	4 949	421	(63)	5 307
Titres adossés à des créances et à des créances hypothécaires	821	8	(120)	709
Total des obligations	12 740 \$	1 097 \$	(274) \$	13 563 \$
Actions <sup>1</sup>	2 357	175	(120)	2 412
<b>Total des obligations et des actions</b>	<b>15 097 \$</b>	<b>1 272 \$</b>	<b>(394) \$</b>	<b>15 975 \$</b>

<sup>1)</sup> L'émetteur le plus important représente 9 % (26 % au 31 décembre 2009) de la juste valeur des actions classées comme disponibles à la vente.

Une charge d'impôts de 218 \$ (266 \$ au 31 décembre 2009) a réduit le gain latent net avant impôts de 842 \$ (878 \$ au 31 décembre 2009) ci-dessus à 624 \$ (612 \$ au 31 décembre 2009)

Les titres désignés comme disponibles à la vente ne sont pas négociés activement, mais des ventes ont lieu lorsque les circonstances le justifient. Ces ventes se traduisent par le reclassement de tout gain (toute perte) cumulé(e) latent(e) du cumul des autres éléments du résultat étendu dans le bénéfice comme un gain (une perte) réalisé(e). Le tableau qui suit présente l'évolution des gains (pertes) latent(e)s sur titres disponibles à la vente au cours de la période. Pour établir les gains et les pertes sur la vente et le transfert d'actifs disponibles à la vente, le coût est établi à l'échelon du groupe de titres.

#### Vente de titres disponibles à la vente

	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
	Vente d'obligations			
Produit de la vente	8 038 \$	164 \$	8 467 \$	620 \$
Gains bruts	999	11	1 030	35
Pertès brutes	(175)	(3)	(201)	(13)
Vente d'actions				
Produit de la vente	954	573	1 511	763
Gains bruts	130	171	225	260
Pertès brutes	(73)	(88)	(128)	(196)
Vente de titres à court terme				
Produit de la vente	3 420	989	7 774	4 614
Gains bruts	-	-	-	-
Pertès brutes	-	-	-	-

## Pertes latentes sur les titres disponibles à la vente

La Société fait un suivi continu de son portefeuille de titres disponibles à la vente afin d'en déceler les dépréciations durables. L'analyse est exécutée à l'échelon du groupe de titres et comprend une évaluation d'une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un groupe de titres en deçà de son coût. Le tableau qui suit présente le classement par échéance des pertes latentes de la Société sur le total des obligations et actions classées comme disponibles à la vente, par type de placement et par durée de la position de perte latente continue du titre.

	Moins de 12 mois			12 mois ou plus			Total		
	Coût après amortissement	Juste valeur	Pertes latentes	Coût après amortissement	Juste valeur	Pertes latentes	Coût après amortissement	Juste valeur	Pertes latentes
<b>Au 30 septembre 2010</b>									
Obligations									
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	786 \$	768 \$	(18) \$	111 \$	99 \$	(12) \$	897 \$	867 \$	(30) \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	573	570	(3)	1	1	-	574	571	(3)
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	114	113	(1)	10	10	-	124	123	(1)
Sociétés	713	697	(16)	546	495	(51)	1 259	1 192	(67)
Titres adossés à des créances et à des créances hypothécaires	44	41	(3)	191	117	(74)	235	158	(77)
Total des obligations	2 230 \$	2 189 \$	(41) \$	859 \$	722 \$	(137) \$	3 089 \$	2 911 \$	(178) \$
Actions	1 245	1 111	(134)	-	-	-	1 245	1 111	(134)
<b>Total des obligations et des actions</b>	<b>3 475 \$</b>	<b>3 300 \$</b>	<b>(175) \$</b>	<b>859 \$</b>	<b>722 \$</b>	<b>(137) \$</b>	<b>4 334 \$</b>	<b>4 022 \$</b>	<b>(312) \$</b>

	Moins de 12 mois			12 mois ou plus			Total		
	Coût après amortissement	Juste valeur	Pertes latentes	Coût après amortissement	Juste valeur	Pertes latentes	Coût après amortissement	Juste valeur	Pertes latentes
<b>Au 31 décembre 2009</b>									
Obligations									
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	1 832 \$	1 788 \$	(44) \$	185 \$	165 \$	(20) \$	2 017 \$	1 953 \$	(64) \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	806	786	(20)	17	16	(1)	823	802	(21)
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	167	162	(5)	15	14	(1)	182	176	(6)
Sociétés	367	360	(7)	769	713	(56)	1 136	1 073	(63)
Titres adossés à des créances et à des créances hypothécaires	36	34	(2)	320	202	(118)	356	236	(120)
Total des obligations	3 208 \$	3 130 \$	(78) \$	1 306 \$	1 110 \$	(196) \$	4 514 \$	4 240 \$	(274) \$
Actions	1 074	954	(120)	-	-	-	1 074	954	(120)
<b>Total des obligations et des actions</b>	<b>4 282 \$</b>	<b>4 084 \$</b>	<b>(198) \$</b>	<b>1 306 \$</b>	<b>1 110 \$</b>	<b>(196) \$</b>	<b>5 588 \$</b>	<b>5 194 \$</b>	<b>(394) \$</b>

Au 30 septembre 2010, il y avait 408 obligations disponibles à la vente (854 au 31 décembre 2009) affichant une perte latente brute totalisant 178 \$ (274 \$ au 31 décembre 2009), la perte individuelle latente la plus importante se chiffrant à 12 \$ (27 \$ au 31 décembre 2009). Le recul des pertes latentes est en grande partie attribuable à la diminution des rendements du marché pour toutes les catégories d'obligations. La Société prévoit que ces obligations afficheront un rendement conforme à leurs modalités contractuelles et a actuellement la capacité et l'intention de conserver ces titres jusqu'à ce qu'ils reprennent leur valeur ou jusqu'à leur échéance.

Au 30 septembre 2010, il y avait 465 actions disponibles à la vente (575 au 31 décembre 2009) affichant une perte latente brute totalisant 134 \$ (120 \$ au 31 décembre 2009), la perte individuelle latente la plus importante se chiffrant à 32 \$ (9 \$ au 31 décembre 2009). La Société prévoit que la valeur de ces actions se redressera à court terme.

Au 30 septembre 2010, 73 % des titres affichant une perte latente (80 % au 31 décembre 2009) étaient négociés à un prix supérieur à 80 % de leur coût après amortissement. En fonction de l'évaluation actuelle de la Société pour ces titres selon sa politique en matière de perte de valeur et de son intention de conserver ces placements pendant une période suffisante pour permettre leur reprise de valeur, elle a déterminé que la perte de valeur de ces titres n'est que temporaire et que leur valeur comptable est appropriée. En ce qui a trait aux titres énumérés plus haut et affichant une perte latente pendant 12 mois ou plus, la durée de la perte de valeur s'échelonne entre 12 mois et 42 mois (entre 12 mois et 33 mois au 31 décembre 2009).

## Échéance contractuelle des obligations disponibles à la vente

Le coût après amortissement et la juste valeur estimative des obligations disponibles à la vente classées selon leur échéance contractuelle sont présentés dans le tableau qui suit.

<b>Au 30 septembre 2010</b>	Coût après amortissement	Juste valeur
<b>Échéance</b>		
Un an ou moins	1 149 \$	1 159 \$
Plus d'un an jusqu'à cinq ans	2 441	2 560
Plus de cinq ans jusqu'à 10 ans	3 133	3 385
Plus de 10 ans	9 541	10 028
Total partiel	16 264 \$	17 132 \$
Titres adossés à des créances et à des créances hypothécaires	628	580
<b>Total</b>	<b>16 892 \$</b>	<b>17 712 \$</b>

Les créances titrisées, comme les titres adossés à des créances, les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des créances hypothécaires avec flux groupés ne sont pas classés en fonction de leur échéance contractuelle puisque les échéances estimatives peuvent différer des échéances contractuelles en raison d'un appel de caution ou de dispositions de remboursement anticipé.

## Note 5 Instruments dérivés et instruments de couverture

Voir la rubrique « Programme de couverture des marchés financiers » à la note 8 des états financiers consolidés annuels de 2009 figurant à la page 117 du rapport annuel 2009 de la SFM pour obtenir une explication du programme de couverture des garanties liées aux rentes à capital variable.

### Relations de couverture

La Société utilise des dérivés à des fins de couverture économique. Dans certaines circonstances, ces couvertures respectent aussi les exigences en matière de comptabilité de couverture. Les relations de couverture admissibles à la comptabilité de couverture sont désignées soit à titre de couvertures de juste valeur, de couvertures de flux de trésorerie ou de couvertures d'investissements nets. Ces différents types de couvertures ainsi que les gains (pertes) sur placements respectifs sont décrits dans les tableaux ci-après.

### Couvertures de juste valeur

Instruments dérivés dans des relations de couverture de la juste valeur	Éléments couverts dans des relations de couverture de la juste valeur	Gains (pertes) comptabilisé(e)s sur instruments dérivés	Gains (pertes) comptabilisé(e)s pour les éléments couverts	Inefficacité comptabilisée dans les revenus de placements
<b>Trimestre terminé le 30 septembre 2010</b>				
Swaps de taux d'intérêt	Actifs à taux fixe	(209) \$	219 \$	10 \$
	Passifs à taux fixe	8	(8)	-
Swaps de devises	Actifs à taux fixe	(28)	31	3
	Passifs à taux variable	(1)	1	-
<b>Total</b>		<b>(230) \$</b>	<b>243 \$</b>	<b>13 \$</b>
<b>Trimestre terminé le 30 septembre 2009</b>				
Swaps de taux d'intérêt	Actifs à taux fixe	(115) \$	117 \$	2 \$
	Passifs à taux fixe	(1)	1	-
Swaps de devises	Actifs à taux fixe	(13)	13	-
	Passifs à taux variable	-	-	-
<b>Total</b>		<b>(129) \$</b>	<b>131 \$</b>	<b>2 \$</b>

Instruments dérivés dans des relations de couverture de la juste valeur	Éléments couverts dans des relations de couverture de la juste valeur	Gains (pertes) comptabilisé(e)s sur instruments dérivés	Gains (pertes) comptabilisé(e)s pour les éléments couverts	Inefficacité comptabilisée dans les revenus de placements
<b>Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010</b>				
Swaps de taux d'intérêt	Actifs à taux fixe	(360) \$	353 \$	(7) \$
	Passifs à taux fixe	16	(16)	-
Swaps de devises	Actifs à taux fixe	(54)	79	25
	Passifs à taux variable	(1)	(8)	(9)
<b>Total</b>		<b>(399) \$</b>	<b>408 \$</b>	<b>9 \$</b>
<b>Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009</b>				
Swaps de taux d'intérêt	Actifs à taux fixe	263 \$	(286) \$	(23) \$
	Passifs à taux fixe	(10)	10	-
Swaps de devises	Actifs à taux fixe	75	(73)	2
	Passifs à taux variable	(13)	13	-
<b>Total</b>		<b>315 \$</b>	<b>(336) \$</b>	<b>(21) \$</b>

### Couvertures de flux de trésorerie

Instruments dérivés dans des relations de couverture de flux de trésorerie	Éléments couverts dans des relations de couverture de flux de trésorerie	Gains (pertes) sur dérivés reporté(e)s dans le cumul des autres éléments du résultat étendu	Gains (pertes) reclassé(e)s du cumul des autres éléments du résultat étendu aux revenus de placements	Inefficacité comptabilisée dans les revenus de placements
<b>Trimestre terminé le 30 septembre 2010</b>				
Swaps de taux d'intérêt	Passifs prévus	(5) \$	(3) \$	- \$
Swaps de devises	Actifs à taux fixe	(2)	-	-
	Passifs à taux variable	(12)	-	-
Contrats de change à terme	Charges prévues	(1)	-	-
Swaps sur rendement total	Rémunération à base d'actions	(7)	-	-
<b>Total</b>		<b>(27) \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Trimestre terminé le 30 septembre 2009</b>				
Swaps de taux d'intérêt	Passifs prévus	(51) \$	(4) \$	- \$
Swaps de devises	Actifs à taux fixe	(7)	-	-
	Passifs à taux variable	33	-	-
Contrats de change à terme	Charges prévues	19	-	-
Swaps sur rendement total	Rémunération à base d'actions	5	-	-
<b>Total</b>		<b>(1) \$</b>	<b>(4) \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010</b>				
Swaps de taux d'intérêt	Passifs prévus	(68) \$	(10) \$	- \$
Swaps de devises	Actifs à taux fixe	3	-	-
	Passifs à taux variable	(116)	-	-
Contrats de change à terme	Charges prévues	(14)	-	-
Swaps sur rendement total	Rémunération à base d'actions	(27)	-	-
<b>Total</b>		<b>(222) \$</b>	<b>(10) \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009</b>				
Swaps de taux d'intérêt	Passifs prévus	42 \$	(8) \$	2 \$
Swaps de devises	Actifs à taux fixe	(3)	-	-
	Passifs à taux variable	271	-	-
Contrats de change à terme	Charges prévues	46	-	-
Swaps sur rendement total	Rémunération à base d'actions	25	-	-
<b>Total</b>		<b>381 \$</b>	<b>(8) \$</b>	<b>2 \$</b>

La Société prévoit que des pertes nettes d'environ 32 \$ seront reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats nets dans les 12 prochains mois. La période maximale pendant laquelle les flux de trésorerie variables sont couverts est de 27 ans.

## Couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes

Instruments dérivés dans des relations de couverture d'investissements nets	Gains (pertes) sur dérivés reporté(e)s dans le cumul des autres éléments du résultat étendu	Gains (pertes) reclassé(e)s du cumul des autres éléments du résultat étendu dans les revenus de placements	Inefficacité comptabilisée dans les revenus de placements
<b>Trimestre terminé le 30 septembre 2010</b>			
Swaps de devises	(11) \$		
Contrats de change à terme	136		
<b>Total</b>	<b>125 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Trimestre terminé le 30 septembre 2009</b>			
Swaps de devises	3 \$		
Contrats de change à terme	461		
<b>Total</b>	<b>464 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010</b>			
Swaps de devises	(34) \$		
Contrats de change à terme	119		
<b>Total</b>	<b>85 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009</b>			
Swaps de devises	25 \$		
Contrats de change à terme	742		
<b>Total</b>	<b>767 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>

### Dérivés non désignés comme instruments de couverture

Les dérivés utilisés dans les portefeuilles servant de soutien aux provisions mathématiques ne sont habituellement pas désignés à titre d'instruments de couverture puisque les variations de la valeur des éléments couverts de ces portefeuilles sont comptabilisées dans le bénéfice net. Les swaps de taux d'intérêt et de devises sont utilisés dans les portefeuilles servant de soutien aux provisions mathématiques afin de gérer les risques relatifs à la durée et aux taux de change.

L'incidence des instruments dérivés dans des relations autres que de couverture sur les états des résultats consolidés est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Relations autres que de couverture</b>				
Revenus (pertes) de placements				
Swaps de taux d'intérêt	1 300 \$	540 \$	3 239 \$	(1 756) \$
Contrats à terme standardisés sur actions	(625)	(202)	(385)	(296)
Contrats à terme standardisés sur devises	(29)	5	4	(20)
Contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt	(76)	(11)	(165)	(3)
Options sur taux d'intérêt	-	(1)	(1)	1
Swaps sur rendement total	4	31	(2)	(31)
Swaps de devises	70	25	22	127
Contrats de change à terme	6	17	23	31
<b>Total des revenus (pertes) de placements sur dérivés dans des relations autres que de couverture</b>	<b>650 \$</b>	<b>404 \$</b>	<b>2 735 \$</b>	<b>(1 947) \$</b>

## Juste valeur des dérivés

Un sommaire de la juste valeur des instruments dérivés par durée jusqu'à l'échéance est présenté dans les tableaux qui suivent. Les justes valeurs présentées ne comprennent pas l'incidence des accords généraux de compensation (voir la note 7 d)) :

Durée jusqu'à l'échéance	Moins de	De 1 an à	Plus de	
Au 30 septembre 2010	un an	5 ans	5 ans	Total
Actifs dérivés	187 \$	423 \$	6 207 \$	6 817 \$
Passifs dérivés	174	911	3 207	4 292

  

Au 31 décembre 2009				
Actifs dérivés	271 \$	362 \$	2 047 \$	2 680 \$
Passifs dérivés	214	818	1 624	2 656

Voir aussi la note 8 au sujet de l'évaluation des dérivés à la juste valeur.

Le tableau qui suit présente un sommaire du montant nominal brut et de la juste valeur des contrats dérivés en fonction de l'exposition au risque sous-jacente pour tous les dérivés dans des relations de couverture et autres que de couverture.

Aux		30 septembre 2010			31 décembre 2009		
Type de couverture	Type d'instrument	Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur	
			Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
<b>Relations de couverture admissibles</b>							
Couvertures de la juste valeur	Swaps de taux d'intérêt	2 081 \$	23 \$	354 \$	1 951 \$	14 \$	73 \$
	Swaps de devises	1 056	55	140	1 064	47	79
Couvertures de flux de trésorerie	Swaps de taux d'intérêt	513	-	32	1 108	39	-
	Swaps de devises	696	-	98	717	20	4
	Contrats à terme	174	31	-	278	45	-
	Contrats sur actions	114	-	16	91	10	-
Couvertures d'investissements nets	Swaps de devises	322	-	77	322	-	43
	Contrats à terme	6 520	33	14	5 377	110	13
Total des dérivés dans des relations de couverture		11 476 \$	142 \$	731 \$	10 908 \$	285 \$	212 \$
<b>Relations autres que de couverture</b>							
	Swaps de taux d'intérêt	82 434 \$	6 235 \$	2 907 \$	61 391 \$	2 020 \$	1 659 \$
	Options sur taux d'intérêt	186	-	-	300	1	-
	Swaps de devises	7 522	431	650	8 375	371	781
	Contrats à terme	6 263	3	1	2 167	-	2
	Contrats sur actions	6 110	6	3	2 262	3	-
	Dérivés incorporés	-	-	-	-	-	2
Total des dérivés dans des relations autres que de couverture		102 515 \$	6 675 \$	3 561 \$	74 495 \$	2 395 \$	2 444 \$
<b>Total des dérivés</b>		<b>113 991 \$</b>	<b>6 817 \$</b>	<b>4 292 \$</b>	<b>85 403 \$</b>	<b>2 680 \$</b>	<b>2 656 \$</b>

## Note 6 Provisions mathématiques

La Société procède à une révision régulière des hypothèses utilisées pour déterminer les provisions mathématiques afin de s'assurer qu'elles reflètent de façon appropriée les nouveaux résultats techniques et les modifications au profil de risque. Les changements apportés aux méthodes et hypothèses utilisées pour établir les provisions mathématiques entraîneront une modification de la valeur prévue des flux de trésorerie des contrats et, par conséquent, des provisions mathématiques. Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010, l'incidence nette des modifications des hypothèses et des améliorations des modèles s'est traduite par une augmentation des provisions mathématiques de 2 832 \$ (1 064 \$ en 2009). Déduction faite de l'incidence sur le surplus des contrats avec participation et les participations ne donnant pas le contrôle, le bénéfice attribuable aux actionnaires avant impôts a diminué de 2 901 \$ (1 085 \$ en 2009). Ces montants avant impôts sont inscrits dans le secteur Services généraux et autres.

L'incidence sur les provisions mathématiques d'un montant de 2 832 \$ attribuable aux modifications des hypothèses et à l'amélioration des modèles au troisième trimestre de 2010 comprenait des augmentations relatives à la mortalité et à la morbidité, aux hypothèses sur le comportement des titulaires de contrats, aux rendement des placements et à

l'amélioration de la méthode de modélisation des flux de trésorerie du passif, ainsi que des diminutions relatives aux charges. Les provisions mathématiques ont augmenté de 903 \$ par suite de modifications apportées aux hypothèses de mortalité et de morbidité en raison d'une hausse de la morbidité dans le secteur de l'assurance soins de longue durée, qui ont été partiellement contrebalancées par une révision des hypothèses de mortalité dans le secteur de l'assurance individuelle au Canada. Les provisions mathématiques ont augmenté de 648 \$ en raison de la révision des hypothèses relatives au comportement des titulaires de contrats à l'égard des garanties rentes variables et des fonds distincts ainsi que de l'assurance temporaire renouvelable offerte par le secteur Assurance individuelle au Canada. Les provisions mathématiques ont augmenté de 1 407 \$ en raison de la révision des hypothèses relatives à la volatilité et au rendement moyen dans le secteur des rentes variables ainsi que d'une réduction des taux de réinvestissement ultimes et d'une révision des hypothèses relatives aux écarts relativement aux obligations de sociétés. Les provisions mathématiques ont été réduites de 116 \$ en raison de la révision des frais de maintien des contrats et des placements. Des améliorations ont été apportées aux modèles de certains secteurs afin de mieux prévoir les flux de trésorerie futurs liés aux contrats en vigueur, ce qui a entraîné une diminution nette des provisions mathématiques de 10 \$. Les améliorations des modèles touchent les flux de trésorerie du passif compensés par le calcul des provisions pour impôts futurs découlant d'écarts temporaires au titre de l'actif aux États-Unis.

L'incidence sur les provisions mathématiques des modifications des hypothèses et des améliorations des modèles au deuxième trimestre de 2010, de 18 \$, est principalement attribuable à l'amélioration des modèles à hauteur de 20 \$.

L'incidence sur les provisions mathématiques des modifications des hypothèses et des améliorations des modèles au premier trimestre de 2010, de 2 \$, est attribuable à des éléments se faisant en bonne partie contrepoids, qui sont liés à l'amélioration des systèmes d'évaluation et des méthodes et hypothèses d'évaluation des flux de trésorerie futurs du passif.

Les modifications des hypothèses et l'amélioration des modèles au troisième trimestre de 2009 ont occasionné une hausse de 1 064 \$ des provisions mathématiques. Cette hausse comprend les augmentations pour les hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité et au comportement des titulaires de contrats et les diminutions relatives aux frais et aux éléments liés aux placements. Les provisions mathématiques ont augmenté de 392 \$ en raison des modifications apportées aux hypothèses de morbidité et de mortalité, principalement en raison de la croissance des activités en assurance soins de longue durée, partiellement contrebalancée par des améliorations dans d'autres secteurs. Les provisions mathématiques ont augmenté de 1 245 \$ en raison de la révision des hypothèses relatives au comportement des titulaires de contrats dans la plupart des secteurs, y compris un montant de 624 \$ dans le secteur des rentes variables et des produits à fonds distincts assortis de garanties. La révision des méthodes et l'amélioration des modèles ont réduit les provisions mathématiques de 140 \$, compte tenu des augmentations et des diminutions compensatoires des provisions. La diminution de 314 \$ des provisions mathématiques en raison du rendement des placements est attribuable à des reprises découlant d'une amélioration des modèles de stratégie de placement, principalement dans le secteur de l'assurance soins de longue durée, contrebalancée par une augmentation liée aux hypothèses révisées portant sur le rendement futur des placements à revenu fixe et variable et sur le rendement des actions pris en compte dans les modèles stochastiques. Les provisions mathématiques ont diminué de 119 \$ en raison de la mise à jour des facteurs entraînant des frais, principalement sous forme de frais de gestion des placements.

Au deuxième trimestre de 2009, l'augmentation de 47 \$ des provisions mathématiques en raison des modifications des hypothèses et des améliorations des modèles comprenaient une augmentation des provisions mathématiques de 182 \$ attribuable à une révision des hypothèses portant sur le comportement des titulaires de contrats liées aux retraits effectués au Japon dans le secteur des fonds distincts. Cette augmentation a été contrebalancée en grande partie par une reprise nette découlant de l'amélioration apportée aux modèles de flux de trésorerie du passif dans de nombreux secteurs, principalement en ce qui concerne le traitement fiscal des évaluations des activités de fonds distincts aux États-Unis.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2009, l'incidence nette des modifications des hypothèses et des améliorations des modèles s'est traduite par une augmentation des provisions mathématiques de 269 \$. Déduction faite de l'incidence sur le surplus des contrats avec participation et les participations ne donnant pas le contrôle, les changements se sont traduits par une baisse du bénéfice attribuable aux actionnaires avant impôts de 271 \$. Les modifications des hypothèses et les améliorations des modèles au premier trimestre de 2009 comprenaient une augmentation nette des provisions mathématiques liée à la modification de la méthode de modélisation pour les fonds distincts et une hausse nette liée à l'amélioration des modèles de flux de trésorerie du passif dans plusieurs secteurs, mais principalement dans celui de l'assurance soins de longue durée aux États-Unis. Ces modifications ont été partiellement contrebalancées par une reprise nette découlant de l'amélioration apportée aux modèles de rendement futur des placements dans certains secteurs.

## Note 7 Gestion du risque

Les politiques et méthodes de gestion des risques de la Société sont décrites à la note 8 des états financiers consolidés annuels de 2009, aux pages 113 à 123 du rapport annuel 2009 de la Société. Certains des risques sont décrits ci-après.

### a) Risque de prix et risque de taux d'intérêt

#### Mise en garde relative à l'exposition au risque

Les mesures d'exposition au risque présentées plus loin comprennent principalement la sensibilité de la valeur économique pour les actionnaires et du bénéfice net attribué aux actionnaires. Ces expositions au risque comprennent la sensibilité aux variations particulières des prix et des taux d'intérêt prévus à l'aide de modèles internes à une date en particulier, et sont évaluées en fonction d'un niveau de départ reflétant les actifs et les passifs de la Société à cette date et les facteurs actuariels, le rendement sur les placements et les activités de placement que la Société entreprendra à l'avenir. Les expositions au risque mesurent l'incidence de la variation d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. Pour ces raisons, ces sensibilités ne devraient être considérées que comme des estimations de la direction sur les sensibilités sous-jacentes pour les facteurs respectifs fondés sur les hypothèses décrites ci-dessous. Les résultats réels peuvent différer de manière importante de ces estimations, et ce, pour plusieurs raisons, y compris l'interaction entre ces facteurs lorsque plus d'un facteur varie, des variations des rendements actuariels et des placements et des hypothèses à l'égard des activités de placement futures, des écarts entre les faits réels et les hypothèses, des changements dans la combinaison des produits, les taux d'imposition effectifs et d'autres facteurs de marché, ainsi que les limites générales des modèles internes de la Société. Étant donné la nature de ces calculs, la Société ne peut garantir que leur incidence réelle sur la valeur économique pour les actionnaires ou sur le bénéfice net qui leur est attribué sera telle qu'elle a été indiquée.

#### Fonds général – Mesures d'exposition au risque

##### i) Incidence des fluctuations de taux d'intérêt sur la valeur économique pour les actionnaires

L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires des variations des taux d'intérêt des actifs et des passifs du fonds général correspond à la variation de la valeur nette actualisée des flux de trésorerie futurs après impôts liés aux actifs, notamment aux titres à revenu fixe désignés comme disponibles à la vente, aux instruments dérivés, aux primes, aux prestations et aux charges, ces actifs étant actualisés selon les rendements du marché pour les obligations affichant une notation de qualité en particulier et rajustés aux fins des impôts.

Le tableau ci-après illustre l'incidence potentielle sur la valeur économique pour les actionnaires d'une variation immédiate à la hausse ou à la baisse de 1 % des taux des obligations d'État et de sociétés et des taux de swaps, pour toutes les échéances et sur tous les marchés, sans variation des écarts de taux des obligations d'État et de sociétés et des taux de swaps, compte tenu d'un taux d'intérêt plancher de zéro.

#### Variation de 1 % des taux d'intérêt<sup>1</sup>

Aux en millions de dollars canadiens)	30 septembre 2010		30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Baisse	Hausse	Baisse	Hausse	Baisse	Hausse
Assurance	(1 960) \$	1 140 \$	(2 400) \$	1 550 \$	(2 070) \$	1 300 \$
Gestion de patrimoine à l'exclusion des rentes à capital variable	(200) \$	80 \$	(200) \$	120 \$	(210) \$	110 \$
Activités de garanties de rentes à capital variable <sup>2</sup>	(620) \$	240 \$	(580) \$	280 \$	(130) \$	90 \$
Compte de capitaux propres	1 060 \$	(820) \$	730 \$	(580) \$	540 \$	(400) \$
<b>Total</b>	<b>(1 720) \$</b>	<b>640 \$</b>	<b>(2 450) \$</b>	<b>1 370 \$</b>	<b>(1 870) \$</b>	<b>1 100 \$</b>

<sup>1</sup> Voir la rubrique « Mise en garde relative à l'exposition au risque » plus haut.

<sup>2</sup> L'accroissement des sensibilités du 31 décembre 2009 au 30 septembre 2010 est en partie attribuable à l'augmentation des provisions mathématiques pour les garanties des rentes à capital variable. En outre, les sensibilités au 30 septembre 2010 comprennent également la valeur des rentes variables couvertes, lesquelles n'étaient pas prises en compte dans le calcul des sensibilités au 31 décembre 2009. Les sensibilités au 30 septembre 2010 comprennent des montants de (440 \$) et de 100 \$ relatifs à la tranche des rentes variables couvertes, respectivement pour la diminution de 1 % et l'augmentation de 1 % des taux d'intérêt.

##### ii) Incidence des fluctuations de taux d'intérêt sur le bénéfice net attribué aux actionnaires

L'incidence éventuelle sur le bénéfice net annuel attribué aux actionnaires découlant de la variation des provisions mathématiques du fonds général en raison d'une augmentation de 1 % des taux des obligations d'État et de sociétés et les taux de swaps, pour toutes les échéances et sur tous les marchés, sans variation des écarts des taux des obligations d'État et de sociétés et les taux de swaps, est un gain estimatif d'environ 1 800 \$ au 30 septembre 2010 (environ 1 600 \$ au 31 décembre 2009). Dans le cas d'une diminution de 1 % des taux des obligations d'État et de sociétés et les taux de swaps, pour toutes les échéances, sans variation des écarts des taux des obligations d'État et de sociétés et les taux de swaps, et en supposant un taux d'intérêt plancher de zéro, dans tous les marchés, cette incidence correspondrait à une diminution d'environ 2 200 \$ au 30 septembre 2010 (environ 2 200 \$ au 31 décembre

2009). Cette sensibilité à une diminution de 1 % des taux d'intérêt inclut un montant d'environ 400 \$ lié au bloc couvert des contrats de rente à capital variable (environ 100 \$ au 31 décembre 2009).

La sensibilité du bénéfice net évalue l'incidence d'une variation des taux d'intérêt en vigueur mais, conformément à la méthode de calcul des provisions mathématiques, ne tient pas compte d'une variation des taux d'intérêt présumés pour les nouveaux placements effectués et les actifs cédés dans 20 ans ou plus. À l'égard des nouveaux placements effectués ou actifs vendus au cours des 20 premières années, aux fins du calcul des provisions mathématiques, il est supposé que les taux d'intérêt futurs baissent initialement de 10 % par rapport à niveau actuel puis évoluent uniformément vers les taux prévus après 20 ans, qui sont également appelés taux de réinvestissement ultimes. Les taux actuels des bons du Trésor sont inférieurs aux taux de réinvestissement ultimes pris en compte dans les évaluations. La sensibilité du bénéfice net suppose aussi qu'il n'y aura aucun gain ni perte réalisé(e) sur les placements à rendement fixe désignés comme disponibles à la vente.

### iii) Incidence des variations des valeurs du marché sur le bénéfice net attribué aux actionnaires découlant des placements du fonds général

L'incidence possible sur le bénéfice net attribué aux actionnaires du risque découlant des actions négociées sur le marché et d'autres actifs à rendement variable à l'appui des provisions mathématiques d'une variation immédiate de 10 % de la valeur de marché des actions négociées sur le marché et des autres actifs à rendement variable est présentée dans le tableau qui suit. Cette incidence est fondée sur une incidence ponctuelle et ne comprend pas les éléments suivants : a) toute incidence possible sur la pondération des actifs à rendement variable; b) toute perte sur placements à rendement variable détenus dans le secteur Services généraux et autres; et c) toute perte sur placements à rendement variable détenus par la Banque Manuvie. Si la pondération des actifs à rendement variable, à l'égard des actifs à l'appui des provisions mathématiques, diminue, la Société pourrait être tenue d'augmenter ses provisions mathématiques, ce qui entraînerait une réduction du bénéfice net.

#### Fluctuation des valeurs de marché<sup>1</sup>

Aux	30 septembre 2010		31 décembre 2009	
	Actions négociées sur le marché	Autres actifs productifs de revenu variable <sup>2</sup>	Actions négociées sur le marché	Autres actifs productifs de revenu variable <sup>2</sup>
Diminution de 10 % de la valeur de marché	(117) \$	(855) \$	(84) \$	(647) \$
Augmentation de 10 % de la valeur de marché	118 \$	969 \$	81 \$	639 \$

<sup>1</sup>) Voir la rubrique « Mise en garde relative à l'exposition au risque » plus haut.

<sup>2</sup>) Les autres actifs à rendement variable comprennent les immeubles, les terrains forestiers exploitables, les terres agricoles, les exploitations gazières et pétrolières et les placements privés.

### Produits hors bilan et mesures d'exposition au risque de marché des actions du fonds général

#### i) Garanties au titre des rentes à capital variable liées aux placements

La valeur des garanties liées aux placements offertes au titre des rentes à capital variable était couverte ou réassurée dans une proportion de 54 % au 30 septembre 2010, contre 35 % au 31 décembre 2009.

Le tableau suivant présente des données sur les garanties au titre des rentes à capital variable liées aux placements offertes par la Société :

Aux	30 septembre 2010			31 décembre 2009		
	Valeur des garanties	Valeur des fonds	Montant à risque <sup>4</sup>	Valeur des garanties	Valeur des fonds	Montant à risque <sup>4</sup>
Garanties de prestations de rente minimales <sup>1</sup>	8 650 \$	6 357 \$	2 301 \$	9 357 \$	6 834 \$	2 535 \$
Garanties de retraits minimaux	62 354	55 668	7 691	58 077	51 669	7 962
Garanties d'accumulations minimales	24 593	25 086	2 319	24 749	25 190	2 213
Prestations du vivant brutes <sup>2</sup>	95 597 \$	87 111 \$	12 311 \$	92 183 \$	83 693 \$	12 710 \$
Prestations de décès brutes <sup>3</sup>	17 240	12 807	3 705	18 455	13 282	4 414
Total des prestations brutes	112 837 \$	99 918 \$	16 016 \$	110 638 \$	96 975 \$	17 124 \$
Prestations du vivant réassurées	7 501 \$	5 507 \$	2 000 \$	8 012 \$	5 818 \$	2 200 \$
Prestation de décès réassurées	5 283	4 149	1 342	5 985	4 639	1 577
Total des prestations réassurées	12 784 \$	9 656 \$	3 342 \$	13 997 \$	10 457 \$	3 777 \$
Total, déduction faite des prestations réassurées	100 053 \$	90 262 \$	12 674 \$	96 641 \$	86 518 \$	13 347 \$
Prestations du vivant couvertes	43 373 \$	42 504 \$	3 264 \$	24 399 \$	24 137 \$	1 782 \$
Prestations de décès couvertes	4 865	2 971	712	481	317	10
Total des prestations couvertes	48 238 \$	45 475 \$	3 976 \$	24 880 \$	24 454 \$	1 792 \$
Prestations du vivant conservées	44 723 \$	39 100 \$	7 047 \$	59 772 \$	53 738 \$	8 728 \$
Prestations de décès conservées	7 092	5 687	1 651	11 989	8 326	2 827
<b>Total, déduction faite des prestations réassurées et couvertes</b>	<b>51 815 \$</b>	<b>44 787 \$</b>	<b>8 698 \$</b>	<b>71 761 \$</b>	<b>62 064 \$</b>	<b>11 555 \$</b>

<sup>1</sup>) Les contrats comportant des prestations garanties de soins de longue durée sont inclus dans cette catégorie.

<sup>2</sup>) Lorsqu'un contrat comprend aussi des prestations du vivant et de décès, la garantie en sus des prestations du vivant est incluse dans la catégorie des prestations de décès comme il est mentionné dans la note 3).

<sup>3</sup>) Les prestations de décès englobent les garanties uniques et les garanties en sus des garanties de prestations du vivant lorsque le contrat offre des prestations de décès et des prestations du vivant.

<sup>4</sup>) Le montant à risque (les garanties dans le cours) représente l'excédent de la valeur des garanties sur les valeurs des fonds pour tous les contrats dont la valeur des garanties est supérieure à la valeur des fonds. Ce montant n'est pas exigible à court terme. En ce qui a trait aux garanties minimales portant sur les prestations de décès, le montant net à risque représente l'excédent de la garantie minimale portant sur les prestations de décès sur le solde actuel du compte. En ce qui a trait aux garanties minimales portant sur les prestations de rente, le montant net à risque représente l'excédent des revenus de base actuels des conversions en rentes sur la valeur actuelle du compte. À l'égard de toutes les garanties, le montant net à risque est limité à un niveau plancher de zéro pour chaque contrat.

Les garanties au titre des rentes à capital variable sont conditionnelles et exigibles uniquement au décès du titulaire de contrat, à l'échéance, au retrait ou à la conversion en rente, si les valeurs des fonds demeurent inférieures aux valeurs garanties. Si les marchés ne se redressent pas, les passifs liés aux contrats en vigueur seraient exigibles principalement pendant la période de 2015 à 2038. La provision mathématique établie à cet égard s'élevait à 5 392 \$ au 30 septembre 2010 (1 671 \$ au 31 décembre 2009). Les provisions mathématiques comprennent les activités couvertes et les activités non couvertes. Dans le cas des activités non couvertes, les provisions mathématiques s'établissaient à 2 787 \$ au 30 septembre 2010 (1 738 \$ au 31 décembre 2009). Les provisions mathématiques des activités couvertes s'établissaient à 2 605 \$ à la même date ((67) \$ au 31 décembre 2009). L'augmentation des provisions mathématiques liées aux activités couvertes est principalement attribuable aux variations de la valeur du portefeuille de couvertures spécialisées et à l'incidence négative des changements de base.

## ii) Incidence sur la valeur économique pour les actionnaires des variations des valeurs du marché des actions cotées provenant des produits à capital variable et des autres actifs gérés

L'incidence sur la valeur économique pour les actionnaires de la variation de la valeur de marché des titres des fonds distincts de produits à capital variable, des fonds communs de placement ainsi que des activités de gestion d'actifs institutionnels correspond à la variation de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus après impôts liés à la gestion de ces actifs ou aux garanties fournies, y compris les revenus d'honoraires, les charges et les prestations, actualisés aux taux du marché. La valeur actualisée des flux de trésorerie futurs après impôts prévus relatifs aux garanties liées aux produits à capital variable correspond à la moyenne, dans tous les cas de rendement des placements, de la valeur actualisée nette des prestations garanties futures projetées, des règlements au titre de la réassurance et des honoraires affectés au soutien des garanties, de même que du portefeuille d'actifs, y compris les dérivés, affectés à la couverture des garanties.

Le portefeuille d'actifs destiné à couvrir les garanties est composé de trésorerie et d'instruments dérivés. La Société vend à découvert des contrats à terme normalisés sur indice boursier et sur obligations gouvernementales négociés en Bourse et prolonge des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir la sensibilité économique de ses flux de trésorerie calculés d'après sa meilleure estimation contre le risque de fluctuations du rendement des fonds et des taux d'intérêt. La sensibilité de la provision pour écarts défavorables n'est pas couverte, ni la sensibilité à toute variation des flux de trésorerie calculés d'après la meilleure estimation dont le programme de couverture ne tient pas compte en temps réel. Elle effectue le rééquilibrage dynamique de ces instruments de couverture en fonction de l'évolution des conditions des marchés afin que la position couverte demeure conforme aux paramètres établis à l'interne. Le profit réalisé (la perte subie) sur les instruments de couverture pourrait ne pas annuler entièrement les gains (les pertes) résultant des provisions mathématiques pour garanties couvertes, car :

- a) le rendement des fonds sous-jacents couverts peut différer du rendement des instruments dérivés du portefeuille couvert;
- b) le rendement d'une petite partie des fonds sous-jacents ne faisait l'objet d'aucune couverture vu l'absence d'instruments de couverture négociés en Bourse efficaces;
- c) une tranche du risque de taux d'intérêt n'est pas couverte;
- d) les provisions mathématiques incorporent des provisions pour écarts défavorables qui ne sont pas couvertes;
- e) les variations des flux de trésorerie selon la meilleure estimation peuvent ne pas être prises en compte dans le programme de couverture en temps réel;
- f) les autres risques ne sont pas tous couverts (voir la section Gestion du risque du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2009 de la Société).

Le tableau qui suit présente l'incidence possible, sur la valeur économique pour les actionnaires, d'une variation immédiate de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur de marché des titres des produits à capital variable et des autres actifs gérés.

Aux	30 septembre 2010			31 décembre 2009		
	10 %	20 %	30 %	10 %	20 %	30 %
<b>Baisse de la valeur marchande des fonds d'actions<sup>1, 2</sup></b>						
Honoraires liés aux marchés	\$ (500)	\$ (1 010)	\$ (1 550)	\$ (470)	\$ (960)	\$ (1 480)
Garanties liées aux produits à capital variable	(490)	(1 210)	(2 170)	(450)	(1 080)	(1 930)
<b>Total</b>	<b>\$ (990)</b>	<b>\$ (2 220)</b>	<b>\$ (3 720)</b>	<b>\$ (920)</b>	<b>\$ (2 040)</b>	<b>\$ (3 410)</b>
<b>Augmentation de la valeur marchande des fonds d'actions<sup>1, 3</sup></b>						
Honoraires liés aux marchés	\$ 520	\$ 1 060	\$ 1 620	\$ 490	\$ 1 000	\$ 1 520
Garanties liées aux produits à capital variable	270	440	560	290	490	600
<b>Total</b>	<b>\$ 790</b>	<b>\$ 1 500</b>	<b>\$ 2 180</b>	<b>\$ 780</b>	<b>\$ 1 490</b>	<b>\$ 2 120</b>

<sup>1)</sup> Voir la rubrique « Mise en garde relative à l'exposition au risque » plus haut.

<sup>2)</sup> Dans le cas d'un recul de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur de marché des titres détenus dans les fonds distincts de rentes à capital variable, il est supposé que le bénéfice tiré du portefeuille de couverture contrebalancera respectivement 80 %, 75 % et 70 % de la perte découlant de la variation des provisions mathématiques des garanties couvertes. Les résultats techniques réels pourraient différer de ces hypothèses.

<sup>3)</sup> Dans le cas d'une hausse de 10 %, de 20 % et de 30 % de la valeur de marché des titres détenus dans les fonds distincts des rentes à capital variable, il est supposé que la perte subie par le portefeuille de couverture sera plus élevée de respectivement 20 %, 25 % et 30 % que le gain découlant de la variation des provisions mathématiques des garanties couvertes. Les résultats réels pourraient différer de ces hypothèses.

### iii) Incidence des variations des valeurs du marché des actions cotées sur la valeur économique pour les actionnaires provenant des produits de rente à capital variable et des placements du fonds général

Le tableau qui suit présente la sensibilité des produits à capital fixe à une variation de la valeur de marché des actions cotées sur les provisions mathématiques et sur le compte de capitaux propres, autre que la sensibilité présentée au tableau ii) ci-dessus (« Incidence sur la valeur économique pour les actionnaires des variations des valeurs du marché des actions cotées provenant des produits à capital variable et des autres actifs gérés »).

### Variation de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

Aux	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Baisse de 10 %	(1 200) \$	(1 200) \$
Baisse de 20 %	(2 700)	(2 600)
Baisse de 30 %	(4 400)	(4 200)
Hausse de 10 %	1 000	1 000

<sup>1)</sup> Voir la section « Mise en garde à l'égard de l'exposition au risque » plus haut.

#### iv) Incidence des variations des valeurs du marché des actions cotées sur le bénéfice net attribué aux actionnaires provenant des produits à capital variable

Le tableau qui suit présente l'incidence possible, sur le bénéfice net annuel attribué aux actionnaires, des produits à capital variable, y compris l'incidence, sur les revenus d'honoraires des fonds distincts, d'une baisse immédiate de 10 %, de 20 % et de 30 % et d'une hausse de 10 % de la valeur de marché des titres des fonds distincts, suivie d'un retour aux hypothèses en matière de croissance normale du marché. Les hypothèses relatives au rendement du programme de couverture des rentes à capital variable sont les mêmes que celles qui apparaissent à la section ii) ci-dessus (« Incidences sur la valeur économique pour les actionnaires des variations des valeurs du marché des actions cotées provenant des produits à capital variable et des autres actifs gérés »).

### Variation de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

Aux	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Baisse de 10 %	(1 200) \$	(1 100) \$
Baisse de 20 %	(2 600)	(2 600)
Baisse de 30 %	(4 300)	(4 400)
Hausse de 10 %	900	900

<sup>1)</sup> Voir la rubrique « Mise en garde relative à l'exposition aux risques » plus haut.

#### v) Incidence des variations des valeurs du marché des actions cotées sur le bénéfice net attribué aux actionnaires provenant des produits à capital variable et des placements du fonds général

Le tableau qui suit ajoute l'élément de sensibilité à une variation de la valeur de marché d'actions cotées sur les provisions mathématiques des produits autres qu'à capital variable, aux éléments de sensibilité du tableau iv) plus haut (« Incidence des variations des valeurs du marché des actions cotées sur le bénéfice net attribué aux actionnaires provenant des produits à capital variable »).

### Variation de la valeur de marché des fonds d'actions<sup>1</sup>

Aux	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Baisse de 10 %	(1 300) \$	(1 200) \$
Baisse de 20 %	(2 800)	(2 800)
Baisse de 30 %	(4 600)	(4 600)
Hausse de 10 %	1 000	1 000

<sup>1)</sup> Voir la rubrique « Mise en garde relative à l'exposition aux risques » plus haut.

#### b) Risque de crédit

##### Actifs financiers échus ou dépréciés

La Société gère le risque de crédit en constituant des provisions pour moins-value relativement à la valeur comptable des prêts dépréciés et en comptabilisant les dépréciations durables des titres disponibles à la vente. En outre, la Société présente la variation de la juste valeur des obligations désignées à la juste valeur qu'elle juge être une perte de valeur à titre de dépréciation.

Le tableau suivant présente un aperçu de la valeur comptable des actifs financiers que la Société juge échus ou dépréciés.

	Au 30 septembre 2010				Au 31 décembre 2009			
	Échus mais non dépréciés				Échus mais non dépréciés			
	Moins de 90 jours	90 jours et plus	Total - Échus mais non dépréciés	Total - dépréciés	Moins de 90 jours	90 jours et plus	Total - Échus mais non dépréciés	Total - dépréciés
<b>Obligations</b>								
Option de la juste valeur	- \$	- \$	- \$	187 \$	50 \$	- \$	50 \$	139 \$
Disponibles à la vente	2	-	2	33	78	3	81	7
<b>Prêts</b>								
Placements privés	67	-	67	356	152	1	153	361
Créances hypothécaires et prêts bancaires	41	56	97	171	56	49	105	118
Autres actifs financiers	8	32	40	3	4	32	36	-
<b>Total</b>	<b>118 \$</b>	<b>88 \$</b>	<b>206 \$</b>	<b>750 \$</b>	<b>340 \$</b>	<b>85 \$</b>	<b>425 \$</b>	<b>625 \$</b>

### Provision pour pertes sur prêts

Trimestres terminés les	30 septembre 2010			30 septembre 2009		
	Créances hypothécaires et prêts bancaires	Placements privés	Total	Créances hypothécaires et prêts bancaires	Placements privés	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet</b>	<b>55 \$</b>	<b>95 \$</b>	<b>150 \$</b>	50 \$	166 \$	216 \$
Provision	17 \$	14 \$	31 \$	15 \$	29 \$	44 \$
Recouvrement	(3) \$	(10) \$	(13) \$	(4) \$	(2) \$	(6) \$
Radiation <sup>1</sup>	(6) \$	(1) \$	(7) \$	(6) \$	(22) \$	(28) \$
<b>Solde au 30 septembre</b>	<b>63 \$</b>	<b>98 \$</b>	<b>161 \$</b>	55 \$	171 \$	226 \$

Périodes de neuf mois terminées les	30 septembre 2010			30 septembre 2009		
	Créances hypothécaires et prêts bancaires	Placements privés	Total	Créances hypothécaires et prêts bancaires	Placements privés	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>55 \$</b>	<b>128 \$</b>	<b>183 \$</b>	43 \$	165 \$	208 \$
Provision	36	48	84	38	64	102
Recouvrement	(6)	(16)	(22)	(6)	(8)	(14)
Radiation <sup>1</sup>	(22)	(62)	(84)	(20)	(50)	(70)
<b>Solde au 30 septembre</b>	<b>63 \$</b>	<b>98 \$</b>	<b>161 \$</b>	55 \$	171 \$	226 \$

<sup>1)</sup> Comprend les cessions et l'incidence de la conversion des devises.

### c) Prêts, mise en pension et prise en pension de titres

La Société prête des titres afin de dégager des revenus d'honoraires. Le bien affecté en garantie, qui excède la valeur de marché des titres prêtés, est remis par l'emprunteur à la Société et celle-ci le conserve jusqu'à la remise du titre sous-jacent. La valeur de marché des titres prêtés fait l'objet d'un suivi quotidien, et des biens additionnels affectés en garantie sont obtenus ou remboursés selon les fluctuations de la valeur de marché des titres sous-jacents prêtés. Au 30 septembre 2010, la Société avait prêté des titres (inclus dans Placements) dont la valeur de marché s'élevait à 1 509 \$ (1 221 \$ au 31 décembre 2009). Dans tous les cas, la Société détient des garanties dont la valeur de marché actuelle excède celle des titres prêtés.

La Société participe à des opérations de mise en pension et de prise en pension de titres afin de dégager des revenus d'honoraires et de prendre possession de titres permettant de couvrir des positions à découvert sur des instruments semblables. Au 30 septembre 2010, la Société participait à des prises en pension de titres à hauteur d'un montant de 34 \$ (2 590 \$ au 31 décembre 2009) comptabilisé à titre de créance à court terme. Aucun contrat de mise en pension de titres n'était en vigueur au 30 septembre 2010 ni au 31 décembre 2009.

#### **d) Dérivés**

Le risque de perte sur dérivés de la Société est limité au montant des gains nets qui auraient pu être enregistrés à l'égard d'une contrepartie particulière. Le risque brut auquel la Société est exposée et qui découle des contreparties aux instruments dérivés est mesuré selon le total de la juste valeur (y compris les intérêts courus) de tous les contrats qui affichent des gains (exclusion faite de tous les contrats faisant contrepoids parce qu'ils affichent des pertes). La Société vise à limiter le risque de crédit lié aux contreparties aux instruments dérivés au moyen de l'établissement d'une notation de crédit minimale acceptable des contreparties de A- par des agences de notation externes; de la conclusion d'accords généraux de compensation; et de la conclusion d'accords Annexe de soutien au crédit selon lesquels des garanties doivent être remises par les contreparties lorsque l'exposition excède un certain seuil. Tous les contrats sont détenus avec des contreparties dont la notation est de A- ou plus. Au 30 septembre 2010, les contreparties aux contrats de dérivés étaient notées AA- ou mieux dans 31 % des cas (26 % au 31 décembre 2009). La contrepartie la plus importante comptait pour 1 533 \$ au 30 septembre 2010 (561 \$ au 31 décembre 2009). Le risque de crédit net de la Société a été réduit d'une juste valeur de 3 949 \$ au moyen de garanties détenues au 30 septembre 2010 (1 148 \$ au 31 décembre 2009). En vertu des dispositions habituelles des accords Annexe de soutien au crédit, la Société a le droit de vendre ou de mettre en gage de nouveau les garanties qu'elle détient.

Au 30 septembre 2010, le risque maximal de crédit lié aux dérivés, compte tenu des accords généraux de compensation et compte non tenu de la juste valeur de toute garantie détenue, s'établissait à 2 461 \$ (903 \$ au 31 décembre 2009). Sans accord général de compensation, le risque maximal de crédit aurait été de 7 098 \$ (2 680 \$ au 31 décembre 2009).

#### **e) Risque d'assurance**

Le 29 juin 2010, la Société a fait passer son plein de conservation global pour l'assurance vie individuelle de 20 \$ américains à 30 \$ américains et pour l'assurance vie réversible de 25 \$ américains à 35 \$ américains.

### **Note 8 Juste valeur des instruments financiers**

#### **Instruments financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés**

Conformément au chapitre 3862 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, la Société classe ses évaluations de la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. Cette hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société afin de déterminer la juste valeur des instruments financiers. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble. Les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont définis dans les notes afférentes aux états financiers, à la page 144 du rapport annuel 2009 de la Société.

Les tableaux qui suivent présentent les actifs financiers et les passifs financiers de la Société qui sont comptabilisés à la juste valeur, classés par niveau selon la hiérarchie de la juste valeur :

Aux	30 septembre 2010				31 décembre 2009			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur
<b>Actifs financiers</b>								
<b>Obligations</b>								
<b>Option de la juste valeur</b>								
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	- \$	9 846 \$	160 \$	10 006 \$	- \$	8 014 \$	129 \$	8 143 \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	-	11 864	141	12 005	-	5 074	321	5 395
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	-	6 625	574	7 199	-	4 638	467	5 105
Sociétés	-	48 884	1 843	50 727	-	44 547	1 616	46 163
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	-	25	379	404	-	32	389	421
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	-	4 050	459	4 509	-	4 271	444	4 715
Autres actifs titrisés	-	1 432	186	1 618	-	1 422	180	1 602
<b>Disponibles à la vente</b>								
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	-	5 761	32	5 793	-	4 276	49	4 325
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	-	5 267	-	5 267	-	2 198	2	2 200
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	-	1 279	62	1 341	-	971	51	1 022
Sociétés	-	4 453	278	4 731	-	5 064	243	5 307
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	-	6	96	102	-	6	99	105
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	-	340	27	367	-	369	25	394
Autres actifs titrisés	-	80	31	111	-	181	29	210
<b>Actions</b>								
Option de la juste valeur	8 283	1	-	8 284	7 276	-	-	7 276
Disponibles à la vente	2 112	-	-	2 112	2 412	-	-	2 412
<b>Encaisse et titres à court terme</b>								
Option de la juste valeur	-	539	-	539	-	651	-	651
Disponibles à la vente	-	10 963	-	10 963	-	16 118	-	16 118
Autres	3 385	-	-	3 385	2 011	-	-	2 011
<b>Dérivés</b>								
Contrats sur taux d'intérêt	-	6 148	110	6 258	-	2 002	72	2 074
Contrats sur devises	-	553	-	553	-	593	-	593
Contrats sur actions	-	-	6	6	-	2	11	13
<b>Actif net des fonds distincts<sup>1</sup></b>	<b>196 159</b>	<b>2 489</b>	<b>3 104</b>	<b>201 752</b>	<b>185 851</b>	<b>2 693</b>	<b>3 197</b>	<b>191 741</b>
	<b>209 939 \$</b>	<b>120 605 \$</b>	<b>7 488 \$</b>	<b>338 032 \$</b>	<b>197 550 \$</b>	<b>103 122 \$</b>	<b>7 324 \$</b>	<b>307 996 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Passifs dérivés</b>								
Contrats sur taux d'intérêt	- \$	3 240 \$	53 \$	3 293 \$	- \$	1 709 \$	25 \$	1 734 \$
Contrats sur devises	-	952	28	980	-	899	21	920
Contrats sur actions	-	-	19	19	-	-	-	-
Dérivés incorporés	-	-	-	-	-	-	2	2
<b>Billets de consommation</b>	<b>-</b>	<b>1 127</b>	<b>-</b>	<b>1 127</b>	<b>-</b>	<b>1 291</b>	<b>-</b>	<b>1 291</b>
	<b>- \$</b>	<b>5 319 \$</b>	<b>100 \$</b>	<b>5 419 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>3 899 \$</b>	<b>48 \$</b>	<b>3 947 \$</b>

<sup>1)</sup> L'actif net des fonds distincts est comptabilisé à sa juste valeur. Le rendement des placements lié à l'actif net des fonds distincts est entièrement contrebalancé par des montants correspondants portés au crédit des titulaires de contrats dont la participation dans l'actif net des fonds distincts est comptabilisée par la Société à titre de passif net des fonds distincts.

## Actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur à l'aide de données importantes non observables (niveau 3)

Le tableau qui suit présente l'évolution de la juste valeur, pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010, des instruments financiers pour lesquels des données importantes non observables (niveau 3) ont été utilisées pour l'évaluation à la juste valeur.

	Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2010	Gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s inclus(es) dans les éléments qui suivent :			Transferts			Solde au 30 septembre 2010	Variation des gains (pertes) latent(e)s lié(e)s aux actifs toujours détenus <sup>4</sup>	
		Bénéfice net <sup>1</sup>	Autres éléments du résultat <sup>2</sup>	Achats	Ventes	Dans le niveau 3 <sup>3</sup>	Hors du niveau 3 <sup>3</sup>			Variation du change
<b>Obligations</b>										
<b>Option de la juste valeur</b>										
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	133 \$	7 \$	- \$	22 \$	- \$	- \$	- \$	(2) \$	160 \$	6 \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	141	6	-	42	-	-	(45)	(3)	141	6
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	511	18	-	53	(7)	-	-	(1)	574	19
Sociétés	1 601	84	-	166	(28)	12	(3)	11	1 843	84
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	388	26	-	-	(23)	-	-	(12)	379	36
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	463	19	-	-	(7)	-	(2)	(14)	459	24
Autres actifs titrisés	195	-	-	-	(4)	-	-	(5)	186	7
	<b>3 432 \$</b>	<b>160 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>283 \$</b>	<b>(69) \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>(50) \$</b>	<b>(26) \$</b>	<b>3 742 \$</b>	<b>182 \$</b>
<b>Disponibles à la vente</b>										
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	53 \$	16 \$	(14) \$	- \$	(22) \$	- \$	- \$	(1) \$	32 \$	- \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	58	-	1	2	-	-	-	1	62	-
Sociétés	273	3	-	2	(28)	27	-	1	278	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	98	(1)	7	-	(5)	-	-	(3)	96	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	25	-	3	-	-	-	-	(1)	27	-
Autres actifs titrisés	30	-	2	-	(1)	-	-	-	31	-
	<b>537 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>(1) \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>(56) \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>526 \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Dérivés, montant net</b>	<b>30 \$</b>	<b>(1) \$</b>	<b>(6) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>(4) \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>(2) \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>3 218</b>	<b>(8)</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>(36)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(94)</b>	<b>3 104</b>	<b>22</b>
<b>Total</b>	<b>7 217 \$</b>	<b>169 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>293 \$</b>	<b>(161) \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>(53) \$</b>	<b>(127) \$</b>	<b>7 388 \$</b>	<b>202 \$</b>

<sup>1)</sup> Ces montants sont compris dans les revenus de placements à l'état des résultats consolidé, exception faite du montant des fonds distincts qui est inclus dans la partie portant sur les placements de l'état de l'évolution de l'actif net consolidé des fonds distincts.

<sup>2)</sup> Ces montants sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au bilan consolidé.

<sup>3)</sup> À l'égard des actifs financiers qui sont transférés dans le niveau 3 ou hors de ce niveau, la Société utilise la juste valeur des actifs au début de la période visée.

<sup>4)</sup> Ces montants se rapportent aux gains (pertes) latent(e)s porté(e)s aux résultats nets pour la période.

Le tableau qui suit présente l'évolution de la juste valeur, pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, des instruments financiers pour lesquels des données importantes non observables (niveau 3) ont été utilisées pour l'évaluation à la juste valeur.

	Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2009	Gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s inclus(es) dans les éléments qui suivent :			Transferts			Variation des gains (pertes) latent(e)s lié(e)s aux actifs toujours détenus <sup>4</sup>	Solde au 30 septembre 2009	
		Bénéfice net <sup>1</sup>	Autres éléments du résultat étendu <sup>2</sup>	Achats	Ventes	Dans le niveau 3 <sup>3</sup>	Hors du niveau 3 <sup>3</sup>			
<b>Obligations</b>										
<b>Option de la juste valeur</b>										
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	130 \$	6 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(6) \$	130 \$	6 \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	129	20	-	204	-	-	-	(10)	343	19
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	498	10	-	-	(3)	-	-	(35)	470	12
Sociétés	1 667	107	-	122	(114)	5	(45)	(69)	1 673	119
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	469	35	-	-	(41)	1	-	(39)	425	37
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	439	50	-	4	(22)	-	-	(39)	432	57
Autres actifs titrisés	428	9	-	-	(50)	10	-	(34)	363	9
	<b>3 760 \$</b>	<b>237 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>330 \$</b>	<b>(230) \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>(45) \$</b>	<b>(232) \$</b>	<b>3 836 \$</b>	<b>259 \$</b>
<b>Disponibles à la vente</b>										
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	50 \$	- \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(3) \$	48 \$	- \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	55	-	-	-	-	-	-	(3)	52	-
Sociétés	216	-	5	13	(9)	-	-	(9)	216	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	127	-	5	-	(10)	1	-	(10)	113	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	25	-	4	-	(1)	-	-	(2)	26	-
Autres actifs titrisés	79	-	2	-	(3)	6	-	(7)	77	-
	<b>554 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>17 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>(23) \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(34) \$</b>	<b>534 \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Dérivés, montant net</b>	<b>4 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>(8) \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>(4) \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>3 148</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>2</b>	<b>(9)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(244)</b>	<b>2 915</b>	<b>18</b>
<b>Total</b>	<b>7 466 \$</b>	<b>240 \$</b>	<b>46 \$</b>	<b>345 \$</b>	<b>(262) \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>(44) \$</b>	<b>(518) \$</b>	<b>7 312 \$</b>	<b>273 \$</b>

<sup>1)</sup> Ces montants sont compris dans les revenus de placements à l'état des résultats consolidé, exception faite du montant des fonds distincts qui est inclus dans la partie portant sur les placements de l'état de l'évolution de l'actif net consolidé des fonds distincts.

<sup>2)</sup> Ces montants sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au bilan consolidé.

<sup>3)</sup> À l'égard des actifs financiers qui sont transférés dans le niveau 3 ou hors de ce niveau, la Société utilise la juste valeur des actifs au début de la période visée.

<sup>4)</sup> Ces montants se rapportent aux gains (pertes) latent(e)s porté(e)s aux résultats nets pour la période.

Le tableau qui suit présente l'évolution de la juste valeur, pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, des instruments financiers pour lesquels des données importantes non observables (niveau 3) ont été utilisées pour l'évaluation à la juste valeur.

	Gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s inclus(es) dans les éléments qui suivent :					Transferts			Solde au 30 septembre 2010	Variation des gains (pertes) latent(e)s lié(e)s aux actifs toujours détenus <sup>4</sup>
	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	Bénéfice net <sup>1</sup>	Autres éléments du résultat étendu <sup>2</sup>	Achats	Ventes	Dans le niveau 3 <sup>3</sup>	Hors du niveau 3 <sup>3</sup>	Variation du change		
<b>Obligations</b>										
<b>Option de la juste valeur</b>										
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	129 \$	10 \$	- \$	22 \$	- \$	- \$	- \$	(1) \$	160 \$	10 \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	321	7	-	303	-	-	(487)	(3)	141	7
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	467	22	-	98	(28)	-	-	15	574	23
Sociétés	1 616	122	-	187	(97)	35	(103)	83	1 843	73
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	389	70	-	-	(73)	-	-	(7)	379	101
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	444	69	-	-	(44)	-	(2)	(8)	459	78
Autres actifs titrisés	180	35	-	-	(26)	-	(1)	(2)	186	60
	<b>3 546 \$</b>	<b>335 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>610 \$</b>	<b>(268) \$</b>	<b>35 \$</b>	<b>(593) \$</b>	<b>77 \$</b>	<b>3 742 \$</b>	<b>352 \$</b>
<b>Disponibles à la vente</b>										
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	49 \$	16 \$	(11) \$	- \$	(22) \$	- \$	- \$	- \$	32 \$	- \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	2	-	-	-	-	-	(2)	-	-	-
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	51	-	2	8	(4)	-	-	5	62	-
Sociétés	243	(2)	13	12	(36)	50	(15)	13	278	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	99	(10)	25	-	(16)	-	-	(2)	96	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	25	7	(1)	-	(4)	-	-	-	27	-
Autres actifs titrisés	29	2	1	-	(1)	-	-	-	31	-
	<b>498 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>(83) \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>(17) \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>526 \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Dérivés, montant net</b>	<b>35 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>(27) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>(15) \$</b>	<b>(2) \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>20 \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>3 197</b>	<b>(37)</b>	<b>18</b>	<b>75</b>	<b>(99)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(50)</b>	<b>3 104</b>	<b>9</b>
<b>Total</b>	<b>7 276 \$</b>	<b>331 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>705 \$</b>	<b>(450) \$</b>	<b>90 \$</b>	<b>(625) \$</b>	<b>41 \$</b>	<b>7 388 \$</b>	<b>381 \$</b>

<sup>1)</sup> Ces montants sont compris dans les revenus de placements à l'état des résultats consolidé, exception faite du montant des fonds distincts qui est inclus dans la partie portant sur les placements de l'état de l'évolution de l'actif net consolidé des fonds distincts.

<sup>2)</sup> Ces montants sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au bilan consolidé.

<sup>3)</sup> À l'égard des actifs financiers qui sont transférés dans le niveau 3 ou hors de ce niveau, la Société utilise la juste valeur des actifs au début de la période visée.

<sup>4)</sup> Ces montants se rapportent aux gains (pertes) latent(e)s porté(e)s aux résultats nets pour la période.

Le tableau qui suit présente l'évolution de la juste valeur, pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, des instruments financiers pour lesquels des données importantes non observables (niveau 3) ont été utilisées pour l'évaluation à la juste valeur.

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	Gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s inclus(es) dans les éléments qui suivent :				Transferts			Solde au 30 septembre 2009	Variation des gains (pertes) latent(e)s lié(e)s aux actifs toujours détenus <sup>4</sup>
		Bénéfice net <sup>1</sup>	Autres éléments du résultat étendu <sup>2</sup>	Achats	Ventes	Dans le niveau 3 <sup>3</sup>	Hors du niveau 3 <sup>3</sup>	Variation du change		
<b>Obligations</b>										
<b>Option de la juste valeur</b>										
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	135 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(9) \$	130 \$	4 \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	46	26	-	293	(10)	-	-	(12)	343	25
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	567	(29)	-	14	(15)	-	-	(67)	470	(27)
Sociétés	1 580	151	-	319	(199)	223	(197)	(204)	1 673	243
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	623	12	-	-	(149)	3	-	(64)	425	158
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	526	33	-	4	(67)	-	(1)	(63)	432	55
Autres actifs titrisés	500	8	-	-	(97)	10	-	(58)	363	6
	<b>3 977 \$</b>	<b>205 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>630 \$</b>	<b>(537) \$</b>	<b>236 \$</b>	<b>(198) \$</b>	<b>(477) \$</b>	<b>3 836 \$</b>	<b>464 \$</b>
<b>Disponibles à la vente</b>										
Gouvernement et organismes gouvernementaux canadiens	53 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(5) \$	48 \$	- \$
Gouvernement et organismes gouvernementaux américains	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Autres gouvernements et organismes gouvernementaux	67	-	(10)	2	-	-	-	(7)	52	-
Sociétés	234	(3)	16	15	(26)	10	(2)	(28)	216	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires résidentielles	162	(54)	69	-	(40)	2	(9)	(17)	113	-
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires commerciales	35	(1)	5	-	(9)	-	-	(4)	26	-
Autres actifs titrisés	89	-	7	-	(14)	6	-	(11)	77	-
	<b>642 \$</b>	<b>(58) \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>17 \$</b>	<b>(89) \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>(11) \$</b>	<b>(72) \$</b>	<b>534 \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Dérivés, montant net</b>	<b>156 \$</b>	<b>(56) \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>19 \$</b>	<b>(108) \$</b>	<b>(8) \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>(59) \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>3 584</b>	<b>(119)</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>(164)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(412)</b>	<b>2 915</b>	<b>(59)</b>
<b>Total</b>	<b>8 359 \$</b>	<b>(28) \$</b>	<b>126 \$</b>	<b>658 \$</b>	<b>(790) \$</b>	<b>273 \$</b>	<b>(317) \$</b>	<b>(969) \$</b>	<b>7 312 \$</b>	<b>346 \$</b>

<sup>1)</sup> Ces montants sont compris dans les revenus de placements à l'état des résultats consolidé, exception faite du montant des fonds distincts qui est inclus dans la partie portant sur les placements de l'état de l'évolution de l'actif net consolidé des fonds distincts.

<sup>2)</sup> Ces montants sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au bilan consolidé.

<sup>3)</sup> À l'égard des actifs financiers qui sont transférés dans le niveau 3 ou hors de ce niveau, la Société utilise la juste valeur des actifs au début de la période visée.

<sup>4)</sup> Ces montants se rapportent aux gains (pertes) latent(e)s porté(e)s aux résultats nets pour la période.

La Société peut couvrir des risques au moyen de positions de compensation qui sont chacune classée dans un niveau différent. Par exemple, les gains et les pertes au titre des actifs et des passifs du niveau 3 présentés dans les tableaux plus haut peuvent ne pas refléter l'incidence des gains et des pertes compensatoires sur des instruments de couverture qui ont été classés, par la Société, dans le niveau 1 ou le niveau 2.

Les transferts dans le niveau 3 découlent principalement de titres ayant subi une dépréciation au cours de la période, ou de titres à l'égard desquels un manque de données observables sur le marché (par rapport à l'exercice précédent)

s'est traduit par un reclassement dans le niveau 3. Les transferts hors du niveau 3 découlent principalement du fait que des données observables du marché sont maintenant disponibles pour la totalité de la durée de l'obligation, éliminant ainsi la nécessité d'extrapoler des données du marché au-delà des périodes observables.

## Note 9 Dette à long terme

<b>Aux</b>	<b>30 septembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Billets de premier rang à 3,40 % (600 \$ US)	614 \$	-
Billets de premier rang à 4,90 % (500 \$ US)	511	-
Billets à moyen terme à 4,079 %	896	-
Billets à moyen terme à 4,896 %	997	996
Billets à moyen terme à 7,768 %	597	598
Billets à moyen terme à 5,161 %	548	548
Billets à moyen terme à 5,505 %	399	398
Billets à moyen terme à 4,67 %	349	349
Autres effets à payer	418	419
<b>Total de la dette à long terme</b>	<b>5 329 \$</b>	<b>3 308 \$</b>
<b>Juste valeur</b>	<b>5 614 \$</b>	<b>3 588 \$</b>

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée d'après les cours lorsque cela est possible. Dans le cas des titres de créance non cotés, la juste valeur est déterminée d'après les cours de titres de créance similaires ou au moyen d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie selon les taux d'intérêt actuels du marché.

La valeur comptable de la dette à long terme reflète une augmentation de la juste valeur non amortie à hauteur de 5 \$ américains (7 \$ américains au 31 décembre 2009), en raison de l'acquisition de John Hancock. L'amortissement du rajustement de la juste valeur est comptabilisé dans les intérêts débiteurs dans les présents états financiers consolidés.

Les frais d'émission sont également amortis sur toute la durée du titre de créance.

Le 17 septembre 2010, la SFM a émis des billets de premier rang d'un capital de 600 \$ américains qui portent intérêt au taux de 3,40 % et viennent à échéance le 17 septembre 2015. Ces billets sont remboursables à tout moment par la SFM, en tout ou en partie, selon la valeur la plus élevée entre la valeur nominale et la juste valeur correspondant à la somme des valeurs actualisées des versements programmés de capital et d'intérêts restant, réduites des versements aux dates respectives prévues établis d'après le rendement des bons du Trésor américain plus 30 points de base, les intérêts courus et impayés étant ajoutés au remboursement dans ces deux cas.

Le 17 septembre 2010, la SFM a émis des billets de premier rang d'un capital de 500 \$ américains qui portent intérêt au taux de 4,90 % et viennent à échéance le 17 septembre 2020. Ces billets sont remboursables à tout moment par la SFM, en tout ou en partie, selon la valeur la plus élevée entre la valeur nominale et la juste valeur correspondant à la somme des valeurs actualisées des versements programmés de capital et d'intérêts restant, réduites des versements aux dates respectives prévues établis d'après le rendement des bons du Trésor américain plus 35 points de base, les intérêts courus et impayés étant ajoutés au remboursement dans ces deux cas.

Les billets de premier rang en dollars américains émis le 17 septembre 2010 ont été désignés comme couverture de l'investissement net de la Société dans ses activités américaines afin de réduire la volatilité des résultats qui découlerait autrement d'une conversion en dollars canadiens des titres de créance libellés en dollars américains.

Le 20 août 2010, la SFM a émis des billets à moyen terme d'un capital de 900 \$ qui portent intérêt au taux de 4,079 % et viennent à échéance le 20 août 2015. Ces billets sont remboursables à tout moment par la SFM, en tout ou en partie, selon la valeur la plus élevée entre la valeur nominale et la juste valeur établie d'après le rendement des obligations du gouvernement du Canada plus 46 points de base, les intérêts courus et impayés étant ajoutés au remboursement dans ces deux cas.

## Note 10 Capital social

Au 30 septembre 2010, il y avait 42 millions d'options sur actions en cours et d'unités d'actions différées en circulation (38 millions au 31 décembre 2009) qui permettent à leur porteur de recevoir, à son choix, des actions ordinaires ou un paiement au comptant.

Nombre d'actions ordinaires (en millions)	Période de neuf mois	Exercice
	terminée le 30 septembre 2010	terminé le 31 décembre 2009
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	1 758	1 610
Émises à l'exercice d'options sur actions et d'unités d'actions différées et à l'acquisition d'une filiale	-	8
Émises au titre des régimes de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions	14	8
Émises dans le cadre d'un appel public à l'épargne, nombre net	-	132
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>1 772</b>	<b>1 758</b>

Le tableau qui suit présente un rapprochement du dénominateur (nombre d'actions) servant à calculer le résultat de base par action et le résultat dilué par action.

Effet dilutif des attributions à base d'actions	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Nombre pondéré moyen d'actions ordinaires (en millions)	1 767	1 615	1 762	1 612
Attributions à base d'actions ayant un effet dilutif <sup>1</sup> (en millions)	-	-	-	5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilués <sup>2</sup> (en millions)	1 767	1 615	1 762	1 617

<sup>1</sup>) L'effet dilutif des attributions à base d'actions a été calculé en appliquant la méthode du rachat d'actions. Cette méthode calcule le nombre d'actions supplémentaires en supposant que les attributions à base d'actions en cours sont exercées. Le nombre d'actions ainsi obtenu est réduit du nombre d'actions présumées être rachetées après leur émission, selon le cours moyen des actions ordinaires de la SFM au cours de la période. Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2010 et le trimestre terminé le 30 septembre 2009, le calcul de l'effet dilutif tient compte du nombre moyen de base pondéré d'actions ordinaires, puisque la perte de la période a fait en sorte que la rémunération à base d'actions n'avait aucun effet dilutif.

<sup>2</sup>) Les passifs liés aux actions privilégiées convertibles n'ont pas été inclus dans le calcul puisque la SFM a le droit de les racheter au comptant avant la date de la conversion.

## Note 11 Avantages sociaux futurs

La Société offre un certain nombre de régimes de retraite et d'avantages sociaux à ses salariés et agents admissibles. Les données relatives au coût des régimes de retraite et d'avantages sociaux de la Société s'établissent, dans l'ensemble, comme suit :

Trimestres terminés les 30 septembre	Prestations de retraite		Avantages postérieurs à l'emploi	
	2010	2009	2010	2009
Coût des services rendus des régimes à prestations déterminées	14 \$	13 \$	2 \$	2 \$
Intérêts débiteurs	45	52	11	12
Rendement prévu des actifs du régime	(51)	(60)	(7)	(7)
Perte actuarielle après amortissement	8	2	-	(2)
Coût des services rendus des régimes à cotisations déterminées	20	21	-	-
<b>Total</b>	<b>36 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>5 \$</b>

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	Prestations de retraite		Avantages postérieurs à l'emploi	
	2010	2009	2010	2009
Coût des services rendus des régimes à prestations déterminées	40 \$	42 \$	7 \$	7 \$
Intérêts débiteurs	141	161	33	39
Rendement prévu des actifs du régime	(158)	(189)	(21)	(23)
Perte actuarielle après amortissement	16	4	(1)	(7)
Coût des services rendus des régimes à cotisations déterminées	58	59	-	-
<b>Total</b>	<b>97 \$</b>	<b>77 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>16 \$</b>

## Note 12 Engagements et éventualités

### a) Poursuites judiciaires

La Société est périodiquement appelée à intervenir dans le cadre de poursuites judiciaires, en qualité de défenderesse ou de demanderesse. Les poursuites engagées contre la Société mettent habituellement en cause ses activités de fournisseur de produits d'assurance et de gestion de patrimoine, ainsi que ses fonctions de conseiller en placement, d'employeur et de contribuable. Par ailleurs, les organismes de réglementation et les instances gouvernementales du Canada, des États-Unis et de l'Asie envoient périodiquement à la Société des demandes de renseignements, exigent la production d'informations de temps à autre et effectuent, à l'occasion, des examens visant à s'assurer que les pratiques de la Société demeurent conformes aux lois régissant, entre autres, les secteurs de l'assurance et des valeurs mobilières ainsi qu'aux lois régissant les activités des courtiers en valeurs mobilières.

Le 19 juin 2009, la Société a annoncé qu'elle avait reçu un avis d'exécution de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) relativement à la communication, avant mars 2009, de l'information ayant trait aux risques liés à ses rentes à capital variable assorties d'une garantie et à ses produits à fonds distincts. L'avis de la CVMO indiquait que, selon la conclusion provisoire de son personnel, la Société n'avait pas respecté ses obligations d'information continue en ce qui concerne son exposition aux risques de prix des marchés dans le cadre de ses produits à fonds distincts et de rente à capital variable garantis. La Société avait la possibilité de donner suite à cet avis avant que le personnel de la CVMO ne prenne une décision concernant une éventuelle poursuite contre elle. La Société a répondu à l'avis d'exécution et collabore avec le personnel de la CVMO pour toute autre question qu'il pourrait avoir. Le processus se poursuit.

Il est possible que la Société fasse l'objet de mesures prévues par la réglementation ou d'autres mesures imposées par les organismes de réglementation dans d'autres territoires en raison d'allégations semblables.

Des recours collectifs envisagés contre la Société ont été déposés au Canada et aux États-Unis au nom d'investisseurs de ces pays, au titre d'allégations semblables. Il est possible que la Société fasse l'objet d'autres poursuites semblables entreprises par des investisseurs.

La Société est d'avis qu'elle a communiqué l'information pertinente conformément aux exigences applicables, et elle se défendra vigoureusement contre toute demande fondée sur les allégations précitées.

### b) Événements fiscaux

La Société investit dans des baux adossés et a constitué des provisions pour parer à l'éventuel rejet du traitement fiscal et pour régler les intérêts exigibles sur les impôts en souffrance. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, la Société a enregistré des charges additionnelles s'élevant à 99 \$ après impôts en rapport avec ces provisions. La Société croit toujours que les déductions dont elle s'est prévaluée à l'égard de ces contrats étaient justifiées. Bien que cette éventualité soit peu probable, si tous les avantages fiscaux liés aux contrats de baux adossés sont annulés, le montant maximal à payer après impôts, intérêts compris, correspondrait à un supplément estimatif de 213 \$ américains au 30 septembre 2010.

### c) Garanties

#### Garanties relatives à Manulife Finance (Delaware), L.P. (« MFLP »)

La SFM a garanti le paiement des montants exigibles au titre des 550 \$ de débentures de premier rang venant à échéance le 15 décembre 2026 et des 650 \$ de débentures subordonnées venant à échéance le 15 décembre 2041 émises par MFLP, société en commandite en propriété exclusive. La Société ne consolide pas ces débentures; toutefois, elle a des obligations du même montant en capital envers une filiale de MFLP. Les débentures de premier rang portent intérêt au taux annuel fixe de 4,448 %, payable semestriellement, jusqu'au 15 décembre 2016, puis porteront intérêt par la suite à un taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires à 90 jours majoré

de 1,5 %, payable trimestriellement. Les débetures subordonnées portent intérêt au taux annuel fixe de 5,059 %, payable semestriellement, jusqu'au 15 décembre 2036, puis porteront intérêt à un taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires à 90 jours majoré de 1 %, payable trimestriellement. Étant donné la garantie des débetures de premier rang donnée par la SFM, les débetures de premier rang de 550 \$ constituent une obligation de premier rang pour la Société. La garantie donnée par la SFM à l'égard des débetures subordonnées de 650 \$ constitue une obligation subordonnée de la Société.

#### Garanties relatives à La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (« Manufacturers »)

Le 29 janvier 2007, la SFM a fourni une garantie totale et inconditionnelle à l'égard des débetures subordonnées, échéant le 16 février 2016, d'un capital de 550 \$ de Manufacturers ainsi qu'une garantie subordonnée à l'égard des actions de catégorie A et de catégorie B de Manufacturers et de toute autre catégorie d'actions privilégiées de rang égal aux actions de catégorie A et de catégorie B de Manufacturers. La garantie de la SFM portant sur les débetures subordonnées constitue une obligation non garantie directe de la SFM et a un rang égal à celui de toutes les autres dettes non garanties subordonnées de la SFM, à l'exception des autres garanties ou obligations de la SFM qui, aux termes de leurs modalités, sont désignées comme étant de rang égal ou subordonné, pour ce qui est du droit au paiement, à celui des dettes subordonnées de la SFM.

Les tableaux suivants présentent le sommaire de certaines informations financières condensées de la SFM et de MFLP :

<b>Au 30 septembre 2010 et pour le trimestre terminé à cette date</b>	SFM (garant)	Manulife Finance (Delaware), L.P.	Manufacturers, consolidée	Autres filiales de la SFM, regroupées	Rajustements de consolidation	Montant total consolidé
Total des produits	44 \$	17 \$	12 865 \$	692 \$	(480) \$	13 138 \$
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires	(947)	3	(443)	(510)	950	(947)
Placements	3	8	202 466	2 841	(77)	205 241
Total des autres actifs	37 201	1 532	27 377	7 178	(50 399)	22 889
Provisions mathématiques	-	-	151 063	9 177	-	160 240
Total des autres passifs	11 281	1 381	46 703	545	(18 082)	41 828

#### Au 30 septembre 2009

Total des produits	16 \$	17 \$	13 560 \$	525 \$	(366) \$	13 752 \$
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires	(172)	2	162	(285)	121	(172)
Placements	1 002	3	185 969	1 575	(84)	188 465
Total des autres actifs	32 845	1 455	22 944	5 634	(42 693)	20 185
Provisions mathématiques	-	-	137 353	6 894	45	144 292
Total des autres passifs	7 512	1 299	39 535	170	(10 492)	38 024

<b>Au 30 septembre 2010 et pour la période de neuf mois terminée à cette date</b>	SFM (garant)	Manulife Finance (Delaware), L.P.	Manufacturers, consolidée	Autres filiales de la SFM, regroupées	Rajustements de consolidation	Montant total consolidé
Total des produits	121 \$	43 \$	33 529 \$	1 937 \$	(1 417) \$	34 213 \$
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires	(2 185)	-	(1 577)	(581)	2 158	(2 185)

#### Au 30 septembre 2009

Total des produits	50 \$	40 \$	32 533 \$	1 965 \$	(1 452) \$	33 136 \$
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires	534	(2)	1 566	(917)	(647)	534

### **Garanties relatives à Manulife Finance Holdings Limited (« MFHL »)**

La SFM a garanti le paiement des montants exigibles au titre des billets de premier rang d'un capital de 220 \$ portant intérêt à 6,822 % venant à échéance le 31 mai 2011 et des billets de premier rang d'un capital de 175 \$ portant intérêt à 6,646 % venant à échéance le 30 novembre 2011 pris en charge par MFHL, filiale en propriété exclusive.

Des détails à l'égard des garanties relatives à certains titres émis ou qui seront émis par John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.), John Hancock Life Insurance Company of New York et Manulife Financial Holdings Limited figurent à la note 14 h).

### **Note 13 Information sectorielle**

La Société est constituée des secteurs Assurance – États-Unis et Gestion de patrimoine – É.-U. qui, ensemble, forment la Division américaine, ainsi que de la Division canadienne, de la Division Asie, de la Division de réassurance et du secteur Services généraux et autres. Chaque division a une responsabilité à l'égard des résultats et élabore des produits, des services et des stratégies de distribution fondés sur son secteur d'activité ainsi que sur les besoins de son marché. Les produits et services importants de chaque secteur sont les suivants :

**Protection (Assurance – États-Unis, Division canadienne et Division Asie)** Offre divers produits d'assurance vie individuelle et d'assurance soins de longue durée individuelle et collective. Les produits sont distribués par l'intermédiaire de nombreux réseaux de distribution, y compris des agents d'assurance, des courtiers, des banques et des planificateurs financiers, et au moyen de la commercialisation directe.

**Gestion de patrimoine (Gestion de patrimoine – États-Unis, Division canadienne et Division Asie)** Offre des produits et services en matière de rentes, de prestations de retraite et de fonds communs de placement. Ces unités offrent aussi divers produits relatifs à la retraite dans le cadre de régimes collectifs d'avantages sociaux. Les contrats de rente fournissent des options de placement non garanties, partiellement garanties et garanties en totalité au moyen de produits du fonds général et de fonds distincts. Les activités de gestion de patrimoine de la Division canadienne comprennent aussi la Banque Manuvie, qui offre divers produits de dépôt et de crédit aux consommateurs canadiens. Ces unités distribuent des produits par l'intermédiaire de multiples réseaux de distribution, y compris des agents d'assurance et des courtiers liés à la Société, des maisons de courtage, des planificateurs financiers, des promoteurs de régimes de retraite, des consultants en matière de régimes de retraite et des banques.

**Réassurance** Fournit des couvertures en récession vie et accident ainsi que des services de gestion de programmes internationaux d'avantages sociaux. La Financière Manuvie exerce des activités de réassurance dans les Amériques, en Europe, en Asie et en Australie. La division a des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Allemagne, en Belgique, à la Barbade, à Singapour et au Japon.

**Services généraux et autres** Regroupent les activités de services externes de gestion de placements de la Division des placements, le bénéfice sur les actifs auxquels est adossé le capital, déduction faite des sommes affectées aux divisions d'exploitation, les modifications des hypothèses et l'amélioration des modèles actuariels, les activités d'assurance accident et maladie de John Hancock, qui se composent principalement de contrats faisant l'objet d'un contentieux, et d'éléments hors exploitation.

Certaines méthodes de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière sectorielle. Les coûts indirects sont répartis entre les secteurs selon des formules de répartition appliquées uniformément, alors que les fonds propres sont attribués aux secteurs de la Société selon une méthode fondée sur le risque. L'incidence sur l'état des résultats des modifications apportées aux méthodes et aux hypothèses actuarielles (note 6) ainsi que l'incidence sur l'état des résultats de la charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition (note 3) sont présentées dans le secteur Services généraux et autres.

La Société répartit les gains et les pertes qui surviennent lorsque les résultats liés aux placements et au marché diffèrent de ceux supposés pour l'évaluation des provisions mathématiques selon la façon dont elle gère ses actifs et les risques correspondants. Ces gains et pertes sont accumulés dans deux comptes, assurance et gestion de patrimoine, puis répartis au prorata entre les secteurs en fonction de leurs provisions mathématiques respectives. Les gains et pertes de marché qui sont liés aux caractéristiques des produits, comme les garanties des fonds distincts et les honoraires futurs hypothétiques pris en compte dans les provisions mathématiques relatives aux contrats d'assurance vie universelle à capital variable et aux produits liés aux actions, de même que les gains et pertes liés aux produits transmettant la totalité de leurs gains et pertes, comme les contrats d'assurance avec participation, sont exclus de ces deux comptes.

<b>Par secteur</b>							
<b>Trimestre terminé</b>	Assurance	Gestion de	Division	Division	Division de	Services	
<b>le 30 septembre 2010</b>	É.-U.	patrimoine	canadienne	Asie	réassurance	généraux et	Total
		É.-U.				autres	
<b>Produits</b>							
<b>Primes</b>							
Assurance vie et maladie	1 512 \$	- \$	643 \$	1 152 \$	251 \$	- \$	3 558 \$
Rentes et régimes de retraite	-	600	315	176	-	-	1 091
<b>Total des primes</b>	<b>1 512 \$</b>	<b>600 \$</b>	<b>958 \$</b>	<b>1 328 \$</b>	<b>251 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>4 649 \$</b>
Revenus (pertes) de placements	2 323	916	1 798	938	64	911	6 950
Autres produits	154	700	436	187	7	55	1 539
<b>Total des produits</b>	<b>3 989 \$</b>	<b>2 216 \$</b>	<b>3 192 \$</b>	<b>2 453 \$</b>	<b>322 \$</b>	<b>966 \$</b>	<b>13 138 \$</b>
<b>Intérêts débiteurs</b>	<b>10 \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>154 \$</b>	<b>242 \$</b>
<b>Dépréciation de l'écart d'acquisition</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 039 \$</b>	<b>1 039 \$</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	319 \$	485 \$	359 \$	665 \$	39 \$	(3 203) \$	(1 336) \$
Recouvrement (charge) d'impôts sur les bénéfices	(113)	(145)	5	(56)	(3)	749	437
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>206 \$</b>	<b>340 \$</b>	<b>364 \$</b>	<b>609 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>(2 454) \$</b>	<b>(899) \$</b>
Déduire : bénéfice net attribué aux titulaires de contrats avec participation	-	-	6	42	-	-	48
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>206 \$</b>	<b>340 \$</b>	<b>358 \$</b>	<b>567 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>(2 454) \$</b>	<b>(947) \$</b>
<b>Dépôts dans des fonds distincts</b>	<b>296 \$</b>	<b>3 450 \$</b>	<b>978 \$</b>	<b>623 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>5 347 \$</b>
<b>Écart d'acquisition</b>							
Solde au début de la période	2 459 \$	1 867 \$	2 166 \$	565 \$	71 \$	78 \$	7 206 \$
Dépréciation	(1 039)	-	-	-	-	-	(1 039)
Fluctuation des taux de change	(62)	(54)	-	12	(2)	(4)	(110)
<b>Solde au 30 septembre</b>	<b>1 358 \$</b>	<b>1 813 \$</b>	<b>2 166 \$</b>	<b>577 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>74 \$</b>	<b>6 057 \$</b>
<b>Au 30 septembre 2010</b>							
<b>Provisions mathématiques</b>	<b>62 312 \$</b>	<b>31 925 \$</b>	<b>42 455 \$</b>	<b>22 027 \$</b>	<b>1 710 \$</b>	<b>(189) \$</b>	<b>160 240 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>68 308 \$</b>	<b>38 866 \$</b>	<b>67 646 \$</b>	<b>30 141 \$</b>	<b>2 830 \$</b>	<b>20 339 \$</b>	<b>228 130 \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts détenus par les titulaires de contrats</b>	<b>11 872 \$</b>	<b>118 084 \$</b>	<b>38 453 \$</b>	<b>30 269 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 991 \$</b>	<b>200 669 \$</b>

Les résultats par secteur d'activité de la Société diffèrent de ceux obtenus par la répartition géographique du fait, essentiellement, de la répartition des résultats de la Division de réassurance entre les différents secteurs géographiques auxquels ils se rapportent.

#### Par emplacement géographique

<b>Trimestre terminé le 30 septembre 2010</b>	États-Unis	Canada	Asie	Autres	Total
<b>Produits</b>					
<b>Primes</b>					
Assurance vie et maladie	1 625 \$	651 \$	1 154 \$	128 \$	3 558 \$
Rentes et régimes de retraite	600	315	176	-	1 091
<b>Total des primes</b>	<b>2 225 \$</b>	<b>966 \$</b>	<b>1 330 \$</b>	<b>128 \$</b>	<b>4 649 \$</b>
Revenus de placements	3 755	2 235	942	18	6 950
Autres produits	1 037	398	92	12	1 539
<b>Total des produits</b>	<b>7 017 \$</b>	<b>3 599 \$</b>	<b>2 364 \$</b>	<b>158 \$</b>	<b>13 138 \$</b>

<b>Par secteur</b>							
<b>Trimestre terminé le</b>	Assurance	Gestion de	Division	Division	Division de	Services	
<b>30 septembre 2009</b>	É.-U.	patrimoine	canadienne	Asie	réassurance	généraux	Total
		É.-U.				et autres	
<b>Produits</b>							
<b>Primes</b>							
Assurance vie et maladie	1 722 \$	- \$	604 \$	983 \$	267 \$	- \$	3 576 \$
Rentes et régimes de retraite	-	1 364	531	52	-	-	1 947
<b>Total des primes</b>	<b>1 722 \$</b>	<b>1 364 \$</b>	<b>1 135 \$</b>	<b>1 035 \$</b>	<b>267 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>5 523 \$</b>
Revenus (pertes) de placements	2 567	1 483	1 702	941	97	(47)	6 743
Autres produits	158	659	375	207	9	78	1 486
<b>Total des produits</b>	<b>4 447 \$</b>	<b>3 506 \$</b>	<b>3 212 \$</b>	<b>2 183 \$</b>	<b>373 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>13 752 \$</b>
<b>Intérêts débiteurs</b>							
	9 \$	50 \$	65 \$	15 \$	- \$	140 \$	279 \$
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(929) \$	901 \$	(11) \$	393 \$	82 \$	(1 137) \$	(701) \$
Recouvrement (charge) d'impôts sur les bénéfices	328	(308)	152	30	(17)	378	563
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(601) \$</b>	<b>593 \$</b>	<b>141 \$</b>	<b>423 \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>(759) \$</b>	<b>(138) \$</b>
Déduire : bénéfice net attribué aux titulaires de contrats avec participation	-	-	28	6	-	-	34
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>(601) \$</b>	<b>593 \$</b>	<b>113 \$</b>	<b>417 \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>(759) \$</b>	<b>(172) \$</b>
<b>Dépôts dans des fonds distincts</b>							
	298 \$	3 794 \$	1 282 \$	717 \$	- \$	- \$	6 091 \$
<b>Écart d'acquisition</b>							
Solde au début de la période	2 696 \$	2 047 \$	2 118 \$	580 \$	78 \$	89 \$	7 608 \$
Acquisition d'une filiale	-	-	40	-	-	-	40
Fluctuation des taux de change	(210)	(159)	-	(14)	(6)	(7)	(396)
<b>Solde au 30 septembre</b>	<b>2 486 \$</b>	<b>1 888 \$</b>	<b>2 158 \$</b>	<b>566 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>82 \$</b>	<b>7 252 \$</b>
<b>Au 30 septembre 2009</b>							
<b>Provisions mathématiques</b>	<b>54 122 \$</b>	<b>31 560 \$</b>	<b>38 699 \$</b>	<b>18 169 \$</b>	<b>1 820 \$</b>	<b>(78) \$</b>	<b>144 292 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>59 706 \$</b>	<b>39 898 \$</b>	<b>63 351 \$</b>	<b>26 947 \$</b>	<b>3 030 \$</b>	<b>15 718 \$</b>	<b>208 650 \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts détenus par les titulaires de contrats</b>							
	10 548 \$	112 213 \$	34 869 \$	27 409 \$	- \$	2 576 \$	187 615 \$

#### Par emplacement géographique

<b>Trimestre terminé le 30 septembre 2009</b>	États-Unis	Canada	Asie	Autres	Total
<b>Produits</b>					
<b>Primes</b>					
Assurance vie et maladie	1 838 \$	614 \$	984 \$	140 \$	3 576 \$
Rentes et régimes de retraite	1 364	531	52	-	1 947
<b>Total des primes</b>	<b>3 202 \$</b>	<b>1 145 \$</b>	<b>1 036 \$</b>	<b>140 \$</b>	<b>5 523 \$</b>
Revenus de placements	4 066	1 733	934	10	6 743
Autres produits	879	398	204	5	1 486
<b>Total des produits</b>	<b>8 147 \$</b>	<b>3 276 \$</b>	<b>2 174 \$</b>	<b>155 \$</b>	<b>13 752 \$</b>

<b>Par secteur</b>							
<b>Période de neuf mois terminée</b>	Assurance	Gestion de	Division	Division	Division de	Services	
<b>le 30 septembre 2010</b>	É.-U.	patrimoine	canadienne	Asie	réassurance	généraux et	Total
		É.-U.				autres	
<b>Produits</b>							
<b>Primes</b>							
Assurance vie et maladie	4 389 \$	- \$	1 924 \$	3 078 \$	738 \$	- \$	10 129 \$
Rentes et régimes de retraite	-	1 953	1 031	401	-	-	3 385
<b>Total des primes</b>	<b>4 389 \$</b>	<b>1 953 \$</b>	<b>2 955 \$</b>	<b>3 479 \$</b>	<b>738 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>13 514 \$</b>
Revenus (pertes) de placements	6 053	3 569	3 628	1 788	155	859	16 052
Autres produits	455	2 064	1 299	629	18	182	4 647
<b>Total des produits</b>	<b>10 897 \$</b>	<b>7 586 \$</b>	<b>7 882 \$</b>	<b>5 896 \$</b>	<b>911 \$</b>	<b>1 041 \$</b>	<b>34 213 \$</b>
<b>Intérêts débiteurs</b>	<b>34 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>173 \$</b>	<b>43 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>506 \$</b>	<b>801 \$</b>
<b>Dépréciation de l'écart d'acquisition</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 039 \$</b>	<b>1 039 \$</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(596) \$	185 \$	176 \$	399 \$	102 \$	(3 593) \$	(3 327) \$
Recouvrement (charge) d'impôts sur les bénéfices	213	1	151	(68)	(8)	912	1 201
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(383) \$</b>	<b>186 \$</b>	<b>327 \$</b>	<b>331 \$</b>	<b>94 \$</b>	<b>(2 681) \$</b>	<b>(2 126) \$</b>
Déduire : bénéfice net attribué aux titulaires de contrats avec participation	-	-	12	47	-	-	59
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>(383) \$</b>	<b>186 \$</b>	<b>315 \$</b>	<b>284 \$</b>	<b>94 \$</b>	<b>(2 681) \$</b>	<b>(2 185) \$</b>
<b>Dépôts dans des fonds distincts</b>	<b>895 \$</b>	<b>11 393 \$</b>	<b>3 629 \$</b>	<b>2 602 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 519 \$</b>
<b>Écart d'acquisition</b>							
Solde au début de la période	2 427 \$	1 843 \$	2 166 \$	537 \$	70 \$	79 \$	7 122 \$
Dépréciation	(1 039)	-	-	-	-	-	(1 039)
Fluctuation des taux de change	(30)	(30)	-	40	(1)	(5)	(26)
<b>Solde au 30 septembre</b>	<b>1 358 \$</b>	<b>1 813 \$</b>	<b>2 166 \$</b>	<b>577 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>74 \$</b>	<b>6 057 \$</b>

#### Par emplacement géographique

<b>Période de neuf mois terminée</b>					
<b>le 30 septembre 2010</b>	États-Unis	Canada	Asie	Autres	Total
<b>Produits</b>					
<b>Primes</b>					
Assurance vie et maladie	4 708 \$	1 955 \$	3 084 \$	382 \$	10 129 \$
Rentes et régimes de retraite	1 953	1 031	401	-	3 385
<b>Total des primes</b>	<b>6 661 \$</b>	<b>2 986 \$</b>	<b>3 485 \$</b>	<b>382 \$</b>	<b>13 514 \$</b>
Revenus de placements	10 037	4 170	1 810	35	16 052
Autres produits	2 784	1 297	543	23	4 647
<b>Total des produits</b>	<b>19 482 \$</b>	<b>8 453 \$</b>	<b>5 838 \$</b>	<b>440 \$</b>	<b>34 213 \$</b>

<b>Par secteur</b>							
<b>Période de neuf mois terminée</b>	Assurance	Gestion de	Division	Division	Division de	Services	
<b>le 30 septembre 2009</b>	É.-U.	patrimoine	Division	Asie	réassurance	généraux	Total
		É.-U. canadienne				et autres	
<b>Produits</b>							
<b>Primes</b>							
Assurance vie et maladie <sup>1</sup>	4 931 \$	- \$	2 742 \$	2 907 \$	844 \$	- \$	11 424 \$
Rentes et régimes de retraite	-	5 081	1 583	127	-	-	6 791
<b>Total des primes</b>	<b>4 931 \$</b>	<b>5 081 \$</b>	<b>4 325 \$</b>	<b>3 034 \$</b>	<b>844 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 215 \$</b>
Revenus (pertes) de placements	2 914	2 730	3 841	1 639	186	(627)	10 683
Autres produits	488	1 885	988	613	29	235	4 238
<b>Total des produits</b>	<b>8 333 \$</b>	<b>9 696 \$</b>	<b>9 154 \$</b>	<b>5 286 \$</b>	<b>1 059 \$</b>	<b>(392) \$</b>	<b>33 136 \$</b>
<b>Intérêts débiteurs</b>	<b>28 \$</b>	<b>158 \$</b>	<b>218 \$</b>	<b>46 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>589 \$</b>	<b>1 040 \$</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(2 057) \$	2 179 \$	(113) \$	958 \$	207 \$	(2 307) \$	(1 133) \$
Recouvrement (charge) d'impôts sur les bénéfices	733	(664)	503	502	(38)	672	1 708
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(1 324) \$</b>	<b>1 515 \$</b>	<b>390 \$</b>	<b>1 460 \$</b>	<b>169 \$</b>	<b>(1 635) \$</b>	<b>575 \$</b>
Déduire : bénéfice net attribué aux titulaires de contrats avec participation	-	-	29	12	-	-	41
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>(1 324) \$</b>	<b>1 515 \$</b>	<b>361 \$</b>	<b>1 448 \$</b>	<b>169 \$</b>	<b>(1 635) \$</b>	<b>534 \$</b>
<b>Dépôts dans des fonds distincts</b>	<b>944 \$</b>	<b>13 368 \$</b>	<b>4 370 \$</b>	<b>3 050 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>21 741 \$</b>
<b>Écart d'acquisition</b>							
Solde au début de la période	2 866 \$	2 156 \$	2 118 \$	639 \$	82 \$	68 \$	7 929 \$
Acquisition d'une filiale	-	-	40	-	-	-	40
Fluctuation des taux de change	(380)	(268)	-	(73)	(10)	14	(717)
<b>Solde au 30 septembre</b>	<b>2 486 \$</b>	<b>1 888 \$</b>	<b>2 158 \$</b>	<b>566 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>82 \$</b>	<b>7 252 \$</b>

#### Par emplacement géographique

<b>Période de neuf mois terminée</b>					
<b>le 30 septembre 2009</b>	États-Unis	Canada	Asie	Autres	Total
<b>Produits</b>					
<b>Primes</b>					
Assurance vie et maladie	5 303 \$	2 776 \$	2 912 \$	433 \$	11 424 \$
Rentes et régimes de retraite	5 081	1 583	127	-	6 791
<b>Total des primes</b>	<b>10 384 \$</b>	<b>4 359 \$</b>	<b>3 039 \$</b>	<b>433 \$</b>	<b>18 215 \$</b>
Revenus de placements	5 382	3 767	1 561	(27)	10 683
Autres produits	2 548	1 046	623	21	4 238
<b>Total des produits</b>	<b>18 314 \$</b>	<b>9 172 \$</b>	<b>5 223 \$</b>	<b>427 \$</b>	<b>33 136 \$</b>

<sup>1)</sup> À la fin du premier trimestre de 2009, l'unité Assurance collective de la Division canadienne a conclu une entente de réassurance avec une partie externe qui a entraîné une réduction substantielle des primes nettes inscrites à l'état des résultats consolidé. La Société conserve certains avantages et certains risques liés à ces activités.

#### Note 14 Divergences importantes entre les principes comptables généralement reconnus du Canada et ceux des États-Unis

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés selon les PCGR du Canada. Les PCGR du Canada diffèrent à certains égards importants des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »). Conformément aux exigences des lois américaines fédérales sur les valeurs mobilières, les divergences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont quantifiées ci-dessous.

## a) Bilans consolidés condensés

Aux	30 septembre 2010		31 décembre 2009		30 septembre 2009	
	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada
<b>Actif</b>						
Encaisse et titres à court terme	14 956 \$	14 887 \$	18 849 \$	18 780 \$	19 522 \$	19 462 \$
Titres						
Obligations et autres titres à échéance fixe	134 808	104 180	113 543	85 107	113 081	84 053
Actions	20 629	10 396	19 108	9 688	19 992	10 437
Prêts						
Créances hypothécaires	32 178	31 858	30 866	30 699	30 927	30 718
Placements privés et autres titres à échéance fixe	2 073	22 702	2 126	22 912	2 245	23 149
Avances sur contrats	6 648	6 648	6 609	6 609	6 666	6 666
Prêts bancaires	2 402	2 402	2 457	2 457	2 470	2 470
Immeubles	4 205	6 253	3 912	5 897	4 011	5 989
Autres placements	6 024	5 915	5 317	5 321	5 497	5 521
<b>Total des placements</b>	<b>223 923 \$</b>	<b>205 241 \$</b>	<b>202 787 \$</b>	<b>187 470 \$</b>	<b>204 411 \$</b>	<b>188 465 \$</b>
<b>Autres actifs</b>						
Revenus de placements à recevoir	1 786 \$	1 780 \$	1 546 \$	1 540 \$	1 633 \$	1 628 \$
Primes arriérées	678	678	812	812	753	753
Frais d'acquisition différés	18 127	-	18 926	-	18 910	-
Dépôts et montants récupérables en réassurance	4 906	-	4 986	-	5 012	-
Écart d'acquisition et actifs incorporels	5 538	8 021	8 177	9 127	8 308	9 288
Dérivés	6 817	6 817	2 684	2 680	4 392	4 388
Valeur de l'entreprise acquise	2 651	-	3 062	-	3 177	-
Divers	5 652	5 593	4 248	4 216	4 619	4 128
<b>Total des autres actifs</b>	<b>46 155 \$</b>	<b>22 889 \$</b>	<b>44 441 \$</b>	<b>18 375 \$</b>	<b>46 804 \$</b>	<b>20 185 \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts<sup>1</sup></b>	<b>182 408 \$</b>		<b>174 449 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>170 243 \$</b>	<b>- \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>452 486 \$</b>	<b>228 130 \$</b>	<b>421 677 \$</b>	<b>205 845 \$</b>	<b>421 458 \$</b>	<b>208 650 \$</b>
<b>Actif net des fonds distincts<sup>1</sup></b>		<b>201 752 \$</b>		<b>191 741 \$</b>		<b>188 148 \$</b>
<b>Passif et avoir</b>						
Provisions mathématiques	183 349 \$	160 240 \$	174 525 \$	141 687 \$	176 201 \$	144 292 \$
Gains nets réalisés différés	-	127	-	108	-	108
Dépôts bancaires	15 707	15 724	14 736	14 735	15 295	15 295
Billets de consommation	1 102	1 127	1 261	1 291	1 319	1 345
Dettes à long terme	5 349	5 329	3 319	3 308	4 320	4 303
Passif d'impôts futurs <sup>2</sup>	4 008	900	2 140	1 883	2 100	1 370
Dérivés	4 374	4 292	2 691	2 656	3 316	3 274
Autres passifs	16 498	9 465	12 471	6 487	14 243	7 520
	<b>230 387 \$</b>	<b>197 204 \$</b>	<b>211 143 \$</b>	<b>172 155 \$</b>	<b>216 794 \$</b>	<b>177 507 \$</b>
Obligations au titre des actions privilégiées et des instruments de capitaux propres	4 595	4 581	4 587	4 581	4 599	4 593
Passif net des fonds distincts <sup>1</sup>	182 408	-	174 449	-	170 243	-
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales <sup>3</sup>	507	283	414	202	392	216
Avoir des titulaires de contrats avec participation <sup>4</sup>	-	139	-	80	-	103
Capitaux propres						
Actions ordinaires et actions privilégiées	20 591	20 591	20 359	20 359	17 863	17 863
Bénéfices non répartis et surplus d'apport	15 168	10 134	15 082	13 052	14 854	12 411
Cumul des autres éléments du résultat étendu						
titres disponibles à la vente et autres	3 768	624	1 080	612	1 192	568
couvertures de flux de trésorerie	1 214	(220)	552	(48)	843	(126)
conversion de l'investissement dans des établissements étrangers autonomes	(6 152)	(5 206)	(5 989)	(5 148)	(5 322)	(4 485)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>34 589 \$</b>	<b>25 923 \$</b>	<b>31 084 \$</b>	<b>28 827 \$</b>	<b>29 430 \$</b>	<b>26 231 \$</b>
<b>Total du passif et de l'avoir</b>	<b>452 486 \$</b>	<b>228 130 \$</b>	<b>421 677 \$</b>	<b>205 845 \$</b>	<b>421 458 \$</b>	<b>208 650 \$</b>
<b>Passif net des fonds distincts<sup>1</sup></b>		<b>201 752 \$</b>		<b>191 741 \$</b>		<b>188 148 \$</b>

<sup>1)</sup> Comptes distincts selon les PCGR des États-Unis.

<sup>2)</sup> Impôts reportés selon les PCGR des États-Unis.

<sup>3)</sup> Les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées dans les capitaux propres selon les PCGR des États-Unis, mais dans les charges selon les PCGR du Canada.

<sup>4)</sup> L'avoir des titulaires de contrats avec participation n'est pas défini selon les PCGR des États-Unis.

b) États des résultats consolidés condensés

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	2010		2009	
	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada
<b>Produits</b>				
Primes	8 875 \$	13 514 \$	9 981 \$	18 215 \$
Revenus de placements <sup>1</sup>	9 564	16 052	6 909	10 683
Honoraires et autres produits	6 061	4 647	5 788	4 238
<b>Total des produits</b>	<b>24 500 \$</b>	<b>34 213 \$</b>	<b>22 678 \$</b>	<b>33 136 \$</b>
<b>Prestations et charges</b>				
Prestations aux titulaires de contrats	13 685 \$	29 353 \$	13 355 \$	26 603 \$
Commissions, placements et frais généraux	3 842	6 119	3 587	6 426
Amortissement des frais d'acquisition différés et valeur de l'entreprise acquise	1 786	-	1 902	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition	2 598	1 039	-	-
Autres	999	1 029	1 142	1 240
<b>Total des prestations et charges</b>	<b>22 910 \$</b>	<b>37 540 \$</b>	<b>19 986 \$</b>	<b>34 269 \$</b>
<b>Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>1 590 \$</b>	<b>(3 327) \$</b>	<b>2 692 \$</b>	<b>(1 133) \$</b>
Impôts sur les bénéfices	(741)	1 201	(13)	1 708
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>849 \$</b>	<b>(2 126) \$</b>	<b>2 679 \$</b>	<b>575 \$</b>
Rajustement pour participation ne donnant pas le contrôle incluse dans le bénéfice net (la perte nette) selon les PCGR du Canada		36 \$		(6) \$
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires, aux titulaires de contrats et aux participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>849 \$</b>	<b>(2 090) \$</b>	<b>2 679 \$</b>	<b>569 \$</b>
Attribué :				
aux participations ne donnant pas le contrôle	33 \$	36 \$	(3) \$	(6) \$
à la Société Financière Manuvie	816	(2 126)	2 682	575
	<b>849 \$</b>	<b>(2 090) \$</b>	<b>2 679 \$</b>	<b>569 \$</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)</b>	<b>1 762</b>	<b>1 762</b>	<b>1 612</b>	<b>1 612</b>
<b>Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)</b>	<b>1 765</b>	<b>1 762</b>	<b>1 617</b>	<b>1 617</b>
<b>Résultat de base par action ordinaire</b>	<b>0,43 \$</b>	<b>(1,27) \$</b>	<b>1,64 \$</b>	<b>0,30 \$</b>
<b>Résultat dilué par action ordinaire</b>	<b>0,43 \$</b>	<b>(1,27) \$</b>	<b>1,63 \$</b>	<b>0,30 \$</b>
<b>Dividendes par action ordinaire</b>	<b>0,39 \$</b>	<b>0,39 \$</b>	<b>0,65 \$</b>	<b>0,65 \$</b>

<sup>1)</sup> Les revenus de placements comptabilisés selon les PCGR des États-Unis n'incluent pas les frais de gestion des placements afférents, tandis que les revenus de placements comptabilisés selon les PCGR du Canada les incluent. Les frais de gestion des placements sont inclus au poste « Commissions, placements et frais généraux » en vertu des PCGR du Canada.

**c) Rapprochement du bénéfice net entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis**

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	2010	2009
<b>Bénéfice net (perte nette) selon les PCGR du Canada</b>	<b>(2 126) \$</b>	<b>575 \$</b>
Revenus de placements nets		
Obligations, dépréciations durables exclues	(4 702)	(4 324)
Dépréciations durables liées aux taux d'intérêt	-	(635)
Actions	22	(1 368)
Couvertures de flux de trésorerie	(1 661)	1 175
Immeubles	(58)	(167)
Autres	(84)	(276)
	<b>(6 483) \$</b>	<b>(5 595) \$</b>
Frais d'acquisition différés - écarts	354	852
Valeur de l'entreprise acquise - écarts	(101)	(187)
Rajustement de la juste valeur des billets de consommation	(5)	102
Provisions mathématiques	12 705	8 615
Commissions, placements et frais généraux	(22)	(16)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	(1 559)	-
Impôts sur les bénéfices sur les éléments ci-dessus	(1 950)	(1 661)
Participation ne donnant pas le contrôle incluse dans le bénéfice net selon les PCGR du Canada	36	(6)
<b>Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>849 \$</b>	<b>2 679 \$</b>

**d) Rapprochement des autres éléments du résultat étendu**

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	2010	2009
<b>Résultat étendu selon les PCGR du Canada</b>	<b>(2 344) \$</b>	<b>(852) \$</b>
Écart entre le bénéfice net (la perte nette) selon les PCGR du Canada et selon les PCGR des États-Unis	<b>2 975</b>	<b>2 104</b>
Écart entre les autres éléments du résultat étendu selon les PCGR du Canada et selon les PCGR des États-Unis		
Variation des gains latents sur les titres financiers disponibles à la vente, déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 1 719 \$ (1 962 \$ en 2009)	4 241	4 213
Rajustements des gains (pertes) net(te)s latent(e)s		
Provisions techniques, déduction faite d'une économie d'impôts sur les bénéfices de 154 \$ (220 \$ en 2009)	(664)	(617)
Frais d'acquisition différés, déduction faite d'une économie d'impôts sur les bénéfices de 375 \$ (291 \$ en 2009)	(800)	(612)
Produits comptabilisés d'avance, déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 36 \$ (24 \$ en 2009)	66	44
Valeur de l'entreprise acquise, déduction faite d'une économie d'impôts sur les bénéfices de 95 \$ (139 \$ en 2009)	(180)	(263)
Variation des gains sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 493 \$ (économie d'impôts sur les bénéfices de 596 \$ en 2009)	834	(912)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite, déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 6 \$ (économie d'impôts sur les bénéfices de 5 \$ en 2009)	13	(10)
Variation des gains (pertes) de change latent(e)s des établissements étrangers autonomes, déduction faite d'une charge d'impôts de 16 \$ (économie d'impôts sur les bénéfices de 8 \$ en 2009)	(105)	(50)
Écart total entre les autres éléments du résultat étendu excluant les montants attribués à la participation ne donnant pas le contrôle selon les PCGR des États-Unis	<b>3 405 \$</b>	<b>1 793 \$</b>
Autres éléments du résultat étendu attribués à la participation ne donnant pas le contrôle selon les PCGR des États-Unis	4 \$	(2) \$
<b>Résultat étendu selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>4 040 \$</b>	<b>3 043 \$</b>

#### e) Dépréciation de l'écart d'acquisition

Compte tenu de l'incidence soutenue de la détérioration de la conjoncture économique générale des États-Unis, y compris la persistance des taux d'intérêt peu élevés, et des décisions prises par la Société au troisième trimestre de 2010 visant le repositionnement de ses activités américaines, et par suite du test de dépréciation effectué en vertu des PCGR du Canada dont il est fait mention à la note 3, la Société a mis à jour le test de l'écart d'acquisition au titre des PCGR des États-Unis pour ses activités américaines avant l'examen annuel qui a généralement lieu au quatrième trimestre. La Société est en voie de terminer le test et estime qu'une tranche d'environ 2 600 \$ de l'écart d'acquisition attribuable aux activités américaines soit déprécié. La Société prévoit conclure le test de dépréciation de l'écart d'acquisition en vertu des PCGR des États-Unis au quatrième trimestre de 2010.

#### f) Modifications récentes de conventions comptables et de la présentation de l'information financière selon les PCGR des États-Unis

##### Dérivés et couvertures

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la Société a adopté l'Accounting Standards Update No. 2010-11, *Scope Exception Related to Embedded Credit Derivatives*, (« ASU 2010-11 ») qui modifie le Topic 815 de l'Accounting Standards Codification du FASB, *Derivatives and Hedging* (« ASC 815 »). L'ASU 2010-11 clarifie l'exception de portée pour les caractéristiques de dérivés de crédit incorporés qui découlent du transfert du risque de crédit créé par la subordination d'un instrument financier à un autre. Les modifications qu'il renferme précisent comment déterminer quelles caractéristiques de dérivés de crédit incorporés, y compris celles que présentent des titres adossés à des créances avec flux groupés synthétiques ou non, sont considérées comme des dérivés incorporés qui ne doivent pas être analysés pour déterminer s'il y a bifurcation et s'il y a lieu d'appliquer une comptabilisation distincte à la juste valeur. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence notable sur les états financiers de la Société.

##### Comptabilité de consolidation

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Société a adopté l'ASU 2009-17, *Improvements to Financial Reporting by Enterprises Involved with Variable Interests Entities*, qui constitue une modification du Topic 810 de l'Accounting Standards Codification (« ASC »), *Consolidations* (« ASC 810 »). L'ASU 2009-17 modifie les principes comptables d'évaluation de la consolidation d'une entité à détenteur de droits variables (« EDDV ») et prévoit ce qui suit :

- un nouveau concept de contrôle, le contrôle correspondant à la capacité d'une entité à prendre les décisions les plus déterminantes au niveau économique pour l'EDDV, conjuguée à une exposition aux risques économiques découlant de la variabilité de l'EDDV. Cette définition remplace le concept antérieur de consolidation en raison d'une exposition à la majeure partie de la variabilité de l'EDDV utilisé afin de déterminer quand il convient de consolider une autre entité;
- de nouvelles directives pour sélectionner, parmi les parties partageant la prise de décisions au titre de l'EDDV, la partie qui prend les décisions les plus importantes à l'égard de cette dernière;
- un test permettant de démarquer clairement les droits des propriétaires de titres de l'EDDV de retirer la capacité de décision d'un décideur, ces droits n'étant pas considérés comme un élément clé du contrôle à moins qu'ils ne puissent être exercés par une seule partie; des directives additionnelles pour déterminer si les frais imputés à une EDDV par la partie prenant des décisions à son égard constituent des droits variables pouvant mener à la consolidation de l'EDDV par le décideur;
- l'annulation de l'exception d'application relative aux entités ad hoc admissibles.

L'ASC 810 conserve l'exception d'application de la consolidation des placements par les sociétés de placement. La Société a également adopté l'ASU No. 2010-10, *Amendments for Certain Investment Funds*, qui constitue une modification de l'ASC 810. L'ASU No. 2010-10 a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et retarde l'application de ces modifications touchant les relations avec les sociétés de placement.

L'adoption de ces modifications a entraîné la consolidation de certains fonds de titres adossés à des créances avec flux groupés dont la Société est le promoteur. La consolidation de ces fonds a eu l'incidence suivante sur les états financiers de la Société : l'actif a augmenté de 557 \$, le passif de 512 \$ et le capital social (y compris les participations ne donnant pas le contrôle) de 45 \$. Tous les montants sont après impôts. La Société a le contrôle sur les fonds de titres adossés à des créances avec flux groupés parce qu'elle fournit des services de gestion des garanties aux fonds et détient des placements importants dans ces derniers.

Les passifs comptabilisés par suite de la consolidation des fonds de titres adossés à des créances avec flux groupés ne représentent pas des droits sur l'actif général de la Société. De même, les actifs comptabilisés par suite de la consolidation des fonds de titres adossés à des créances avec flux groupés peuvent uniquement servir à compenser les passifs comptabilisés par suite de la consolidation des fonds de titres adossés à des créances avec flux groupés.

L'exposition maximale de la Société à une perte découlant de son lien avec ces fonds de titres adossés à des créances avec flux groupés se limite à son placement évalué à 13 \$ au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### **Transferts d'actifs financiers**

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Société a adopté l'ASU No. 2009-16, *Accounting for Transfers of Financial Assets*, qui modifie le Topic 860 de l'ASC, *Transfers and Servicing* (« ASC 860 »). L'ASC 860 porte sur les activités de titrisation et touche les normes de sortie du bilan des titres transférés applicables à l'entité cédante. Les modifications à l'ASC 860 ont éliminé le concept d'entités ad hoc admissibles, supprimant ainsi l'exemption de consolidation de ces entités par les entités leur cédant un actif financier. En outre, l'ASC 860 interdit la sortie du bilan de la portion des actifs financiers transférés lorsque cette portion ne correspond pas à la définition d'une participation. L'ASC 860 réitère l'exigence que les actifs transférés doivent être isolés, du point de vue juridique, de l'entité cédante et de toutes ses filiales consolidées pour que le transfert soit comptabilisé comme une vente. L'ASC 860 exige en outre que les droits conservés dans les actifs transférés soient comptabilisés selon la juste valeur plutôt que selon des montants établis d'après une juste valeur relative attribuée en fonction de la valeur comptable des actifs transférés. Ces nouvelles exigences s'appliquent aux actifs financiers transférés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

### **g) Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière selon les PCGR des États-Unis**

#### **Transition vers les Normes internationales d'information financière**

Le 21 décembre 2007, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a approuvé des modifications à la réglementation qui permettront à la Société, sous réserve de certaines conditions, à l'adoption des IFRS le 1<sup>er</sup> janvier 2011, d'éliminer le rapprochement des différences importantes entre les IFRS et les PCGR des États-Unis dans les notes afférentes aux états financiers consolidés. Par conséquent, pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, la Société ne prévoit pas inclure un rapprochement des IFRS avec les PCGR des États-Unis dans ses états financiers consolidés.

### **h) Information en rapport avec l'option Placements à capital fixe des contrats de rente différée et des SignatureNotes émises ou prises en charge par John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.) et avec l'option Placements à capital fixe des contrats de rente différée qui seront émis par John Hancock Life Insurance Company of New York**

Les données financières consolidées condensées qui suivent, présentées selon les PCGR des États-Unis, ont été intégrées aux présents états financiers consolidés en conformité avec le Règlement S-X et la Règle 12h-5 de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « Commission ») et conformément au Règlement 51-102 prévu par les lois sur les valeurs mobilières des provinces du Canada, qui porte sur les obligations d'information continue. La SFM a garanti certains titres émis et à émettre par John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.), John Hancock Life Insurance Company of New York et Manulife Finance Holdings Limited (les « filiales »). Ces états financiers sont : i) intégrés par renvoi aux déclarations d'inscription de la SFM et de ses filiales dont il est fait état ci-après et qui ont trait à la garantie par la SFM de certains titres qu'ont émis et qu'émettront ses filiales et ii) fournis, relativement à Manulife Finance Holdings Limited, d'après l'exemption des obligations d'information continue en vertu des lois sur les valeurs mobilières des provinces du Canada.

## Bilans consolidés condensés

	Société Financière Manuvie (garant)	Manulife Finance Holdings Limited	John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.) (émetteur)	John Hancock Life Insurance Company of New York (émetteur)	Autres filiales	Rajustements de consolidation	Société Financière Manuvie consolidée
<b>Au 30 septembre 2010</b>							
<b>Actif</b>							
Placements	3 \$	5 \$	87 266 \$	10 808 \$	127 035 \$	(1 194) \$	223 923 \$
Placements dans des filiales non consolidées	40 906	1	4 131	1	9	(45 048)	-
Autres actifs	4 963	416	38 940	1 057	28 361	(27 582)	46 155
Actifs des fonds distincts	-	-	122 645	7 185	54 094	(1 516)	182 408
<b>Total de l'actif</b>	<b>45 872 \$</b>	<b>422 \$</b>	<b>252 982 \$</b>	<b>19 051 \$</b>	<b>209 499 \$</b>	<b>(75 340) \$</b>	<b>452 486 \$</b>
<b>Passif et avoir</b>							
Provisions mathématiques	- \$	- \$	88 296 \$	6 591 \$	94 284 \$	(5 822) \$	183 349 \$
Billets de consommation	-	-	1 102	-	-	-	1 102
Autres passifs	6 008	7	23 944	3 486	27 465	(20 323)	40 587
Dette à long terme	4 931	411	-	-	607	(600)	5 349
Passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres	344	-	1 045	-	4 566	(1 360)	4 595
Passif des fonds distincts	-	-	122 645	7 185	54 094	(1 516)	182 408
Capitaux propres	34 589	4	15 950	1 789	27 886	(45 629)	34 589
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	597	(90)	507
<b>Total du passif et de l'avoir</b>	<b>45 872 \$</b>	<b>422 \$</b>	<b>252 982 \$</b>	<b>19 051 \$</b>	<b>209 499 \$</b>	<b>(75 340) \$</b>	<b>452 486 \$</b>

	Société Financière Manuvie (garant)	Manulife Finance Holdings Limited	John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.) (émetteur)	John Hancock Life Insurance Company of New York (émetteur)	Autres filiales	Rajustements de consolidation	Société Financière Manuvie consolidée
<b>Au 30 septembre 2009</b>							
<b>Actif</b>							
Placements	1 002 \$	- \$	93 408 \$	1 959 \$	109 042 \$	(1 000) \$	204 411 \$
Placements dans des filiales non consolidées	35 220	2	3 249	1	17	(38 489)	-
Autres actifs	737	-	35 346	755	26 330	(16 364)	46 804
Actifs des fonds distincts	-	-	117 971	6 799	46 986	(1 513)	170 243
<b>Total de l'actif</b>	<b>36 959 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>249 974 \$</b>	<b>9 514 \$</b>	<b>182 375 \$</b>	<b>(57 366) \$</b>	<b>421 458 \$</b>
<b>Passif et avoir</b>							
Provisions mathématiques	- \$	- \$	92 764 \$	1 031 \$	88 285 \$	(5 879) \$	176 201 \$
Billets de consommation	-	-	1 319	-	-	-	1 319
Autres passifs	3 285	-	20 396	441	20 231	(9 399)	34 954
Dette à long terme	3 900	-	-	-	1 004	(584)	4 320
Passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres	344	-	1 089	-	4 327	(1 161)	4 599
Passif des fonds distincts	-	-	117 971	6 799	46 986	(1 513)	170 243
Capitaux propres	29 430	2	16 435	1 243	21 079	(38 759)	29 430
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	463	(71)	392
<b>Total du passif et de l'avoir</b>	<b>36 959 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>249 974 \$</b>	<b>9 514 \$</b>	<b>182 375 \$</b>	<b>(57 366) \$</b>	<b>421 458 \$</b>

## États des résultats consolidés condensés

John Hancock John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.) (émetteur)	John Hancock John Hancock Life Insurance Company of New York (émetteur)	Société Financière Manuvie (garant)	Manulife Financial Holdings Limited	Autres filiales	Rajustements de consolidation	Société Financière Manuvie consolidée
<b>Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010</b>						
<b>Produits</b>						
Primes	- \$	- \$	1 600 \$	1 217 \$	6 130 \$	8 875 \$
Revenus de placements nets	11	14	4 247	215	5 126	9 564
Honoraires et autres produits	44	-	1 555	198	4 788	6 061
<b>Total des produits</b>	<b>55 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>7 402 \$</b>	<b>1 630 \$</b>	<b>16 044 \$</b>	<b>24 500 \$</b>
<b>Prestations et charges</b>						
Prestations aux titulaires de contrats	- \$	- \$	4 253 \$	1 356 \$	8 082 \$	13 685 \$
Commissions, placements et frais généraux	34	-	1 375	172	2 861	3 842
Amortissement des frais d'acquisition différés et valeur de l'entreprise acquise	-	-	1 030	66	690	1 786
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	2 251	-	347	2 598
Autres	62	13	375	7	581	999
<b>Total des prestations et des charges</b>	<b>96 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>9 284 \$</b>	<b>1 601 \$</b>	<b>12 561 \$</b>	<b>22 910 \$</b>
<b>Bénéfice (perte) avant impôts</b>						
sur les bénéfices	(41) \$	1 \$	(1 882) \$	29 \$	3 483 \$	1 590 \$
(Charge) recouvrement d'impôts sur les bénéfices	6	1	(121)	123	(750)	(741)
<b>Bénéfice (perte) après impôts sur les bénéfices</b>	<b>(35) \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>(2 003) \$</b>	<b>152 \$</b>	<b>2 733 \$</b>	<b>849 \$</b>
Quote-part du bénéfice net (de la perte nette) des filiales non consolidées	851	-	225	-	-	-
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>816 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>(1 778) \$</b>	<b>152 \$</b>	<b>2 733 \$</b>	<b>849 \$</b>
Attribué à :						
Participation ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	37 \$	33 \$
Société Financière Manuvie	816	2	(1 778)	152	2 696	816
	<b>816 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>(1 778) \$</b>	<b>152 \$</b>	<b>2 733 \$</b>	<b>849 \$</b>

**États des résultats consolidés condensés**

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009	John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.) John Hancock Life Insurance Company of New York (émetteur)						
	Société Financière Manuvie (garant)	Manulife Finance Holdings Limited	Life Insurance Company (U.S.A.) (émetteur)	Life Insurance Company of New York (émetteur)	Autres filiales	Rajustements de consolidation	Société Financière Manuvie consolidée
<b>Produits</b>							
Primes	- \$	- \$	3 297 \$	22 \$	6 662 \$	- \$	9 981 \$
Revenus de placements nets	27	-	1 764	143	5 007	(32)	6 909
Honoraires et autres produits	59	-	1 930	165	4 867	(1 233)	5 788
<b>Total des produits</b>	<b>86 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>6 991 \$</b>	<b>330 \$</b>	<b>16 536 \$</b>	<b>(1 265) \$</b>	<b>22 678 \$</b>
<b>Prestations et charges</b>							
Prestations aux titulaires de contrats	- \$	- \$	4 357 \$	(119) \$	9 124 \$	(7) \$	13 355 \$
Commissions, placements et frais généraux	30	-	1 527	44	3 172	(1 186)	3 587
Amortissement des frais d'acquisition différés et valeur de l'entreprise acquise	-	-	981	141	780	-	1 902
Autres	190	-	455	5	564	(72)	1 142
<b>Total des prestations et des charges</b>	<b>220 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>7 320 \$</b>	<b>71 \$</b>	<b>13 640 \$</b>	<b>(1 265) \$</b>	<b>19 986 \$</b>
<b>Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>(134) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(329) \$</b>	<b>259 \$</b>	<b>2 896 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>2 692 \$</b>
(Charge) recouvrement d'impôts sur les bénéfices	32	-	269	(89)	(225)	-	(13)
<b>Bénéfice (perte) après impôts sur les bénéfices</b>	<b>(102) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(60) \$</b>	<b>170 \$</b>	<b>2 671 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>2 679 \$</b>
Quote-part du bénéfice net (de la perte nette) des filiales non consolidées	2 784	-	159	-	-	(2 943)	-
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>2 682 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>99 \$</b>	<b>170 \$</b>	<b>2 671 \$</b>	<b>(2 943) \$</b>	<b>2 679 \$</b>
Attribué à :							
Participation ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(3) \$	(3) \$
Société Financière Manuvie	2 682	-	99	170	2 671	(2 940)	2 682
	<b>2 682 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>99 \$</b>	<b>170 \$</b>	<b>2 671 \$</b>	<b>(2 943) \$</b>	<b>2 679 \$</b>

## États des flux de trésorerie consolidés condensés

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010	Société Financière Manuvie (garant)	Manulife Finance Holdings Limited	John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.) (émetteur)	John Hancock Life Insurance Company of New York (émetteur)	Autres filiales	Rajustements de consolidation	Société Financière Manuvie consolidée
<b>Activités d'exploitation</b>							
Bénéfice net (perte nette)	816 \$	2 \$	(1 778) \$	152 \$	2 733 \$	(1 076) \$	849 \$
Rajustements en fonction des éléments du bénéfice net sans effet sur la trésorerie :							
Quote-part du bénéfice net des filiales non consolidées	(851)	-	(225)	-	-	1 076	-
Augmentation des provisions techniques et éléments liés aux contrats	-	-	(2 549)	4 553	5 507	-	7 511
Gains nets réalisés sur placements et autres éléments liés aux placements	(9)	-	(913)	140	(2 562)	-	(3 344)
Montants capitalisés, déduction faite de l'amortissement des frais d'acquisition différés et valeur de l'entreprise acquise	-	-	141	8	(401)	-	(252)
Amortissement des primes / escomptes	-	-	86	62	141	-	289
Autres amortissements	-	(9)	91	-	190	9	281
Charge (recouvrement) d'impôts futurs	(8)	(1)	672	(115)	200	1	749
Charge d'options sur actions	-	-	6	-	14	-	20
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	2 251	-	347	-	2 598
Bénéfice net (perte nette) rajustée en fonction des éléments sans effet sur la trésorerie	(52) \$	(8) \$	(2 218) \$	4 800 \$	6 169 \$	10 \$	8 701 \$
Variation des autres actifs et passifs d'exploitation	(4)	10	(1 911)	2 177	1 177	(1)	1 448
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(56) \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>(4 129) \$</b>	<b>6 977 \$</b>	<b>7 346 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>10 149 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>							
Achats et avances hypothécaires	-	-	(21 840) \$	(9 117) \$	(23 171) \$	-	(54 128) \$
Cessions et remboursements	-	-	23 090	1 520	13 364	-	37 974
Fluctuations des débiteurs et des créditeurs nets du courtier en placements	-	-	656	39	646	-	1 341
Billets à recevoir des sociétés affiliées	(4 000)	-	-	-	(3 995)	7 995	-
Billets à recevoir de la société mère	-	(418)	-	-	(1 253)	1 671	-
Billets à recevoir des filiales	(476)	-	8	-	-	468	-
Apport de capital aux filiales non consolidées	(2 636)	-	(8)	-	-	2 644	-
Remboursement de capital de filiales non consolidées	-	-	4	-	-	(4)	-
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(7 112) \$</b>	<b>(418) \$</b>	<b>1 910 \$</b>	<b>(7 558) \$</b>	<b>(14 409) \$</b>	<b>12 774 \$</b>	<b>(14 813) \$</b>

## États des flux de trésorerie consolidés condensés (suite)

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010	Société	Manulife	John	John	Autres	Rajustements de	Société
	Financière Manuvie (garant)	Finance Holdings Limited	Insurance Company (U.S.A.) (émetteur)	Life Hancock Life Insurance Company of New York (émetteur)			Financière Manuvie consolidée
<b>Activités de financement</b>							
Diminution des titres vendus mais non encore achetés	- \$	- \$	- \$	- \$	(65) \$	- \$	(65) \$
Produit net de l'émission de titres de créance à long terme	2 024	421	-	-	(412)	(9)	2 024
Remboursement de la dette à long terme mère	-	-	-	-	(1)	-	(1)
Apport de capital par la société mère	-	-	-	-	(4)	4	-
Rachats de produits structurés, montant net	-	-	(629)	873	2 644	(2 644)	-
Variation des dépôts bancaires, montant net	-	-	78	-	(1 702)	-	(1 458)
Capitaux reçus d'un partenaire de coentreprise	-	-	-	-	880	-	958
Billets de consommation échus	-	-	-	-	40	-	40
Billets de consommation échus	-	-	(177)	-	-	-	(177)
Dividendes sur actions versés au comptant	(524)	-	-	-	-	-	(524)
Billets à payer aux sociétés affiliées	3 995	-	-	-	4 000	(7 995)	-
Billets à payer à la société mère	-	-	-	-	468	(468)	-
Billets à payer aux filiales	1 671	-	-	-	-	(1 671)	-
Emprunts de fonds, montant net	-	-	-	-	2	-	2
Actions ordinaires émises, montant net	2	-	-	-	1	-	3
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>7 168 \$</b>	<b>421 \$</b>	<b>(728) \$</b>	<b>873 \$</b>	<b>5 851 \$</b>	<b>(12 783) \$</b>	<b>802 \$</b>
<b>Encaisse et titres à court terme</b>							
(Diminution) augmentation au cours de la période	- \$	5 \$	(2 947) \$	292 \$	(1 212) \$	- \$	(3 862) \$
Incidence du change sur l'encaisse et les titres à court terme	-	-	8	(165)	78	-	(79)
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	3	-	7 613	793	9 915	-	18 324
<b>Solde au 30 septembre</b>	<b>3 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>4 674 \$</b>	<b>920 \$</b>	<b>8 781 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>14 383 \$</b>
<b>Encaisse et titres à court terme</b>							
<b>Au début de la période</b>							
Encaisse et titres à court terme, montant brut	3 \$	- \$	7 891 \$	812 \$	10 143 \$	- \$	18 849 \$
Paiements nets en cours de compensation inscrits dans les autres passifs	-	-	(278)	(19)	(228)	-	(525)
<b>Encaisse et titres à court terme, montant net, au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>3 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>7 613 \$</b>	<b>793 \$</b>	<b>9 915 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 324 \$</b>
<b>À la fin de la période</b>							
Encaisse et titres à court terme, montant brut	3 \$	5 \$	5 024 \$	935 \$	8 989 \$	- \$	14 956 \$
Paiements nets en cours de compensation inscrits dans les autres passifs	-	-	(350)	(15)	(208)	-	(573)
<b>Encaisse et titres à court terme, montant net, au 30 septembre</b>	<b>3 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>4 674 \$</b>	<b>920 \$</b>	<b>8 781 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>14 383 \$</b>

## États des flux de trésorerie consolidés condensés

<b>Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009</b>	Société Financière Manuvie (garant)	Manulife Finance Holdings Limited	John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.) (émetteur)	John Hancock Life Insurance Company of New York (émetteur)	Autres filiales	Rajustements de consolidation	Société Financière Manuvie consolidée
<b>Activités d'exploitation</b>							
Bénéfice net (perte nette)	2 682 \$	- \$	99 \$	170 \$	2 671 \$	(2 943) \$	2 679 \$
Rajustements en fonction des éléments du bénéfice net sans effet sur la trésorerie :							
Quote-part du bénéfice net des filiales non consolidées	(2 784)	-	(159)	-	-	2 943	-
Augmentation des provisions techniques et éléments liés aux contrats	-	-	(18)	1	9 250	-	9 233
Gains nets réalisés sur placements et autres éléments liés aux placements	(24)	-	2 194	(1)	(2 702)	-	(533)
Montants capitalisés, déduction faite de l'amortissement des frais d'acquisition différés et valeur de l'entreprise acquise	-	-	(397)	57	(327)	-	(667)
Amortissement des primes / escomptes	-	-	101	5	(470)	-	(364)
Autres amortissements	-	-	108	-	188	-	296
Charge (recouvrement) d'impôts futurs	(9)	-	(187)	37	317	-	158
Charge d'options sur actions	-	-	7	-	12	-	19
Bénéfice net (perte nette) rajusté(e) en fonction des éléments sans effet sur la trésorerie	(135) \$	- \$	1 748 \$	269 \$	8 939 \$	- \$	10 821 \$
Variation des autres actifs et passifs d'exploitation	34	-	(398)	(142)	870	-	364
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(101) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 350 \$</b>	<b>127 \$</b>	<b>9 809 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>11 185 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>							
Achats et avances hypothécaires	- \$	- \$	(13 432) \$	(718) \$	(19 165) \$	- \$	(33 315) \$
Cessions et remboursements	-	-	12 639	157	13 560	-	26 356
Fluctuations des débiteurs et des créditeurs nets du courtier en placements	-	-	(34)	12	293	-	271
Billets à recevoir des sociétés affiliées	-	-	(39)	-	747	(708)	-
Billets à recevoir de la société mère	-	-	-	-	(3 066)	3 066	-
Billets à recevoir des filiales	(320)	-	-	-	-	320	-
Rachat d'actions privilégiées émises par une filiale	668	-	-	-	-	(668)	-
Apport de capital aux filiales non consolidées	(2 149)	-	(610)	-	-	2 759	-
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(1 801) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(1 476) \$</b>	<b>(549) \$</b>	<b>(7 631) \$</b>	<b>4 769 \$</b>	<b>(6 688) \$</b>

## États des flux de trésorerie consolidés condensés (suite)

Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009	Société Financière Manuvie (garant)	Manulife Finance Holdings Limited	John Hancock Life Insurance Company (U.S.A.) (émetteur)	John Hancock Life Insurance Company of New York (émetteur)	Autres filiales	Rajustements de consolidation	Société Financière Manuvie consolidée
<b>Activités de financement</b>							
Diminution des titres vendus mais non encore achetés	- \$	- \$	- \$	- \$	(1 067) \$	- \$	(1 067) \$
Émission de créance à long terme, montant net	1 592	-	-	-	-	-	1 592
Remboursement de la dette à long terme	(1 000)	-	-	-	-	-	(1 000)
Apport de capital par la société mère	-	-	-	302	1 370	(1 672)	-
Rachats de produits structurés, montant net	-	-	(781)	85	(3 044)	-	(3 740)
Variation des dépôts bancaires, montant net	-	-	1 959	-	1 145	-	3 104
Billets de consommation échus	-	-	(490)	-	-	-	(490)
Dividendes sur actions versés au comptant	(974)	-	-	-	-	-	(974)
Billets à payer aux sociétés affiliées	(747)	-	-	-	39	708	-
Billets à payer à la société mère	-	-	-	-	320	(320)	-
Billets à payer aux filiales	3 066	-	-	-	-	(3 066)	-
Remboursements (emprunts) de fonds, montant net	-	-	-	-	(20)	-	(20)
Émission de débentures	-	-	-	-	1 000	-	1 000
Capitaux reçus d'un partenaire en coentreprise	-	-	-	-	35	-	35
Rachat d'actions privilégiées	-	-	-	-	(668)	668	-
Actions privilégiées émises, montant net	781	-	-	-	-	-	781
Actions ordinaires émises, montant net	163	-	-	-	944	(1 087)	20
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>2 881 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>688 \$</b>	<b>387 \$</b>	<b>54 \$</b>	<b>(4 769) \$</b>	<b>(759) \$</b>
<b>Encaisse et titres à court terme</b>							
(Diminution) augmentation au cours de la période	979 \$	- \$	562 \$	(35) \$	2 232 \$	- \$	3 738 \$
Incidence du change sur l'encaisse et les titres à court terme	-	-	(1 051)	(116)	(433)	-	(1 600)
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	23	-	9 258	708	6 891	-	16 880
<b>Solde au 30 septembre</b>	<b>1 002 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>8 769 \$</b>	<b>557 \$</b>	<b>8 690 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>19 018 \$</b>
<b>Encaisse et titres à court terme</b>							
<b>Au début de la période</b>							
Encaisse et titres à court terme, montant brut	23 \$	- \$	9 629 \$	708 \$	6 999 \$	- \$	17 359 \$
Paiements nets en cours de compensation inscrits dans les autres passifs	-	-	(371)	-	(108)	-	(479)
<b>Encaisse et titres à court terme, montant net, au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>23 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>9 258 \$</b>	<b>708 \$</b>	<b>6 891 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>16 880 \$</b>
<b>À la fin de la période</b>							
Encaisse et titres à court terme, montant brut	1 002 \$	- \$	9 062 \$	574 \$	8 884 \$	- \$	19 522 \$
Paiements nets en cours de compensation inscrits dans les autres passifs	-	-	(293)	(17)	(194)	-	(504)
<b>Encaisse et titres à court terme, montant net, au 30 septembre</b>	<b>1 002 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>8 769 \$</b>	<b>557 \$</b>	<b>8 690 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>19 018 \$</b>

### Note 15 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants des périodes antérieures ont été reclassés de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. En outre, certains soldes d'impôts reportés des périodes de comparaison ont été recalculés parce que certaines filiales n'étaient plus prises en compte dans la déclaration fiscale consolidée produite aux États-Unis. Cette modification a entraîné une augmentation des actifs d'impôts futurs (compris dans les actifs divers) et des passifs d'impôts futurs au 31 décembre 2009 de 705 \$ (575 \$ au 30 septembre 2009). La modification de la présentation n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net.

## RESUME STATISTIQUE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et données par action, non vérifiés)

	2010			2009	
	T3	T2	T1	T4	T3
Bénéfice net (perte nette)	(899) \$	(2 375) \$	1 148 \$	845 \$	(138) \$
Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux titulaires de contrats avec participation	48	3	8	(23)	34
<b>Bénéfice net attribué (perte nette imputée) aux actionnaires</b>	<b>(947) \$</b>	<b>(2 378) \$</b>	<b>1 140 \$</b>	<b>868 \$</b>	<b>(172) \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées	(19)	(20)	(20)	(20)	(21)
<b>Bénéfice net attribuable (perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires</b>	<b>(966) \$</b>	<b>(2 398) \$</b>	<b>1 120 \$</b>	<b>848 \$</b>	<b>(193) \$</b>
<b>Primes et dépôts</b>					
Primes et dépôts - produits de croissance ciblés					
Assurance vie et assurance maladie	2 628 \$	2 332 \$	2 261 \$	1 451 \$	2 486 \$
Rentes et régimes de retraite	955	980	1 058	936	1 102
Fonds distincts	4 156	4 455	5 085	5 565	4 371
Fonds communs de placement	2 928	3 056	2 966	2 378	2 118
Comptes de placement autogérés institutionnels	350	1 060	847	363	758
Équivalents primes pour SAS	636	673	676	663	635
Risques cédés liés à l'assurance collective	920	916	906	919	909
Autres fonds	112	131	144	138	204
<b>Primes et dépôts - produits de croissance ciblés</b>	<b>12 685 \$</b>	<b>13 603 \$</b>	<b>13 943 \$</b>	<b>12 413 \$</b>	<b>12 583 \$</b>
Primes et dépôts - produits dont la croissance n'est pas ciblée	2 257	2 671	3 195	4 122	3 655
<b>Total des primes et dépôts</b>	<b>14 942 \$</b>	<b>16 274 \$</b>	<b>17 138 \$</b>	<b>16 535 \$</b>	<b>16 238 \$</b>
<b>Fonds gérés</b>					
Fonds général	205 241 \$	199 272 \$	188 308 \$	187 470 \$	188 465 \$
Fonds distincts, comptes de placement autogérés institutionnels exclus	198 524	186 945	190 895	188 229	184 846
Fonds communs de placement	39 246	36 342	36 766	33 370	32 310
Comptes de placement autogérés institutionnels	22 890	23 923	23 074	23 342	24 004
Autres fonds	7 978	7 446	7 419	7 206	6 952
<b>Total des fonds gérés</b>	<b>473 879 \$</b>	<b>453 928 \$</b>	<b>446 462 \$</b>	<b>439 617 \$</b>	<b>436 577 \$</b>
<b>Fonds propres</b>					
Passifs liés aux actions privilégiées et aux instruments de capitaux propres admissibles	4 028 \$	4 043 \$	4 022 \$	4 037 \$	4 049 \$
Participation sans contrôle dans des filiales	283	259	246	202	216
Avoir					
Avoir des titulaires de contrats avec participation	139	91	88	80	103
Capitaux propres					
Actions privilégiées	1 422	1 422	1 422	1 422	1 419
Actions ordinaires	19 169	19 088	19 005	18 937	16 444
Surplus d'apport	202	195	190	182	176
Bénéfices non répartis	9 932	11 131	13 760	12 870	12 235
Cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et conversion de l'investissement net dans des établissements étrangers	(4 582)	(3 951)	(5 085)	(4 536)	(3 917)
<b>Total des fonds propres</b>	<b>30 593 \$</b>	<b>32 278 \$</b>	<b>33 648 \$</b>	<b>33 194 \$</b>	<b>30 725 \$</b>
<b>Principales mesures clés du rendement</b>					
Résultat de base par action ordinaire	(0,55) \$	(1,36) \$	0,64 \$	0,51 \$	(0,12) \$
Résultat dilué par action ordinaire	(0,55) \$	(1,36) \$	0,64 \$	0,51 \$	(0,12) \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires (annualisé) <sup>1</sup>	(15,4) %	(36,4) %	16,8 %	13,1 %	(3) %
Valeur comptable par action ordinaire	13,82 \$	14,89 \$	15,79 \$	15,59 \$	15,29 \$
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	0,94	1,04	1,27	1,24	1,47
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	23,0	27,3	35,3	34,0	36,5
Actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la fin de la période	1 772	1 766	1 761	1 758	1 623
Moyenne pondérée - de base	1 767	1 762	1 758	1 669	1 615
Moyenne pondérée - diluée	1 767	1 762	1 763	1 673	1 615

<sup>1</sup> Le rendement des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires correspond au bénéfice net attribuable (à la perte nette imputable) aux porteurs d'actions ordinaires divisé(e) par la moyenne des capitaux propres attribuables aux porteurs d'actions ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat étendu sur les titres disponibles à la vente et les couvertures de flux de trésorerie.

# INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

## Société Financière Manuvie

---

### Siège social

200 Bloor Street East  
Toronto (Ontario) Canada M4W 1E5  
Téléphone : 416 926-3000  
Site Web : [www.manuvie.com](http://www.manuvie.com)

### Relations avec les investisseurs

Les investisseurs institutionnels, les courtiers, les analystes et les autres investisseurs peuvent obtenir des renseignements d'ordre financier en communiquant avec le service des Relations avec les investisseurs ou en visitant notre site Web à l'adresse [www.manuvie.com](http://www.manuvie.com).

Téléphone : 1 800 795-9767  
Télécopieur : 416 926-3503  
Courriel : [investor\\_relations@manuvie.com](mailto:investor_relations@manuvie.com)

### Services aux actionnaires

Veuillez communiquer avec nos agents des transferts pour obtenir des renseignements au sujet de vos actions, pour signaler un changement d'adresse ou d'inscription, la perte d'un certificat ou la réception en double de la documentation, pour demander le dépôt direct des dividendes (au Canada, aux États-Unis ou à Hong Kong) ou pour recevoir la documentation destinée aux actionnaires par voie électronique.

### Agent des transferts et agent comptable des registres

---

Veuillez communiquer avec notre agent des transferts pour obtenir des renseignements au sujet de vos actions, pour signaler un changement d'adresse ou d'inscription, la perte d'un certificat ou la réception en double de la documentation, pour demander le dépôt direct des dividendes (au Canada, aux États-Unis ou à Hong Kong) ou pour recevoir la documentation destinée aux actionnaires par voie électronique.

### Agent des transferts au Canada

**Compagnie Trust CIBC Mellon**  
C.P. 7010, Succursale Adelaide Street  
Toronto (Ontario) Canada M5C 2W9  
Région de Toronto : 416 643-6268  
Numéro sans frais : 1 800 783-9495  
Télécopieur : 1 877 713-9291  
Courriel : [inquiries@cibcmellon.com](mailto:inquiries@cibcmellon.com)

CIBC Mellon a également des succursales à Montréal, Halifax, Vancouver et Calgary.

### Agent des transferts aux États-Unis

**BNY Mellon Shareowner Services**  
P.O. Box 358015  
Pittsburgh, PA 15252-8015 États-Unis  
Téléphone : 1 800 249-7702  
Courriel : [shrrelations@bnymellon.com](mailto:shrrelations@bnymellon.com)

### Agent des transferts à Hong Kong

**Computershare Hong Kong**  
Investor Services Limited  
46th Floor, Hopewell Centre  
183 Queen's Road East  
Wanchai, Hong Kong  
Téléphone : 852-2862-8628

### Agent des transferts aux Philippines

**The Hong Kong and Shanghai Banking Corporation Limited**

Stock Transfer Department  
30/F Discovery Suites  
25 ADB Avenue  
Ortigas Center, Pasig City  
Philippines  
Téléphone : 632 683-2685

### Vérificateurs

---

Ernst & Young s.r.l.  
Comptables agréés  
Experts-comptables autorisés  
Toronto, Canada

[www.manuvie.com](http://www.manuvie.com)

Les documents suivants de la Financière Manuvie sont offerts sur le site Web [www.manuvie.com](http://www.manuvie.com) :

- Rapport annuel et circulaire de sollicitation de procurations
- Avis de convocation à l'assemblée annuelle
- Rapports aux actionnaires
- Déclaration de contribution à la collectivité
- Documents sur la gouvernance

## NOTATIONS

---

La solidité financière est un facteur essentiel pour générer de nouvelles affaires, entretenir et étendre le réseau de distribution et soutenir l'expansion, les acquisitions et la croissance. Au 30 septembre 2010, le capital de la Financière Manuvie s'élevait à 30,6 milliards de dollars canadiens, dont 24,5 milliards de dollars canadiens représentaient les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Les notes attribuées à Manufacturers pour sa solidité et sa capacité de règlement sont parmi les meilleures du secteur de l'assurance.

---

Standard & Poor's	AA	(3 <sup>e</sup> de 21 notes)
Moody's	A1	(5 <sup>e</sup> de 21 notes)
Fitch Ratings	AA-	(4 <sup>e</sup> de 21 notes)
Dominion Bond Rating Service	IC-1	(1 <sup>re</sup> de 6 notes)
A.M. Best	A+	(2 <sup>e</sup> de 15 notes)

---

## ÉVOLUTION DES COURS

---

Le tableau ci-dessous indique le cours des actions ordinaires de la Société Financière Manuvie aux Bourses de Toronto, de New York, de Hong Kong et des Philippines durant le premier trimestre ainsi que le volume moyen des opérations quotidiennes. Les actions ordinaires sont inscrites sous le symbole **MFC** à toutes les Bourses, sauf à celle de Hong Kong (symbole **945**).

Au 30 septembre 2010, 1 772 millions d'actions ordinaires étaient en circulation.

1 <sup>er</sup> juillet – 30 septembre 2010	Toronto \$ CA	New York \$ US	Hong Kong \$ HK	Philippines PHP
Haut	16,67 \$	16,32 \$	160,0 \$	740 PHP
Bas	11,27 \$	10,60 \$	86,0 \$	535 PHP
Fermeture	12,98 \$	12,63 \$	159,8 \$	595 PHP
Volume moyen des opérations quotidiennes (en milliers d'actions)	7 822	3 345	1 487	0,3

## **Demande de transmission de documents par voie électronique**

Vous pouvez maintenant recevoir les documents de la Financière Manuvie par voie électronique.

La Financière Manuvie est heureuse de vous offrir la possibilité de recevoir ses documents par voie électronique. Vous pourriez ainsi y avoir accès en tout temps, sans devoir attendre qu'ils vous parviennent par la poste.

Vous pourrez recevoir par voie électronique les documents suivants de la Financière Manuvie :

- Rapport annuel et circulaire de sollicitation de procurations
- Avis de convocation à l'assemblée annuelle
- Rapports aux actionnaires
- Déclaration de contribution à la collectivité
- Documents sur la gouvernance

Vous pourrez accéder à ces documents sur notre site Web, à l'adresse [www.manuvie.com](http://www.manuvie.com), dès qu'ils seront prêts à être postés aux actionnaires. Les documents relatifs à l'assemblée annuelle, y compris les rapports annuels, seront affichés sur notre site Web au moins jusqu'à ce qu'une nouvelle version soit publiée.

Nous vous aviserons de la date à laquelle ces documents seront affichés sur notre site Web et nous confirmerons les directives à suivre pour y avoir accès. Si nous ne sommes pas en mesure d'afficher certains documents sur notre site Web, un exemplaire imprimé vous sera envoyé par la poste.

Pour visualiser, télécharger ou sauvegarder les documents, vous devrez avoir accès à Internet et utiliser un ordinateur sur lequel est installé Adobe Acrobat Reader<sup>MD</sup> ainsi qu'un navigateur Web.

----- Détachez en suivant le pointillé. -----

Si vous souhaitez recevoir les documents de la Financière Manuvie directement par voie électronique, veuillez remplir le présent formulaire et le renvoyer en suivant les directives indiquées.

J'ai lu et compris la déclaration qui figure au verso et je consens à recevoir les documents indiqués de la Financière Manuvie par voie électronique, de la manière prévue. J'atteste que je possède le matériel informatique requis pour avoir accès aux documents affichés sur le site Web de la Financière Manuvie. Je comprends que je ne suis pas obligé(e) de consentir à la livraison électronique de ces documents et que je peux révoquer mon consentement en tout temps.

Nota : Nous communiquerons avec vous par téléphone uniquement si nous éprouvons des difficultés avec votre adresse électronique.

Les renseignements fournis sont confidentiels et ne seront utilisés qu'aux fins indiquées.

(En caractères d'imprimerie s.v.p.)

\_\_\_\_\_  
Nom de l'actionnaire

\_\_\_\_\_  
Numéro de téléphone

\_\_\_\_\_  
Adresse électronique de l'actionnaire

\_\_\_\_\_  
Signature de l'actionnaire

\_\_\_\_\_  
Date

[www.manuvie.com](http://www.manuvie.com)

Les noms Manuvie et Financière Manuvie, le logo qui les accompagne, le titre d'appel « Pour votre avenir », les quatre cubes et les mots « Solide, Fiable, Sûre, Avant-gardiste » sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers qu'elle et ses sociétés affiliées utilisent sous licence.

